

LE TEMPS

CHF 3.80 / France € 3.50

MARDI 15 NOVEMBRE 2022 / N° 7472

Portrait

David Castello-Lopes, les tribulations d'un humoriste français en Helvétie ●●● PAGE 20



Réchauffement

A la COP27, le cri de détresse du Pakistan. Reportage ●●● PAGE 4

Science

Lanzarote, terrain d'entraînement des astronautes en partance pour la Lune ●●● PAGE 11

Opéra

De Lausanne à Florence, la soprano Marie Lys sous les feux de la rampe ●●● PAGE 19

ÉDITORIAL

Plus fréquentable grâce au football

ALINE JACCOTTET
@AlineJaccottet

Le Mondial de football qui débute dimanche est inédit. Premier du genre jamais organisé dans le monde arabe, il a aussi occasionné des critiques particulièrement intenses envers la FIFA et l'organisateur qatari. Plusieurs aspects interrogent: l'impact environnemental, la corruption supposée et, surtout, les atteintes aux droits des migrants qui y ont œuvré. Essentiels dans ce pays dont 90% des habitants sont d'origine étrangère, des centaines d'entre eux seraient morts en bâtissant des stades, selon certaines ONG. Des violations dénoncées avec une force particulière en comparaison des réactions aux JO d'hiver 2022, en Chine, ou à la Coupe du monde de football 2018, en Russie, pour ne citer que ces deux exemples.

Le Qatar passe pour le plus infrequentable des infrequentables... Et pourtant. Neuf ans après avoir planté le drapeau de sa première ambassade en Suisse, au Schweizerhof, un hôtel de luxe situé à deux pas de la Berne fédérale, cet Etat arabe semble développer avec succès, dans notre pays comme ailleurs, sa stratégie basée sur les échanges commerciaux au-delà du golfe Persique. Un axe vital pour ce tout petit pays coincé entre l'Arabie saoudite et l'Iran. Dans ce sens, la guerre en Ukraine est une aubaine pour lui, comme le montre la visite à deux reprises, en juillet et en

Les ONG défendant les droits humains n'ont pas appelé au boycott

mars, du ministre des Finances, Ueli Maurer, en compagnie du directeur de Gaznat, la société d'approvisionnement suisse. Par la suite, les Qataris avaient été invités à Zurich pour un forum sous le parrainage d'Economiesuisse. C'est que, confronté aux pénuries orchestrées par les Russes, Berne espère se voir approvisionné en gaz dès 2025 par le Qatar, de la même manière que l'Italie s'est récemment rapprochée de l'Algérie. Nécessité fait loi, affirme l'indémorable dicton...

A ces aspects d'échanges internationaux s'ajoute qu'au Qatar même, la lumière braquée lors des préparatifs a permis, dans une certaine mesure, d'améliorer la situation des migrants, comme le constatait récemment le responsable, à Doha, de l'Organisation internationale du travail. Les ONG défendant les droits humains n'ont d'ailleurs pas appelé au boycott de l'événement. Reste que le chemin à parcourir est immense pour la monarchie qatarie. Le système de la kafala, qui assujettit les travailleurs à leur employeur, a été assoupli mais pas aboli. Les femmes et les minorités sont toujours en butte de fortes discriminations, dans la loi comme dans la vie quotidienne. Mais le football n'est peut-être pas étranger au fait que le Qatar est aujourd'hui un peu plus fréquentable qu'hier. ■

Le Qatar au-delà des stades et des clichés

GOLFE De la misère du désert bédouin aux gratte-ciel, au luxe et aux pétrodollars. A cinq jours de la Coupe du monde de foot, coup de projecteur sur la folle transformation du petit émirat

■ Troisième exportateur mondial de gaz, major régional du pétrole, record mondial de la pollution par habitant: menacé de devenir inhabitable, le Qatar amorçe en urgence un tournant énergétique

■ Pour la Suisse, la monarchie est un allié économique en devenir. Le pays est notre cinquième partenaire commercial au Moyen-Orient. Les relations entre les deux nations s'institutionnalisent

●●● PAGES 2, 3

Michelle Obama, lignes de faille



ÉTATS-UNIS «Cette Lumière en nous» sort ce mardi en librairie. Là où «Devenir», le premier opus de l'ex-First Lady, relatait une ascension, c'est le doute qui marque ce livre, sous-titré «S'accomplir en des temps incertains». «Le Temps» en publie les bonnes feuilles. (VISIOCONFÉRENCE, 17 AOÛT 2020/THE NEW YORK TIMES/REDUX/LAIF)

●●● PAGE 7

En Valais, il y aura des livres à Noël

CULTURE Dès ce mardi et jusqu'au 24 décembre, un livre d'un auteur valaisan sera offert pour chaque achat dans une petite librairie indépendante valaisanne. C'est l'Etat du Valais qui prend en charge le coût de cet ouvrage, signé Corinna Bille, Jérôme Meizoz ou encore Abigail Seran. Afin de soutenir le monde de la culture impacté par la crise, le canton investit ainsi 1 million de francs. Un budget qui comprend également une aide aux cinémas. Les séances des mardis, mercredis et jeudis seront offertes dans 14 salles pendant la même période. C'est que, depuis la pandémie de covid, les salles obscures valaisannes ont perdu 35% de fréquentation, détaille Alain Dubois, chef du Service cantonal de la culture. ●●● PAGE 9

En Turquie, l'ombre des années de plomb

TERRORISME Six passants décédés - dont deux enfants - et plus de 80 autres blessés: tel était, hier, le bilan de l'attentat qui a frappé Istanbul

■ Ce drame ramène les Turcs aux années 2015 à 2017, quand le pays subissait un nombre d'attaques sans précédent

■ Les autorités dénoncent les Kurdes, qui démentent

●●● PAGE 5

La cryptosphère dans la tourmente

MONNAIES FTX, la deuxième plus grande plateforme d'échange de cryptos au monde, dont le portefeuille numérique est utilisé par des millions de personnes, est en pleine débâcle. Encore valorisée en septembre à 32 milliards de dollars, la jeune société se retrouve sous la protection du chapitre 11 de la loi américaine sur les faillites. A l'origine de cette chute très rapide et sans appel, une gestion chaotique et fautive: FTX utilisait les dépôts de ses clients pour des transactions hautement risquées avec fort effet de levier. Ces dépôts étaient garantis... par sa propre cryptomonnaie. Cette débâcle pourrait entraîner une contagion sur tout le marché des cryptos, d'autres entreprises liées à FTX risquant de devenir insolvables. ●●● PAGES 13, 14

LE TEMPS

Avenue du Bouchet 2
1209 Genève
Tél +41 22 575 80 50

www.letempsarchives.ch
Collections historiques intégrales: Journal de Genève, Gazette de Lausanne et Le Nouveau Quotidien.

INDEX

Avis de décès... 18
Convois funèbres... 18

Fonds... 12
Bourses et changes... 16
Toute la météo... 16

SERVICE ABONNÉS:

www.letemps.ch/abos
Tél. 0848 48 48 05 (tarif normal)



2 Temps fort

MOYEN-ORIENT

Présent dans le domaine sportif, dans la médiation, dans les médias, le minuscule émirat du Golfe en fait-il trop? Explications sur le ressort ultime de cet Etat pétrogazier



Le jour se lève sur Doha et ses gratte-ciel. D'ici à 2100, la ville pourrait devenir inhabitable à cause de la chaleur. (QATAR, 15 FÉVRIER 2014/YOAN VALAT/EPA)

Un petit émirat devenu incontournable

LUIS LEMA
@luislema

Nous sommes en 2011 et le Qatar est – déjà – placé au centre du monde. Toutes les télévisions du monde arabe restent allumées en permanence, de jour comme de nuit. Que ce soit à Tunis, à Damas, au Caire, à Tripoli ou à Gaza, on n'a d'yeux que pour les images que diffuse Al-Jazira, la chaîne «globale» qatarie, qui s'est donné pour mission de ne pas manquer une seule minute des révolutions qui secouent alors le monde arabe. Peu importe que le Qatar lui-même soit loin de répondre aux aspirations démocratiques des jeunes contestataires qui battent le pavé pour faire tomber les vieux régimes autocratiques arabes. Le petit émirat du Golfe semble alors galvanisé par la force de son propre «soft power». Bien davantage que de faire résonner les tambours du «printemps arabe», c'est bien lui qui en donne le pouls. Avec une même question qui revient aujourd'hui, tel un leitmotiv: le Qatar en fait-il trop?

Un bout de terre sans nom

A mesure que s'approche le début de la Coupe du monde, les reportages se succèdent pour rappeler l'incroyable transformation qu'a connue ce pays en l'espace de quelques décennies. Que l'on en juge: il y a encore un demi-siècle, ces rives du golfe Persique n'étaient qu'un bout de désert parsemé de quelques huttes en feuilles de palmier. Longtemps, ce bout de terre paraît à ce point insignifiant au protectorat britannique qu'il ne lui donnera d'autre nom qu'«Etats de la Trêve», pour signifier l'accord d'armistice qui



Carte: Le Temps, contributeurs OpenStreetMap

avait amené à l'époque l'arrêt des actes de piraterie contre les navires de Sa Majesté.

Au-delà des actes de piraterie, la seule activité pécuniaire des Bédouins consistait à aller pêcher des perles sauvages en eaux profondes. Et encore, il avait suffi que les Japonais se mettent à commercialiser leurs propres perles de culture pour que la valeur des perles naturelles s'effondre pour de bon.

«Il y a peu de populations qui ont vécu un pareil saut qualitatif en l'espace de seulement deux générations», résume Nabil Ennasri, docteur en sciences politiques et coauteur avec Raphaël Le Magoaric de *L'Empire du Qatar, le nouveau maître du jeu?* (Ed. Les points sur les i). Le chercheur rappelle les épisodes de famine qui se sont succédés, et ces témoignages de Bédouins mourant de soif, forcés d'égorger leur chameau pour en boire le sang. Mais il n'y a même pas besoin de remonter aussi loin dans le temps. «Dans les années 1990, à Doha, la capitale, il n'y avait guère que deux feux rouges en tout et pour tout», souligne-t-il.

A lui seul, le choc pétrolier de 1973 va faire quadrupler le revenu de ces pays du Golfe. Sur-tout, misant sur le gaz, le Qatar va investir des milliards de dollars pour mettre en exploitation un gigantesque gisement offshore, qui lui a permis de faire de ses habitants pratiquement les plus riches de la planète.

Traumatisme originel

Ce succès économique va cependant s'accompagner d'une sorte de traumatisme originel qui explique quasiment toutes les évolutions à venir. Le 2 août 1990, l'Irak de Saddam Hussein envahit le Koweït, un autre petit Etat de la région, et qui est alors un nain politique comparable au Qatar de l'époque. Certes, conduite par les Américains, une coalition internationale finira par libérer le royaume, saccagé entre-temps par l'armée irakienne. Mais la leçon restera décisive pour un Qatar qui, depuis lors, ne sera plus jamais le même.

«Cela a représenté un énorme choc, confirme Emma Soubrier, chercheuse associée à l'Institut de la paix et du développement de l'Université Côte-d'Azur. Et c'est aussi un vrai moment de rupture pour le Qatar comme pour ses voisins, qui vont devoir trouver leur propre place dans la diplomatie mondiale afin d'assurer leur sécurité.»

Ce choc va guider toute la politique du futur émir, Hamad ben Khalifa al-Thani. Celui-ci ira même jusqu'à débarquer son propre père – alors en vacances à Genève – pour prendre sa place et en tirer pleinement toutes les conséquences. Le nouveau maître du pays n'aura alors que deux

obsessions. D'une part, «amar- rer» coûte que coûte son pays à de grands protecteurs occidentaux, pour se mettre à l'abri des appétits de ses voisins. D'autre part, tout faire pour trouver grâce auprès des populations des grands pays arabes. En effet, le Koweït, à l'époque, a bien le droit international pour lui; mais les opinions publiques arabes applaudissent des deux mains un Saddam Hussein qui s'affiche en défenseur du peuple et s'est attaqué à ces riches et arrogants princes koweïtiens.

«On ne peut pas comprendre l'attitude actuelle du Qatar en faisant abstraction de ces épisodes historiques», insiste Nabil Ennasri. Le chercheur lance un

«Dans les années 1990, à Doha, il n'y avait guère que deux feux rouges en tout et pour tout»

NABIL ENNASRI, DOCTEUR EN SCIENCES POLITIQUES

clin d'œil: quelques semaines à peine avant cette fameuse invasion du Koweït se jouait en Italie la finale de la Coupe du monde de football entre l'Argentine et l'Allemagne. «Vous imaginez Saddam Hussein envahir le Koweït si ce match s'était déroulé chez son petit voisin? Ça aurait été impensable», juge-t-il.

Hamad ben Khalifa al-Thani, qui lui-même sera remplacé par son fils Tamim al-Thani, en juin 2013, ne lésinera sur aucun moyen pour faire en sorte que non seulement tout le monde sache désormais où se trouve le Qatar, mais aussi

que tout le monde ait intérêt à ce qu'il reste là où il est. Dès 1996, la chaîne Al-Jazira est créée et, d'entrée, elle permettra d'insuffler dans le monde arabe un ton nouveau et un genre de débats complètement inédit jusque-là. La mère est prête pour que finissent d'exploser les colères des Printemps arabes.

L'idéologie des Frères musulmans

Accountance des maîtres de Doha avec l'idéologie défendue par les Frères musulmans, perçus comme l'un des moteurs de ces soulèvements arabes? Nabil Ennasri voit plutôt un pur «opportunisme politique» dans l'idée de se placer du côté des

fié, assis sur un gigantesque fonds souverain qui se monte à quelque 460 milliards de dollars. Les Occidentaux, Français en tête, vont rivaliser de courbettes au cours de la dernière décennie pour avoir les faveurs de ce minuscule Etat, devenu central. Le Qatar multiplie les achats d'armes, dont une ribambelle d'avions de combat français, américains ou britanniques, dans des contrats s'élevant chaque fois à des milliards de dollars.

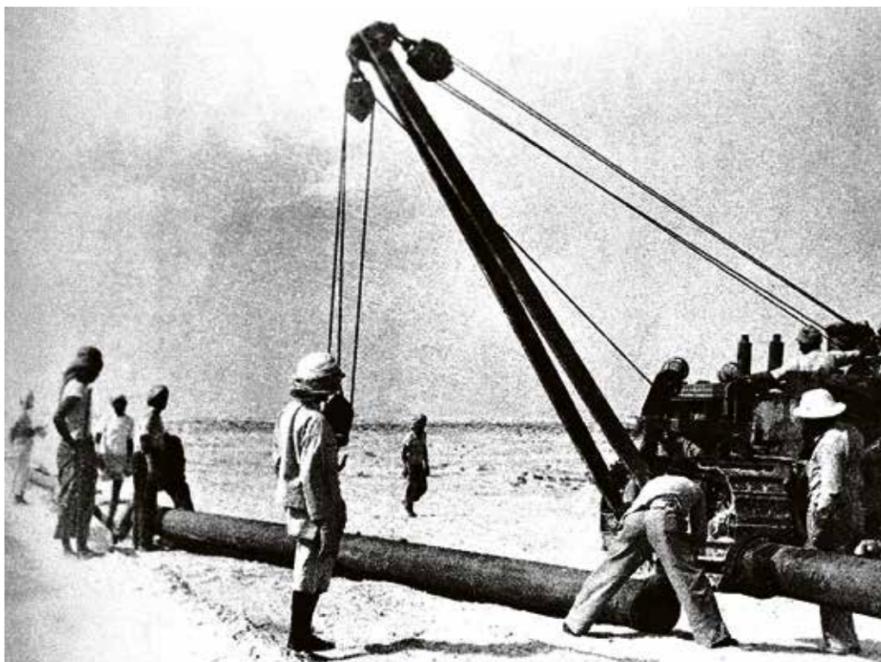
Présent partout

Et le courroux de l'Arabie saoudite (accompagnée des Emirats arabes unis et de l'Egypte) qui maintiendra le Qatar soumis à un blocus entre 2017 et 2021, n'y changera rien. Bien au contraire: le pays fait feu de tout bois pour se rendre indispensable à tous. Il est ainsi présent entre Israël et le Hamas palestinien, entre l'Iran et les Etats-Unis, ou encore au Soudan ou au Mali. En Afghanistan, c'est lui qui permettra aux Américains d'échapper à une catastrophe encore plus grande en prenant les rênes de l'évacuation de l'aéroport de Kaboul, en août de l'année dernière.

«Le Qatar ne s'embarrasse pas de contre-pouvoirs. Les autorités savent qu'une large partie de leur population accepte les règles du jeu, qui consistent à bénéficier d'un très haut confort matériel en échange d'une allégeance sans faille», note Nabil Ennasri. Seul un dixième des trois millions d'habitants de l'émirat possèdent la nationalité qatarienne. Les autres neuf dixièmes sont des travailleurs étrangers. Leur avis ne compte pas. ■

forces progressistes et contestataires. Il n'en reste pas moins que l'émir ne s'arrêtera pas en si bon chemin. «La fenêtre sur le monde que représentait Al-Jazira lui a permis d'intervenir de manière intempestive», résume le chercheur. Le but de cette Coupe du monde tant décriée? Garder les battants aussi ouverts que possible.

Bien plus. Alors que les Occidentaux sont frappés par la récession, le Qatar, lui, touche pleinement les dividendes de son investissement dans les installations liées au gaz liqué-



A gauche: installation du premier pipeline de pétrole reliant Dukhan à Umm Si'eeb. (1955, QATARI MINISTRY OF INFORMATION)
A droite: Le «City Centre shopping Mall», le plus grand centre commercial du Moyen-Orient. (DOHA, 2010/PETER MARLOW/MAGNUM)

Avec la Suisse, les prémices d'une relation fructueuse

DIPLOMATIE La monarchie qatarie a mis en œuvre une stratégie d'influence qui passe par l'hôtellerie de luxe et la banque. La Confédération fait tout pour préserver une coopération naissante qui doit lui assurer des livraisons de gaz

DAVID HAEBERLI, BERNE
@David_Haerberli

Le Qatar a planté en 2013 le drapeau de sa première ambassade en Suisse au Schweizerhof. Ce cinq-étoiles est un lieu de pouvoir, à deux pas du Palais fédéral. Les Qataris y sont à la maison: les murs leur appartiennent depuis que leur fonds souverain a racheté l'établissement il y a plus de dix ans.

Y a-t-il le symbole plus fort de la volonté du Qatar de s'impliquer en Suisse? Le pays hôte de la Coupe du monde de football, d'une superficie équivalente aux cantons du Valais et de Berne réunis, a développé une stratégie d'expansion basée sur l'influence économique que ses immenses ressources gazières lui autorisent. Sa petitesse contraste avec la taille de ses voisins qui sont l'Arabie saoudite et l'Iran. La famille princière Al-Thani, qui domine le Qatar depuis 150 ans, sait que la survie de la monarchie est liée à sa capacité à nouer des liens au-delà du golfe Persique.

Le Qatar a fait le choix de ne pas entretenir une seule relation privilégiée avec Washington, mais plusieurs avec des pays sûrs comme la Belgique, l'Allemagne, la France et la Suisse. La monarchie est un allié économique en devenir pour la Confédération. Elle est son 5e partenaire commercial au Moyen-Orient, avec des échanges qui ont atteint 708 millions de francs suisses en 2021, selon le Secrétariat d'Etat à l'économie.

L'hôtellerie de luxe est un des piliers de sa méthode d'entrée dans plusieurs pays, dont la Suisse. Dans les années 2010, le fonds souverain qatari a notamment racheté le Bürgenstock, au-dessus du lac des Quatre-Cantons, et le Royal Savoy à Lausanne. «Le Qatar est toujours à l'affût d'hôtels historiques. Ces établissements sont l'un des deux axes de leur stratégie en Suisse, souligne Hasni Abidi, chargé de cours au Global Studies Institute de l'Université de Genève. L'autre pilier est le secteur bancaire.»

Un VRP nommé Maurer

Le Qatar Investment Authority songe d'ailleurs à augmenter sa participation dans Credit Suisse, qui est aujourd'hui de 5%. La banque, mal en point, a annoncé fin octobre une augmentation de capital de 4 milliards de francs suisses. «Renforcer les rela-

tions économiques, c'est consolider les relations politiques dans le but de réduire les malentendus», résume Hasni Abidi.

Ueli Maurer, ministre des Finances, soigne particulièrement cette relation. Il s'est rendu au Qatar en juillet 2021 puis en mars 2022, accompagné par le directeur de Gaznat, la société d'approvisionnement suisse. Il y a rencontré le ministre de l'Énergie. Il a notamment été question de livraison de gaz naturel liquéfié à la Suisse. «Il est prévu que les services compétents des deux pays mènent maintenant des discussions sur les détails», avait alors indiqué le Département fédéral des finances. Gaznat est officiellement chargée des négociations. En septembre, le même conseiller fédéral a reçu son homologue qatari à Dübendorf pour la première séance de la commission mixte Suisse-Qatar. Une institutionnalisation des relations Suisse-Qatar se met en place.

Dans le brouhaha des polémiques qui accompagnent la Coupe du monde, le Conseil fédéral et l'Association suisse de football ont observé «une approche compréhensive et prudente», juge Hasni Abidi, de sorte que «la relation peut monter d'un cran dans le volume des investissements». Côté suisse, les conditions sont connues: un meilleur respect des droits humains et éviter

tout entrisme religieux sur territoire helvétique. «La Suisse voit le Qatar comme un Etat utile, conclut l'universitaire. Elle a préservé ses chances de faire grandir cette relation.»

Des projets religieux

Cette relation n'est pas sans malentendus. Dans un livre paru en 2019, *Qatar Papers*, les journalistes français Christian Chesnot et Georges Malbrunot révélèrent que Qatar Charity, fondation en lien direct avec la monarchie, avait l'inten-

tion de financer des organisations musulmanes à Prilly, Bienne, La Chaux-de-Fonds, Neuchâtel et Lugano. Il est difficile de savoir quel projet a abouti. «Qatar Charity est une organisation qui a comme objectif de soutenir un large éventail d'activités d'organisations musulmanes autour du monde, rappelle Amir Dziri, directeur du Centre suisse

«La Suisse voit le Qatar comme un Etat utile»

HASNI ABIDI, GLOBAL STUDIES INSTITUTE, UNIVERSITÉ DE GENÈVE

islam et société, à l'Université de Fribourg. Ses objectifs entrent dans une stratégie globale d'utiliser le sport et la culture comme des outils pour améliorer l'image et l'impact du Qatar dans le monde et en Europe. En Suisse, Qatar Charity a aidé à soutenir des projets déjà existants, comme dans le cas de la mosquée de Prilly. Elle a également aidé à construire des nouveaux projets, comme le Musée des civilisations de l'islam à La Chaux-de-Fonds.»
C'est que les pays du Golfe s'affrontent dans une compétition visant à améliorer leur image respective. «Organiser la Coupe du monde au Qatar, inviter le pape à Abu Dhabi, créer des partenariats académiques avec Harvard ou Oxford à Dubaï: ils tentent d'accroître leur prestige les uns par rapport aux autres, résume le professeur Dziri. Le régime du Qatar est convaincu que la religion joue un rôle décisif dans l'identité du pays, au contraire des Emirats arabes unis ou de l'Arabie saoudite, qui craignent un réveil religieux de type Printemps arabe, mettant le régime en danger.» Or, à la suite de publications comme les *Qatar Papers* et de rapports de services de renseignements occidentaux, le Qatar est devenu plus prudent afin de ne pas nuire à une image avenante construite à coups de milliards. ■

La transition énergétique, une question de vie ou de mort

CLIMAT Le Qatar a inauguré en octobre une immense centrale photovoltaïque dans le désert. De quoi verdir le bilan carbone désastreux de sa société énérgivore. Sa production d'hydrocarbures, surtout de gaz, ne cesse de s'accroître

RICHARD ÉTIENNE
@rietienne

Il y a eu des avancées, quelques mois avant la Coupe du monde de football. Le 19 octobre, un gigantesque parc photovoltaïque a été inauguré à 80 km de Doha. Les panneaux de la centrale Al-Kharsaah s'étalent sur 10 km, l'équivalent de 1400 terrains de football. Officiellement, l'installation doit satisfaire un dixième de la consommation électrique du Qatar, lui permettre d'économiser 26 millions de tonnes de CO₂ par an et alimenter les huit stades du tournoi en électricité.

Al-Kharsaah incarne «un nouveau chapitre pour l'énergie au Qatar», s'est félicité le Français TotalEnergies, son copropriétaire avec le Qatar, lors de son inauguration.

En septembre, la société d'Etat QatarEnergy a signé un contrat avec le géant américain General Electric pour créer un projet de captage de carbone à Ras Laffan, une ville au nord du pays qui abrite 80 turbines

à gaz. En août, Doha a annoncé la construction prochaine de deux autres centrales solaires à Mesaieed Industrial City (au sud du pays) et à Ras Laffan.

«Le pays accélère sa transition vers les énergies renouvelables, du côté de la production et de la consommation, avec de gros efforts en matière d'intégration des véhicules électriques, d'efficacité énergétique et de conservation», indique au *Temps* Veronica Bermudez, directrice du Centre Energie au Qatar Environment and Energy Research Institute.

Arrivée des énergies renouvelables

Jusqu'à cet été pourtant, il y avait surtout eu des déclarations. En 2021, Qatar Petroleum a changé de nom pour adopter celui de QatarEnergy, un signe d'ouverture à d'autres énergies. Le même jour, Saad Sherida al-Kaabi, son patron ministre, a critiqué les nations qui promettent d'être neutres en carbone en 2050 sans avoir de plans sérieux en la matière. A ce jour, Doha n'a pas fait de tels engagements.

Le pays veut tout de même porter à 20% la part des énergies renouvelables dans sa consommation d'électricité en 2024 et QatarEnergy entend réduire ses émissions de gaz à effet de serre d'un quart d'ici à 2030.

Les premières déclarations d'engagement datent de 2008, quand Doha publie sa «Qatar National Vision 2030», un plan pour transformer l'Etat «en une société avancée capable de réaliser un développement durable d'ici à 2030». Le Qatar accueille par la suite une conférence onusienne sur le changement climatique et signe l'Accord de Paris sur le climat.

L'Emirat fait partie des pays qui subissent le plus les effets du changement climatique. Ceux qui ont déjà vu leur température moyenne s'élever de plus de 2 degrés Celsius. Ceux que la chaleur pourrait rendre inhabitable à la fin du siècle.

Les émissions de CO₂ par habitant au Qatar sont les plus élevées du monde

Cela ne l'a pas empêché de se démarquer sur le front du gaz. Symbolique il y a peu, sa production est devenue monstrueuse. Le gaz naturel, ou méthane, est considéré comme une énergie de transition dans la transition. Celle qu'on utilise pour remplacer le charbon et le pétrole, ses grands frères plus pol-

luants, en attendant des alternatives plus vertes. Celle que le monde utilise de plus en plus. La centrale solaire de Ras Laffan doit d'ailleurs rendre sa production plus propre.

Le Qatar est un nouveau venu sur les cartes de l'énergie. En 2020, le pays a produit pour moins de 400 000 terajoules de gaz, un chiffre qui a grimpé à 1,6 million en 2019, selon l'Agence internationale de l'énergie (AIE). Le Qatar multiplie depuis les accords avec des pays européens qui cherchent à trouver des alternatives au gaz russe.

Troisième exportateur de gaz

C'est le troisième exportateur de gaz au monde après la Russie et les Etats-Unis. Il dispose d'un bon dixième des réserves mondiales en la matière. Il produit aussi du pétrole.

En 2019, selon l'AIE, ses 2,8 millions d'habitants ont consommé 47 TWh d'électricité (930% de plus qu'en 1990), pas beaucoup moins que les 63 TWh utilisés par les 8,6 millions de résidents suisses cette année-là. En Suisse, l'électricité est surtout hydraulique et nucléaire; au Qatar, elle ne venait quasiment que du gaz avant l'inauguration d'Al-Kharsaah. Les émissions de CO₂ par habitant au Qatar sont les plus élevées du monde (35 tonnes contre 4 en Suisse, selon Our World in Data).

Le pays continue de miser sur les hydrocarbures, sur son territoire mais aussi en Namibie, au Kenya, au Mozambique ou au Mexique notamment.

«La réduction du méthane est le levier le plus puissant dont nous disposons pour ralentir le changement climatique au cours des vingt-cinq prochaines années», a pourtant prévenu l'an dernier Inger Andersen, la directrice du Programme des Nations unies pour l'environnement suite à la publication d'un rapport alarmant du GIEC.

Le Qatar doit d'autant plus miser sur l'énergie solaire que les pics de demande d'électricité dans cette région du monde, notamment en matière de climatisation, interviennent en même temps que les pics d'irradiation solaire, relève Veronica Bermudez (en Suisse, la demande en électricité est au contraire plus forte l'hiver, quand les journées sont moins longues).

Sur ses côtes, les plantations de mangroves occupent une surface toujours plus importante, selon la presse locale. Ces forêts les pieds dans l'eau salée sont capables d'absorber du CO₂ comme peu d'autres végétaux. Dix millions de mangroves doivent être plantées d'ici à 2030 pour contribuer à améliorer, elles aussi, le bilan carbone du pays gazier. ■

SUR LE WEB

«Comme un voyage entre potes»

A Zurich, d'où l'équipe de Suisse s'est envolée vers le Qatar et la Coupe du monde de football. Reportage. A suivre sur Letemps.ch

4 International

Sans argent, le Pakistan risque de sombrer

COP27 Thématique phare de la conférence de l'ONU sur le climat organisée à Charm el-Cheikh, la question des «pertes et dommages» électrise les débats. Pour la délégation pakistanaise, c'est simple, l'accès rapide à des financements est une question de survie

BORIS BUSSLINGER, ENVOYÉ SPÉCIAL
À CHARM EL-CHEIKH
@BorisBusslinger

Ecrite sur la devanture du grand pavillon vert, la devise sonne comme un avertissement: «What happened in Pakistan won't stay in Pakistan» (ce qui s'est passé au Pakistan ne restera pas au Pakistan). Devenus slogan, les mots proviennent d'un tweet écrit début octobre par Shehbaz Sharif, premier ministre pakistanais dont le pays a subi cette année des inondations d'une ampleur biblique. A genoux à la suite du cataclysme, le pays compte bien convaincre ses homologues de créer un nouveau mécanisme financé par les pays riches qui permettrait aux zones dévastées par ce genre de catastrophes de débloquer rapidement des fonds. «De l'argent sans lequel les nations particulièrement vulnérables au changement climatique comme le Pakistan pourraient s'enfoncer dans une spirale de la dette», plaident deux membres de la mission pakistanaise à Charm

el-Cheikh. Qui rappellent que ce genre de désastres est appelé à se répéter.

Sécheresses et inondations

Il ne faisait pas bon vivre au sud du Pakistan cette année. Au début de l'été, le voisin musulman de l'Inde a tout d'abord subi de terribles sécheresses coïncidant avec des températures record. En mai, le mercure de la ville de Jacobabad atteignait 51°C, l'endroit le plus chaud du globe à ce moment-là. Avant d'être noyé sous les eaux. Comme l'air brûlant a la propriété de pouvoir contenir davantage d'humidité, les météorologistes avaient malheureusement vu la catastrophe venir. Ils ne s'étaient pas trompés.

«Un tiers du pays a été plongé sous l'eau, rappelle Syeda Hadika Jamshaid. Deux mille morts, 33 millions de personnes touchées. Et l'intégralité des budgets dédiés au changement climatique évaporés dans cette tragédie.» Membre de la délégation scientifique pakistanaise, la spécialiste du changement climatique demande une

simplification des procédures en place pour obtenir des fonds de secours. «Au sein du Fonds vert pour le climat (mécanisme financier de l'ONU, rattaché à la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques), obtenir

«Un tiers du pays a été plongé sous l'eau. Deux mille morts, 33 millions de personnes touchées»

SYEDA HADIKA JAMSHAI, MEMBRE DE LA DÉLÉGATION SCIENTIFIQUE PAKISTANAISE

de l'argent nécessite de rédiger un projet. Entre sa soumission et l'obtention des fonds, il peut se passer deux ans. Nous n'avons plus ce temps à disposition.» Ce n'est pas la seule demande du pays. L'enjeu, ajoute de son côté Ahmad Rafay

Alam, avocat spécialisé dans le domaine de l'environnement également membre de la délégation dépechée à Charm el-Cheikh par Islamabad, est qu'il s'agisse de subventions et non de prêts. Car qui dit prêt, souligne-t-il, dit remboursement. Et le Pakistan ne va pas y arriver. «La Banque mondiale a récemment estimé l'argent nécessaire à la reconstruction du Pakistan à 40 milliards de dollars. Ce que cela signifie, c'est qu'ils sont prêts à nous prêter cette somme, que nous devrons par la suite rendre avec un intérêt. Or, le chiffre représente environ 10% du PIB du pays.»

Un rapport du Programme des Nations unies pour le développement sorti au début de la COP27 évoquait même le chiffre de 340 milliards de dollars nécessaires au Pakistan d'ici à la fin de la décennie à des fins d'adaptations. «Les besoins sont colossaux», dit Ahmad Rafay Alam. L'argent est là, nous l'avons vu lors de la pandémie de covid. Mais nous ne parvenons pas à le toucher.» L'avocat estime pourtant que tout est fait pour ne

pas froisser les potentiels bailleurs de fonds. «Nous avons été très prudents de ne jamais utiliser le mot «réparation», explique-t-il. Parce qu'il induit qu'il y a eu une faute qui doit être réparée, une responsabilité. Et personne n'aime ça. Nous parlons donc de pertes et dommages.»

Adaptation et réparations

Comprenez-moi bien, dit-il, «nous sommes parfaitement conscients qu'il faut aussi mettre en place des plans d'adaptation au changement climatique, et pas seulement toucher de l'argent pour répondre à une catastrophe. Mais dans la région de Sindh, au Pakistan, les dernières pluies ont transformé une partie de l'Indus en un nouveau lac de 100 kilomètres de large. Comment s'adapter à ça? Ce que nous demandons, c'est de quoi rester debout. Dans un monde aussi interconnecté que le nôtre, ce serait une erreur colossale de penser qu'il est possible d'ignorer ce genre de situation.»

Entre les pays «riches» et les autres, c'est pourtant bien de réparations qu'il semble être question à la COP27. D'après une étude publiée dans *The Lancet* en 2020, les Etats-Unis et l'Europe seraient responsables à eux seuls de plus de 80% des émissions de gaz à effet de serre relâchées dans l'atmosphère jusqu'à nos jours. Alors qu'une autre étude suggère que l'augmentation des températures au Pakistan (1,2 degré depuis 1800) aurait suscité jusqu'à trois quarts des précipitations excédentaires cette année.

Malgré l'urgence de se mettre d'accord pour enrayer ce qu'Antonio Guterres, secrétaire général de l'ONU a appelé «la plus grande menace à laquelle l'homme moderne ait jamais été confronté», les tensions nord-sud demeurent donc vives. «Le monde continue beaucoup trop de ressembler à un empire impérialiste», a fustigé dans son adresse inaugurale la première ministre de la Barbade, Mia Mottley. Dont les propos résonnent dans une large partie du globe. ■

«Nous redoutons que ce sommet soit un échec»

NÉGOCIATIONS Au début de la deuxième semaine de COP27, les perspectives sont mauvaises, estime le chef de la délégation suisse Franz Perrez. Attendue demain, Simonetta Sommaruga aura la partie difficile pour ce qui pourrait être son ultime sommet international

Quel premier bilan tirez-vous de la première semaine de négociations? Elle a mal commencé, puisque la proposition suisse de discuter d'actions concrètes afin de maintenir la hausse des températures en dessous de 1,5 degrés a été rejetée par les nouveaux pays industrialisés (dont font notamment partie l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud). Tout comme celle d'assurer que l'intégralité des flux financiers devienne compatible avec les Accords de

Paris. Notre marge de manœuvre est donc limitée pour discuter de ces deux thématiques cruciales. Alors que la première semaine est censée régler les aspects techniques des négociations avant de passer aux discussions politiques, il reste encore énormément de ces éléments à traiter en deuxième semaine. Une véritable congestion. Cela pourrait être une stratégie de la présidence égyptienne afin d'emmener les négociations dans leur direction.

Quelle serait cette stratégie? Que les discussions ne s'attardent pas trop sur la «mitigation» (la définition d'objectifs destinés à atteindre ses objectifs climatiques), mais plutôt sur les «pertes et dommages» dans la perspective que les donateurs traditionnels donnent davantage d'argent. Nous pensons toutefois que tous les pays fortunés devraient contribuer. Et qu'un fonds ne résoudra pas tous les problèmes. En créer un nouveau, pourquoi pas? Mais des institutions onusiennes existent déjà pour s'occuper des catastrophes écologiques. Nous estimons qu'il faut les renforcer plutôt que de les dupliquer. Quant à l'argent, doit-il être géré par la Convention sur le changement climatique? Ou par les Nations unies? Existe-t-il déjà un fonds qui pourrait être réalloué? Nous savons

que les besoins vont augmenter. Mais pour y répondre, il faut réformer intelligemment le système. Pas juste demander de l'argent.

Simonetta Sommaruga (qui arrive demain à Charm el-Cheikh) s'apprête donc à atterrir en terrain difficile. Oui. Nous avons peur que cette COP se termine par un échec. Que rien ne soit décidé ne serait même pas la pire option. Ce que nous craignons le plus serait un nouveau programme d'objectifs vide de sens qui serait célébré comme un succès. Nous avons des

mandats des COP précédentes qui doivent absolument avancer. Comment atteindre le pic des émissions? Comment décarboner l'économie mondiale? Si nous ne parvenons pas à discuter de résolutions concrètes sur ces enjeux, nous perdrons l'objectif du 1,5 degré. Ça ne va pas. Du point de vue du financement, c'est la même chose. A Copenhague (2009), l'objectif des 100 milliards est tombé du ciel, aujourd'hui les Etats ne l'ont pas encore atteint. Il faut absolument décider de résolutions qui ont de l'impact. Nous nous réjouissons de l'arrivée de Madame Sommaruga, avec qui la délégation a toujours beaucoup aimé travailler. Elle va atterrir en terrain difficile, mais c'est une raison de plus pour nous engager. ■ PROPOS RECUEILLIS PAR B. B.

INTERVIEW

«Ce que nous craignons le plus serait un nouveau programme d'objectifs vide de sens, célébré comme un succès»

Le détenu Alaa Abdel Fattah donne enfin signe de vie

ÉGYPTE Le militant et écrivain, condamné à 5 ans de prison par le régime d'Al-Sissi, a écrit à sa famille, affirmant qu'il «allait bien». Par ailleurs, l'Allemagne accuse Le Caire de «surveillance» en marge de la COP27

AFP

Icône du Printemps arabe, Alaa Abdel Fattah, en grève de la faim depuis sept mois, a écrit à sa famille pour dire qu'il allait bien et buvait de nouveau depuis samedi, «une preuve de vie, enfin» selon sa sœur. Le blogueur pro-démocratie n'a avalé pendant sept mois que 100 calories par jour. Le 6 novembre, à l'ouverture de la COP27 en Égypte, il a décidé de ne plus manger ni boire du tout. Depuis, sa famille réclamait une preuve de vie. Son avocat Khaled Ali, qui ne l'a pas vu depuis mars 2020, s'est rendu à trois reprises à la prison de Wadi Natroun, à 100 kilomètres au nord-ouest du Caire, pour le voir. Reparti deux fois bredouille, il est revenu à la charge hier matin. Là, Laila Soueif, la mère d'Alaa Abdel Fattah qui

l'accompagnait, a obtenu une lettre «datée du 12 novembre dans laquelle il dit qu'il va bien, qu'il est sous surveillance médicale et qu'il a recommencé à boire» samedi.

Sous le feu des critiques

L'Égypte, qui entendait briller sur la scène diplomatique internationale avec ce sommet, est sous le feu des critiques des défenseurs des droits humains, tant pour sa répression de l'opposition depuis des années que pour sa gestion de la liberté de manifester et de s'exprimer durant la COP27. Depuis le début du sommet à Charm el-Cheikh, de nombreux militants se sont plaints d'«interrogatoires», de «filatures» et des conditions draconiennes imposées à l'organisation de manifestations. «La délégation allemande a porté plainte parce qu'elle s'est sentie surveillée», a même indiqué hier une source diplomatique allemande. Après ces déclarations, l'ONU, chargé de la sécurité de la COP27, a annoncé enquêter sur des «violations du Code de conduite» par la police égyptienne. ■

PUBLICITÉ

Le podcast à la rencontre d'entrepreneurs d'exception

Ils bâtissent, ils créent, ils inventent, ils produisent, ils nous inspirent. Ils ont du succès, mais ils ne sont pas infaillibles. Qui sont les hommes et les femmes derrière ces personnalités qui font la Suisse romande?

Chaque mois, un nouvel épisode.

A écouter sur letemps.ch/podcast/feusacre

AVEC LE SOUTIEN DU

NOUS INSPIRONS LES PME

En Turquie, la peur du chaos

SÉCURITÉ Les autorités d'Ankara accusent le Parti des travailleurs du Kurdistan d'être responsable d'un attentat qui a fait au moins six morts et des dizaines de blessés dimanche à Istanbul. L'événement a ravivé chez les Turcs les craintes d'une nouvelle série d'attaques

ANNE ANDLAUER, ISTANBUL

Le 8 novembre, aux côtés du premier ministre suédois venu lui demander d'approuver l'adhésion de son pays à l'OTAN en échange d'une coopération renforcée dans la lutte antiterroriste, Recep Tayyip Erdogan avait peut-être parlé un peu vite. «Les sondages montrent que le terrorisme n'est plus la principale [préoccupation] de nos citoyens. Il ne figure même plus [parmi leurs préoccupations]», avait assuré le président turc.

L'attentat qui vient de frapper l'avenue Istiklal d'Istanbul, une artère commerçante bordée en plein dimanche ensoleillé, a démontré le contraire, et projeté les Turcs six ou sept années en arrière. Entre l'été 2015 et début 2017, le pays avait subi un nombre d'attaques sans précédent. Près de 500 personnes avaient perdu la vie dans une longue série d'attentats attribués soit au groupe Etat islamique, soit aux combattants du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) et à leurs cousins syriens du PYD (Parti de l'union démocratique). Six citoyens turcs, dont deux enfants, sont morts dans l'explosion de l'avenue Istiklal.

Avant même que la rue meurtrie ne rouvre aux piétons lundi matin, les autorités turques avaient déterminé le mode opé-

ratoire (un colis piégé) et désigné un responsable, le PKK/PYD. Une femme de nationalité syrienne aurait posé la bombe sur un banc avant de fuir les lieux. Interpellée dans la nuit, comme 45 autres suspects, elle aurait reconnu avoir été «formée par le PKK/PYD comme agent de renseignement». Toujours selon la police, l'ordre de perpétrer l'attentat aurait été donné depuis Kobané, ville à la frontière turco-syrienne administrée par les forces kurdes. La terroriste présumée serait entrée clandestinement en Turquie en passant par Afrine, une localité du Nord-est syrien sous contrôle de l'armée turque.

Le PKK dément

Depuis une attaque revendiquée par le PKK fin septembre contre une résidence abritant des policiers à Mersin, dans le sud du pays, la crainte d'une nouvelle série noire s'exprime de plus en plus ouvertement dans la presse et le milieu politique. Si le PKK a démenti toute implication dans l'attentat de dimanche, «outre la question de l'identité du coupable, la première chose qui est venue à l'esprit de la majorité [des Turcs] est l'inquiétude que les attaques terroristes reprennent à l'approche des élections de 2023», écrit sur son blog l'éditorialiste Murat Yetkin.



Une femme, de la famille de deux victimes de l'attentat de ce dimanche, pleure lors d'une cérémonie funéraire. (ISTANBUL, 14 NOVEMBRE 2022/BURAK KARA/GETTY IMAGES)

Ce journaliste expérimenté rappelle que la montée des violences en 2015 était intervenue au cœur d'une année électorale, entre la perte par l'AKP (Parti de la justice et du développement)

«Quand les craintes pour la sécurité augmentent, les plaintes liées à l'économie passent à l'arrière-plan»

MURAT YETKIN, ÉDITORIALISTE

de sa majorité absolue aux législatives de juin et sa victoire sans appel lors d'élections anticipées en novembre. L'idée que le président turc avait à l'époque pro-

fité du «chaos» et de la reprise des combats entre l'armée et le PKK pour réaffirmer son pouvoir est très largement partagée au sein de l'opposition.

La prudence s'impose. Rien ne permet d'affirmer que l'attaque de l'avenue Istiklal n'est que la première d'une série, et les prochaines élections ne sont pas programmées avant plusieurs mois (officiellement en juin 2023). Mais les journaux et commentateurs liés à l'opposition ne pouvaient s'empêcher lundi de laisser flotter l'idée. «Quand les craintes pour la sécurité augmentent, les plaintes liées à l'économie passent à l'arrière-plan», commentait Murat Yetkin (le taux d'inflation record de 85% sur un an reste jusqu'ici le premier sujet de préoccupation des Turcs, et une sérieuse épine dans le pied du président Erdogan). «Qu'Allah punisse ceux qui

comptent sur le terrorisme», proclamait le quotidien *Sözcü*, tandis que *Birgün* condamnait «ceux qui veulent plonger le pays dans le chaos avec leurs sales calculs». Les références régulières de Recep Tayyip Erdogan aux risques d'un «retour aux jours de chaos, de crises, d'instabilité et d'insécurité» en cas de défaite de l'AKP, comme il l'affirmait le 14 octobre, n'aident pas à apaiser les craintes de ses opposants.

«Peser sur les élections»

Les médias proches du pouvoir agitaient eux-mêmes cette crainte hier, dans une allusion parfois claire aux prochaines élections. A l'unisson, les journaux *Türkiye* et *Yeni Safak* dénonçaient les «sombres mains» qui seraient «passées à l'action» pour «barrer la route à la Turquie». *Posta* fustigeait «une

bombe contre la sérénité», tandis que *Yeni Akit* titrait: «La bombe du chaos». Abdulkadir Selvi, éditorialiste du *Hürriyet* et proche des arcanes du pouvoir, estimait pour sa part que «le PKK cherche à peser sur les élections» à un moment où le groupe armé se trouve plus affaibli que jamais sur le sol turc et pourchassé par l'armée turque dans le nord de l'Irak et de la Syrie.

Si la responsabilité du PKK – et la rapidité des autorités d'Ankara à le pointer du doigt – suscite des doutes chez les observateurs étrangers et une partie des Turcs (en particulier sur les réseaux sociaux), la grande majorité de la population estime parfaitement probable la piste du groupe armé kurde. Ces quarante dernières années, le PKK a plusieurs fois frappé des civils, bien qu'il refuse en général de revendiquer ces attaques. ■

Commission du Capitole, le clap de fin

ÉTATS-UNIS Les élus qui enquêtent sur l'assaut du 6 janvier 2021 doivent se presser pour livrer leurs conclusions. Une majorité républicaine à la Chambre des représentants pourrait provoquer la dissolution de la commission

VALÉRIE DE GRAFFENRIED, NEW YORK
@vdegraffenried

Elle a auditionné plus de 1000 témoins, épluché des dizaines de milliers de documents, organisé une poignée d'audiences publiques et cité Donald Trump à comparaître. La voilà qui pourrait vivre ses derniers jours. Forte de neuf membres dont sept démocrates, la commission spéciale de la Chambre des représentants qui enquête sur l'attaque du Capitole du 6 janvier 2021 risque d'être bientôt dissoute. Pour une raison simple: les républicains, s'ils deviennent majoritaires à la Chambre (les résultats définitifs ne sont pas encore tombés, mais selon les pronostics ils pourraient obtenir 221 sièges sur les 218 nécessaires), chercheront à la faire disparaître d'un coup de baguette. C'est en tout cas ce qu'a insinué le leader des républicains Kevin McCarthy.

La commission n'a pas de pouvoir judiciaire. Et c'est bien le ministre de la Justice, Merrick Garland, qui devra décider s'il veut inculper

Donald Trump pour ses tentatives d'inverser les résultats de la présidentielle de 2020. Les procureurs ont déjà inculpé plus de 900 individus en lien avec l'attaque et près de la moitié de ces assaillants ont plaidé coupable. Mais après des mois d'enquêtes et des révélations fracassantes, la commission est déjà parvenue à la conclusion que Donald Trump a bien incité ses partisans les plus fidèles à mener l'assaut pour empêcher la certification de la victoire de Joe Biden. L'ex-président n'a cessé d'accuser la commission d'être «biaisée» – les deux républicains qui la composent, Liz Cheney et Adam Kinzinger, sont farouchement contre lui – et de s'adonner à une «chasse aux sorcières politique».

«Immunité absolue»

Avant même d'être dissoute, la commission est déjà affaiblie: plusieurs de ses membres n'ont pas été réélus. Liz Cheney d'abord, la vice-présidente. La républicaine du Wyoming a sans surprise trébuché lors des primaires républicaines de son Etat, sanctionnée en raison de sa voix critique et sans concession à l'égard de l'ancien président. Puis Elaine Luria. La démocrate de Virginie fait aussi partie des victimes des «midterms». A cela s'ajoute le fait que deux de ses membres ne se sont pas représentés:

Adam Kinzinger (Illinois) et Stephanie Murphy (Floride).

Se sachant menacée, la commission avait de toute façon l'intention de rendre son rapport avant l'entrée en vigueur du Congrès nouvellement élu, en janvier. Les républicains s'étaient opposés à la création d'une commission indépendante de la même veine que celle qui avait enquêté sur les attentats du 11 septembre et ne voulaient pas d'une commission bipartite. Mais aujourd'hui, après les faibles résultats du parti aux «midterms», des tensions internes apparaissent au sein du GOP et Donald Trump est montré du doigt pour ne pas être parvenu à concrétiser la «vague rouge» espérée.

Certains républicains pourraient du coup être tentés de montrer moins d'empressement à critiquer les travaux des enquêteurs qui accusent Trump. Tous d'ailleurs ne réclament pas la disparition de la commission: des élus pro-Trump souhaitent préserver le panel, mais en le remodelant entièrement pour servir leurs propres intérêts et l'utiliser notamment pour répandre des théories infondées sur l'implication du Ministère de la justice dans l'attaque du 6 janvier.

Hier, lundi 14 novembre correspondait par ailleurs à la date-ultimatum

lancée par la commission à Donald Trump pour qu'il se plie à la citation à comparaître et fournisse les documents exigés. Mais l'ex-président, qui devrait annoncer aujourd'hui sa candidature à la présidentielle de 2024, a intenté vendredi une action en justice pour contester cette assignation à témoigner. Sa défense? Il prétend bénéficier d'une «immunité absolue» et jouir du «privilège exécutif». D'autres présidents ou ex-présidents ont accepté de témoigner devant le Congrès mais sans être «contraints» de le faire, précisent ses avocats.

Mike Pence «mis en danger»

Marqué par l'attaque du Capitole, Mike Pence revient de son côté sur cette journée dans un livre à paraître aujourd'hui. L'ancien vice-président, dont des assaillants réclamaient la «pendaison», accuse Donald Trump de l'avoir clairement «mis en danger». Ce dernier n'a cessé de l'attaquer alors qu'il avait indiqué refuser de s'opposer à la certification de la victoire de Joe Biden. «Les mots du président ce jour-là lors du rassemblement ont mis ma vie, celle de ma famille et de tous ceux qui étaient dans le bâtiment du Capitole en danger», a dénoncé Mike Pence, dimanche soir, lors d'une interview sur ABC. Son nom circule comme potentiel candidat pour la présidentielle de 2024. ■

Deux universités américaines endeuillées par des fusillades

TUERIES Deux établissements scolaires situés dans les Etats de Virginie et de l'Idaho ont été le théâtre de fusillades. Le nombre total de victimes s'élève à sept personnes

AFP

Une fusillade a fait trois morts et deux blessés dimanche soir sur le campus principal de l'université de Virginie (UVA) à Charlottesville, dans l'est des Etats-Unis, désormais bouclé et où des hélicoptères et des policiers sont à la recherche d'un homme considéré comme «armé et dangereux». Il s'agit d'un étudiant de l'université, suspecté d'être l'auteur de la fusillade sur le campus, a précisé le président d'UVA, Jim Ryan. Il a indiqué qu'un soutien psychologique serait proposé aux étudiants. Le gouverneur de Virginie, Glenn Youngkin, a informé que les services de sécurité de l'université se coordonnaient avec les autorités locales et la police de cet Etat. «Veuillez vous confiner pendant que les autorités travaillent à localiser le suspect», a-t-il recommandé.

Un second drame a touché l'Université de l'Idaho, dans l'Etat éponyme de l'ouest du pays, où la police a annoncé enquêter après la découverte, dans une maison près du campus, des corps de quatre étudiants, apparemment «victimes d'homicide». L'université Oakland, près de Detroit, dans le Michigan (nord des Etats-Unis), demandait par ailleurs hier matin à ses étudiants et personnels de ne pas se rendre sur son campus, où «la police continue de rechercher deux suspects armés» repérés tôt dans la matinée. ■

6 International

A Bali, le début du dégel

G20 Xi Jinping et Joe Biden se sont entretenus hier, à la veille du sommet qui se tient en Indonésie aujourd'hui et demain. La dynamique de l'événement va être fortement influencée par le couple sino-américain. La guerre en Ukraine sera aussi au cœur des discussions

STÉPHANE BUSSARD
@StephaneBussard

Difficile de ne pas y voir un symbole. D'un côté, les présidents américain et chinois, Joe Biden et Xi Jinping, à la tête des première et seconde économies mondiales, se sont rencontrés hier pendant plus de trois heures à Bali à l'aube du sommet du G20. De l'autre, Vladimir Poutine a opté pour la politique de la chaise vide. Certains avancent qu'avec la reprise par les forces ukrainiennes de la ville de Kherson, le président russe ne souhaitait pas devoir subir l'humiliation de s'expliquer devant les dirigeants des plus grandes économies de la planète. Il a préféré envoyer son chef de la diplomatie, Sergueï Lavrov, qui, malgré un début de démenti, a dû subir des examens médicaux à l'hôpital à son arrivée à Bali. Mais le ministre serait «en bonne santé».

Rétablir la communication

Le sommet se tient aujourd'hui et demain sur l'île indonésienne dans un contexte international très tendu. Crise énergétique, crise alimentaire, inflation, risques de récession, guerre en Ukraine, crise climatique. Les problèmes ne manquent pas. Mais les discussions à leur propos auront pour arrière-fond dominant la relation sino-américaine ainsi que la guerre que la Russie mène en Ukraine.

Hier, à l'issue de sa rencontre avec Xi Jinping, la première en personne depuis qu'il est installé au Bureau ovale, Joe Biden s'est félicité des discussions qui ont été «franches» et «ouvertes» et qui ont permis de faire le point sur une relation qui s'est fortement détériorée.

Pour le président américain, visiblement dopé par les résultats des élections de mi-mandat, les Etats-Unis vont continuer à livrer une «concurrence vigoureuse» à la Chine mais aussi agir pour éviter tout conflit. Joe Biden ne voit pas le début d'une guerre froide entre Pékin et Washington. Il y voit plutôt un début de dégel.



Joe Biden (à gauche) et Xi Jinping lors de leur rencontre en marge du G20. (BALI, 14 NOVEMBRE 2022/IMAGO/XINHUA)

Les deux présidents ont ainsi jugé nécessaire de rétablir les lignes de communication entre les deux pays fortement brouillées après la visite en août à Taïwan de la présidente de la Chambre des représentants, Nancy Pelosi. Dans cette optique, le secrétaire d'Etat américain, Antony Blinken, va assurer le suivi de ce sommet bilatéral en se rendant à Pékin au début 2023. Il sera question d'établir, au niveau des ministères, des groupes de travail pour aborder en substance des contentieux qui pourrissent la relation. Les deux chefs d'Etat semblent avoir pris conscience du fait que la relation ne pouvait se dégrader davantage.

Vu la franchise des échanges, les deux leaders se devaient d'aborder la question de Taïwan. Au vu des provocations toujours plus fréquentes de l'aviation militaire chinoise et des déclarations de Biden laissant entendre que l'Amérique défendrait militairement l'île en cas de coup de force chinois, Xi et Biden ont cherché à calmer le jeu. Le président américain a réaffirmé l'ambiguïté stratégique des Etats-Unis, précisant que la politique de Washington en la matière n'avait pas changé depuis le Taiwan Relations Act de 1979: elle se conforme toujours au principe d'une seule Chine et à celui de n'entretenir avec Taïpei que des relations non officielles.

«Un signal d'espoir»

Directeur du programme Asie de l'Est au Quincy Institute à Washington, Michael Swaine le souligne: «La rencontre Xi-Biden aurait déjà dû intervenir bien plus tôt. C'est un signal d'espoir. Tous deux sont d'accord de faire en sorte que la relation ne plonge pas davantage dans l'abîme. Les groupes de travail que les deux pays vont mettre en place sont un pas dans le bon sens. Mais il faudra qu'ils soient substantiels.» A propos de Taïwan, Michael Swaine estime que les deux présidents n'ont pas suffisamment insisté sur la nécessité de changer de comportement de part et d'autre. Quant à la Corée du Nord, Joe

Biden nourrit l'espoir que Pékin exerce davantage de pression sur Pyongyang pour dissuader le régime de Kim Jong-un de procéder à un nouvel essai nucléaire. «La Chine semble moins pressée d'exiger une dénucléarisation de son voisin nord-coréen. Mais les Etats-Unis n'ont pas fait grand-chose non plus pour aller de l'avant», déplore Michael Swaine.

«La Chine et les Etats-Unis sont tous deux d'accord de faire en sorte que la relation ne plonge pas davantage dans l'abîme»

MICHAEL SWAINE, DU QUINCY INSTITUTE À WASHINGTON

A Bali, la guerre en Ukraine reste une des préoccupations majeures. A ce stade, Pékin, indisposé par la guerre de Poutine, parle d'éventuelles négociations entre Russes et Ukrainiens, voire de cessez-le-feu. Mais on semble encore loin d'un scénario où la Chine presserait Moscou de mettre fin au conflit. Xi et Biden condamnent toutefois les menaces nucléaires proférées par la Russie en Ukraine. Le président français, Emmanuel Macron, va lui aussi demander aujourd'hui à Xi Jinping en marge du sommet de presser le Kremlin. Il appellera à l'unité du G20 face à la Russie. «L'objectif, selon un haut responsable de l'Elysée, est d'avoir une pression continue et par cercles concentriques sur la Russie et donc de ne jamais laisser de gens pouvoir dire que ce n'était pas leur problème, et qu'ils pouvaient soit aider un effort de guerre, soit rester indifférents.» Le premier ministre indien, Narendra Modi, qui avait déjà appelé Vladimir Poutine à mettre fin à la guerre lors du sommet de Samarcande, pourrait réitérer sa demande à Bali. ■

La Russie isolée? Pas parmi les pays les plus puissants

DIPLOMATIE Les pays occidentaux et leurs alliés ont réduit leurs échanges économiques avec la Russie mais les autres puissances mondiales se sont engouffrées dans la brèche, notamment l'Inde

SIMON PETITE
@simonpetite

Les bonnes nouvelles pour le Kremlin étant rares ces jours-ci sur le front ukrainien, la chaîne de télévision russe RT citait dimanche un compte rendu d'une rencontre avec des représentants commerciaux indiens. Le géant asiatique veut «doubler» ses échanges économiques avec Moscou, affirmait le média. Le commerce entre les deux pays est en pleine croissance depuis l'invasion de l'Ukraine, dopé par les ventes de pétrole. New Delhi n'importait que 1% de l'or noir en provenance de Russie avant le 24 février. La Russie est aujourd'hui le premier fournisseur du pays, se félicite la chaîne de télévision. Elle ne dit pas que les livraisons ont été bradées pour écouler les stocks visés par un embargo occidental de plus en plus dur.

La parole et les actes

Le soutien de l'Inde, qui y trouve aussi son intérêt, est d'autant plus crucial pour Moscou que le premier ministre Narendra Modi prendra le relais de l'Indonésie à la tête du G20, après le sommet à Bali de ces mardi et mercredi. L'Inde s'est bien gardée de condamner l'invasion de l'Ukraine. Et pas question d'imposer des sanctions éco-

nomiques contre Moscou. Mais cela n'empêche pas Narendra Modi d'avoir ouvertement critiqué Vladimir Poutine sur son «opération spéciale».

L'Inde continue toutefois de souffler le chaud et le froid à l'égard du président russe. Le mois dernier, lors d'un vote à l'Assemblée générale de l'ONU, New Delhi s'est abstenu de condamner la Russie après l'annexion de quatre régions ukrainiennes. L'autre poids lourd asiatique, la Chine, a été tout aussi indulgent. Parmi les pays du G20, l'Afrique du Sud a également refusé de condamner les annexions. En revanche, le Brésil, l'Arabie saoudite, l'Indonésie ou le Mexique, eux aussi membres du club des pays les plus puissants de la planète, ont rappelé le droit international à Moscou. Certains d'entre eux poussent aussi pour l'ouverture de négociations afin de mettre fin aussi rapidement que possible à la guerre qui déstabilise l'économie mondiale.

Les mots sont une chose, les actes une autre. Au sein du G20, la plupart des pays ont refusé de s'associer aux sanctions économiques décrétées contre la Russie pour la punir d'avoir envahi son voisin et grossièrement violé la charte des Nations unies. Selon une recherche récente du *New York Times*, les échanges entre plusieurs pays du G20 et la Russie ont connu une hausse exponentielle ces derniers mois. La palme revient à l'Inde avec une valeur du commerce avec la Russie ayant plus que quadruplé. Les échanges avec la Turquie ont quant à eux triplé, ceux avec le Brésil doublé, et ceux avec la Chine, déjà très importants, ont augmenté de 64%.

Cette croissance commerciale est tirée par l'augmentation des exportations russes d'hydrocarbures. Selon le *New York Times*, la Chine et l'Inde ont aujourd'hui remplacé les pays de l'Union européenne comme partenaires économiques principaux de la Russie. Non seulement le pays a trouvé d'autres débouchés mais il a engrangé une hausse des revenus grâce à la flambée des prix provoquée par la guerre contre l'Ukraine. Mais les cours ont depuis baissé, sans revenir à leur niveau d'avant l'invasion. Les Etats-Unis et l'Union européenne veulent passer à l'étape suivante, forcer un plafonnement des prix du pétrole à partir du mois de décembre, notamment en faisant pression sur les armateurs. La Russie a aussi plus de peine à écouler son gaz vers l'Asie, car les gazoducs manquent.

Les affaires entre la Suisse et la Russie se sont maintenues

De façon plus inattendue, toujours selon le *New York Times*, plusieurs pays du G20, qui appliquent des sanctions contre Moscou, ont augmenté leurs échanges avec la Russie. C'est le cas de l'Espagne et du Japon, bien que sur des volumes d'échanges bien moindres que la Chine, l'Inde, la Turquie ou le Brésil. La Suisse, quant à elle, ne fait pas partie du G20 mais elle s'est alignée sur les sanctions européennes. Selon les données de l'Office fédéral des douanes, encore provisoires pour l'année 2022, les affaires avec Moscou ne pâtissent pas de la guerre contre l'Ukraine. Le volume d'échanges avec Moscou s'est maintenu depuis l'invasion. ■

EN BREF

Immigration illégale: nouvel accord entre Paris et Londres

Un nouvel accord de coopération a été signé hier entre la France et le Royaume-Uni pour enrayer les traversées de la Manche par des migrants. Cette annonce intervient alors que la barre des 40000 migrants ayant franchi le Channel cette année a été atteinte dimanche, un record selon le gouvernement britannique. Les deux points principaux de cet accord sont une enveloppe de 72,2 millions d'euros que devront verser les Britanniques en 2022-2023 à la France pour augmenter de 800 à 900 le nombre de policiers et de gendarmes sur les plages françaises d'où partent les migrants. Les Britanniques vont également financer des places dans des centres d'accueil pour migrants dans le sud de la France pour dissuader les exilés qui empruntent la Méditerranée de remonter jusqu'à Calais. AFP

Le chef des talibans ordonne une application stricte de la loi islamique

Hibatullah Akhundzada, le chef suprême des talibans en Afghanistan a ordonné aux juges d'appliquer tous les aspects de la loi islamique, parmi lesquels les exécutions publiques, les lapidations et les flagellations, ou encore l'amputation des membres pour les voleurs. Les délits considérés comme les plus graves comprennent l'adultère, la consommation d'alcool, le vol, le banditisme, l'apostasie ou la rébellion. Les talibans avaient promis de se montrer plus souples dans l'application de la charia, mais ils sont largement revenus à l'interprétation ultra-rigoureuse de l'islam qui avait marqué leur premier passage au pouvoir de 1996 à 2001. AFP



Barack et Michelle Obama dévoilant leurs portraits à la Maison-Blanche. (WASHINGTON, 7 SEPTEMBRE 2022/ANDREW HARNIK/AP)

CATHERINE FRAMMERY
@cframmary

Faites-vous partie des quelque 500 000 lecteurs qui ont acheté *Devenir*, la traduction française du premier livre autobiographique de Michelle Obama, sorti au printemps 2019? *Becoming* (son titre original) s'est écoulé à presque 18 millions d'exemplaires dans le monde, et a même valu un an de tournée à l'ex-première dame, accueillie comme une rock star – ambiance souvent survoltée, salles bondées, 31 villes visitées et des tickets pris d'assaut dès l'ouverture des réservations malgré leur prix (entre 100 et 350 francs).

Développement personnel

On ne change pas une recette qui gagne. Un deuxième opus sort ce 15 novembre, *Cette Lumière en nous* – publié cette fois chez Flammarion, Michelle Obama faisant partie de cette cohorte d'auteurs qui ont quitté Fayard depuis son passage dans le groupe Vivendi, aux mains du milliardaire conservateur Vincent Bolloré. On y trouve encore des récits de ses expériences comme étudiante, avocate ou femme de président, matinés de conseils de «développement personnel» glanés au long de toute une vie – un genre de «boîte à outils» dit-elle, des stratégies, des façons de faire qui l'ont aidée à naviguer et qu'elle a mis ses quasi-60 ans à lentement apprivoiser. Cependant là où *Devenir* relatait un chemin, une ascension, c'est le doute qui marque ce second livre, la peur de ne pas être à la hauteur. Un changement d'ambiance dû avant tout à la pandémie mais aussi à l'assaut contre le Capitole et au départ en Californie des deux filles du couple Obama, qui laissent derrière elles deux sexagénaires esseulés et leur chien... L'incertitude s'est installée – et c'est probablement ce qui fascine le plus dans le récit,

la perte de confiance d'une personne reconnue forte, qui avoue qu'elle flanche, avant d'examiner sur quoi elle peut s'appuyer pour continuer et repartir. En partageant ses trucs pour aider les autres. Sur Instagram, elle se présente comme «câlineuse en chef». Sa famille, ses amies, ses collègues le savent: le collectif joue toujours un très grand rôle dans la vie de Michelle Obama. Ses pages sur la parentalité sont fortes. «Quand on est mère

et qu'on regarde autour de soi, il est difficile de ne pas se demander: Est-ce que tout le monde assure sauf moi?» Et un peu plus loin: «C'est une torture que nous sommes nombreux à nous infliger, et ce dès les premiers instants, quand on découvre le cher visage innocent d'un nouveau-né, et qu'on se dit: Par pitié, pourvu que je ne te bousille pas. Être parent, c'est lutter constamment contre le désespoir qui vous étire à l'idée de faillir à la tâche

qui vous a été confiée.» D'où vient que l'épouse de l'ex-plus puissant président du monde puisse être crédible quand elle parle de vulnérabilité, de doute, d'angoisse, même? Son histoire personnelle témoigne d'un parcours de titan – épouse du premier homme noir élu président américain, première femme noire à la Maison-Blanche. Les pages où elle raconte ses souvenirs de Princeton aussi sont puissantes (*voir plus bas*). Discriminée par son

milieu d'origine, son genre et sa couleur de peau, Michelle Obama a renversé les tables, et quand elle invite les jeunes à «trouver leur lumière», elle sait de quoi elle parle. Pas dupe, elle leur conseille de choisir leurs combats et de se préserver. On entend son amertume quand elle cite la juge à la Cour suprême Ketanji Brown Jackson, qui pendant ses études a participé à des manifestations à la suite de provocations de suprémacistes. Pendant que les contes-

taires étaient occupés à cette «noble cause», ils n'étaient pas à la bibliothèque en train d'étudier. «C'était exactement ce que voulait l'étudiant qui avait accroché ce drapeau, au fond: nous détourner de nos études pour que nous ratons nos examens et qu'ainsi nous venions renforcer le stéréotype selon lequel nous n'avions rien à faire dans un endroit comme Harvard.» A la Maison-Blanche, Michelle Obama serre aussi les poings lorsque, quand elle se bat contre l'obésité des enfants, elle est caricaturée dans la presse comme une «angry black woman» (femme noire en colère).

Un repli sur l'intime en phase avec notre époque

Il y a un art très américain de la franchise-jusqu'à-un-certain-point, que Michelle Obama (et sa nombreuse équipe de conseillers éditoriaux) maîtrise très bien. Bien sûr que tout a été soigneusement pesé et soupesé. Et le plan com est en place, avec des dizaines de milliers d'exemplaires qui vont se déverser dès ce mardi dans des milliers de librairies et des dizaines d'interviews qui vont s'enchaîner à la radio et à la télévision: alors que l'époque est bien terne, les médias restent fascinés par cette *role model* qui a enfoncé tous les plafonds de verre. L'énorme succès de son premier opus avait surpris. Michelle Obama va-t-elle encore passionner les foules, six ans après le retrait de la vie politique du couple Obama, une pandémie et une guerre plus loin? Dans une Amérique divisée comme rarement, le repli sur la sphère intime d'une personnalité aussi politique et populaire que Michelle Obama ne peut en tout cas que frapper. ■

Cette Lumière en nous
Traduit de l'anglais (Etats-Unis) par Karine Lalechère et Julie Sibony
Flammarion, 2022, 352 pages

La poursuite du bonheur selon Michelle Obama

LECTURE L'ex-première dame des Etats-Unis publie ce mardi un second livre, diffusé en 23 langues dans 36 pays le même jour. Ses propos sont soigneusement calibrés. Mais leur générosité devrait encore faire recette

«Nous-mêmes n'étions pas à la hauteur»

Au début de la pandémie, l'agenda social surchargé de l'ancienne First Lady se vide brutalement. L'inquiétude la pousse à la réflexion: ont-ils été à la hauteur à la Maison-Blanche?

« J'étais hantée par le fait que notre pays avait désigné Donald Trump pour succéder à Barack Obama. Que fallait-il en conclure? »

Barack et moi avions toujours misé sur l'espoir et le travail. Nous avions choisi d'ignorer le mauvais pour nous concentrer sur le bon, de croire que la plupart des gens avaient des objectifs communs, et que, pas à pas, il était possible d'accomplir des progrès mesurables. C'est une vision qui peut paraître laborieuse et optimiste, mais nous y étions dévoués. Nous y avons consacré notre vie. Et elle avait mené notre famille noire laborieuse et optimiste à la Maison-Blanche. En chemin, nous avions croisé des millions d'Américains qui semblaient partager ce point de vue. Pendant huit ans, nous avions essayé de porter haut ces principes, conscients que nous étions arrivés là malgré – et peut-être en réaction à – l'intolérance et les préjugés profondément ancrés dans la société américaine. Il nous paraissait évident que notre présence à la Maison-Blanche disait quelque chose de ce qui était possible, et nous avons persisté, nous efforçant d'incarner ces valeurs d'espoir et de travail. Qu'il s'agisse ou non d'un rejet direct de ce que nous représentions, le résultat des élections de 2016 a fait mal. Il fait toujours mal. J'ai été bouleversée d'entendre

l'homme qui avait remplacé mon mari à la tête de l'Etat prononcer ouvertement et sans honte des injures racistes, légitimer l'égoïsme et la haine, refuser de condamner des suprémacistes blancs et de soutenir des citoyens qui manifestaient contre les discriminations raciales. J'ai été choquée de l'entendre assimiler la différence à une menace. Il ne s'agissait pas d'une simple défaite politique. Nous avions affaire à quelque chose de plus abject. Ces réflexions s'accompagnaient d'une série de pensées démoralisantes. Ce que nous avions accompli n'était pas suffisant. Nous-mêmes n'étions pas à la hauteur. Les problèmes étaient trop grands. Les trous trop béants, impossibles à boucher.

Je sais que les commentateurs et les historiens continueront à avancer des théories sur les résultats de cette élection, distribuant les bons et les mauvais points, passant au crible les personnalités, l'économie, la fragmentation des médias, les trolls et les bots, le racisme, la misogynie, la désinformation, la désillusion, les disparités, le balancier de l'histoire: tout ce qui nous a conduits là. Ils s'efforceront de construire un récit cohérent, et j'ai dans l'idée que ces questions vont occuper les esprits pendant encore un moment. Mais, début 2020, alors que j'étais confinée chez moi, je ne voyais aucune logique à tout cela. Uniquement un président dont l'absence d'intégrité se traduisait par un taux de mortalité national galopant. Et dont les scores dans les sondages ne plongeaient pas pour autant. »

«Notre sentiment d'exclusion était réel»

Un des conseils que donne Michelle Obama est de davantage mettre en commun ses expériences pour en tirer de la force. Ses années à Princeton l'ont beaucoup marquée

« Ce qui m'a sauvée, c'est que j'ai pu créer un cercle informel d'amis, de confidents et de conseillers, avec qui je pouvais plaisanter de tout, y compris de l'étrangeté de notre situation d'«exceptions». Tous les étudiants noirs que je connaissais avaient une histoire à raconter au sujet de l'étiquette qu'on leur accolait et avaient pu constater que le qualificatif «noir» éclipsait presque systématiquement celui d'«étudiant». Un de mes amis s'était fait suivre par un agent de sécurité du campus plus d'une fois, lorsqu'il rentrait le soir. Une autre rapportait que la jeune fille blanche avec qui elle partageait une chambre était cordiale et chaleureuse en privé, mais l'ignorait dans les soirées étudiantes. Peut-être parce que nous n'avions pas le choix, nous prenions le parti d'en rire. Mine de rien, cependant, comparer nos expériences était un exercice salutaire. Nous n'étions pas fous. Ce n'était pas seulement dans notre tête. Le sentiment d'exclusion et d'isolement que nous ressentions chacun dans notre coin – ce sentiment qui ali-

mentait notre conscience aiguë du regard des autres – n'était pas une vue de l'esprit. Et ce n'était pas non plus la conséquence d'une déficience ni d'un manque d'efforts de notre part. Nous n'imaginions pas les préjugés qui nous reléguent aux marges. C'était réel. C'était vrai. Même si nous n'avions pas de solution, le savoir, le constater était important. Cependant, je ne pouvais pas constamment me réfugier auprès de mes amis. Si je voulais profiter pleinement des avantages de l'université, trouver ce que j'étais venue y chercher, il fallait que je sorte de ma zone de confort, que je franchisse le champ de force pour me mêler à la culture majoritaire. Parfois, je traversais un réfectoire ou un amphithéâtre, désireuse de passer inaperçue, et en même temps hyperconsciente de ma différence, mon cerveau scindé en deux. Je cherchais une place et je me voyais cherchant une place, imaginant les pensées

Si je voulais profiter de l'université, il fallait que je sorte de ma zone de confort

des étudiants autour de moi: Tiens, voilà la fille noire qui cherche une place. En d'autres termes: Je ne suis pas comme les autres. Je ne compte pas. C'est très perturbant, si on est vulnérable. Je ressens encore le malaise que j'éprouvais dans ces moments-là. La sensation de ne plus avoir d'assise solide, d'être coupée de moi-même, presque comme si j'avais été projetée hors de mon corps. »

Huit milliards de personnes, une seule humanité

OPINION

À la mi-novembre, le cap des 8 milliards d'habitants sur terre sera franchi, ce qui témoigne des progrès scientifiques et des avancées en matière de nutrition, de santé publique et d'assainissement. Mais à mesure que notre famille humaine s'agrandit, elle est aussi de plus en plus divisée.

Des milliards de personnes souffrent; des centaines de millions sont touchés par la faim et la famine. Elles sont plus nombreuses que jamais à se déplacer pour trouver des moyens de s'en sortir et à fuir les dettes, les privations, les guerres et les catastrophes climatiques.

Sauf à combler le gouffre qui sépare les nantis de la planète des plus démunis, nous nous dirigeons vers un monde de 8 milliards d'habitants gangrené par les tensions, la méfiance, les crises et les conflits.

Les faits sont éloquentes. Une poignée de milliardaires contrôlent autant de richesses que la moitié la plus pauvre du monde. Les 1% les plus riches de la planète empochent un cinquième des revenus mondiaux, tandis que les habitants des pays les plus riches ont trente ans d'espérance de vie en plus que ceux des pays les plus pauvres. Alors que les dernières décennies ont vu croître les niveaux mondiaux de richesse et de santé, les inégalités ont, elles aussi, augmenté.

L'accélération de la crise climatique et un relèvement inégal après la pandémie de Covid-19 viennent s'ajouter à ces tendances à long terme et aggraver encore les inégalités. Nous avançons tout droit vers le précipice climatique, tandis que les émissions et les températures continuent de grimper. Les inondations, les tempêtes et les sécheresses dévastent des pays qui ont à peine contribué au réchauffement climatique.

La guerre en Ukraine exacerbe les crises alimentaire, énergétique et financière qui sévissent, frappant de

plein fouet les économies en développement. Ce sont les femmes et les filles, ainsi que les groupes marginalisés déjà exposés à la discrimination, qui pâtissent le plus de ces inégalités.

De nombreux pays du Sud sont confrontés à des dettes colossales, à l'aggravation de la pauvreté et de la faim et aux effets de plus en plus pesants de la crise climatique. Il est peu probable qu'ils puissent investir dans un redressement durable après la pandémie, dans la transition vers les énergies renouvelables ou dans l'éducation et la formation au numérique.

La colère et le ressentiment à l'égard des pays développés atteignent des points de rupture.

Les divisions toxiques et la défiance retardent ou bloquent les avancées sur toute une série de questions, du désarmement nucléaire au terrorisme, en passant par la santé mondiale. Il nous faut enrayer ces tendances destructrices, nous réconcilier et trouver des solutions conjointes à nos difficultés communes.

Pour commencer, il faut admettre que les inégalités rampantes sont un choix, un choix sur lequel les pays développés se doivent de revenir dès ce mois-ci, à l'occasion de la COP27 en Égypte, puis du sommet du G20 à Bali.

J'espère que la COP27 verra naître un pacte de solidarité climatique historique, dans le cadre duquel les économies développées et émergentes conjugueront leurs forces autour d'une stratégie commune,

dans l'intérêt de l'humanité. Les pays les plus riches doivent apporter aux économies émergentes le soutien financier et technique dont elles ont besoin pour abandonner progressivement les énergies fossiles. C'est notre seul espoir d'atteindre nos objectifs climatiques.

J'engage également les dirigeants présents à la COP27 à définir une feuille de route et un cadre institutionnel en vue d'indemniser les pays du Sud des pertes et dommages liés au climat qui, déjà, causent de terribles souffrances.

La colère et le ressentiment à l'égard des pays développés atteignent des points de rupture

Le sommet du G20 à Bali sera l'occasion d'aborder la situation alarmante des pays en développement. J'ai exhorté les économies du G20 à adopter un plan de relance permettant d'injecter les investissements et les liquidités nécessaires aux pays du Sud et de régler les questions d'allègement et de restructuration de la dette.

Nous travaillons aussi sans relâche avec toutes les parties concernées pour atténuer la crise alimentaire mondiale.

L'Initiative sur l'exportation de céréales par la mer Noire est au centre de cette action. Elle a contribué à stabiliser les marchés et à faire baisser les prix alimentaires.

Nous nous efforçons également de faire en sorte que les engrais russes puissent circuler sur des marchés mondiaux gravement perturbés par la guerre. Les prix des engrais sont trois fois plus élevés qu'avant la pandémie. Le riz, denrée de base la plus consommée du monde, est la culture qui en pâtira le plus.

Toutefois, malgré tous ces graves défis, il y a aussi des raisons de garder espoir.

Fort de 8 milliards d'habitants, notre planète a les moyens d'offrir de vastes possibilités à certains des pays les plus pauvres, où la croissance démographique est la plus forte.

Des investissements relativement modestes dans la santé, l'éducation, l'égalité des genres et le développement économique durable pourraient créer un cercle vertueux de développement et de croissance et transformer les économies et les vies.

En quelques décennies, les pays les plus pauvres d'aujourd'hui pourraient devenir les moteurs d'une croissance durable et verte et de la prospérité de régions entières.

Je n'ai jamais douté de l'ingéniosité de l'humanité et j'ai pleine confiance dans la solidarité humaine. En ces temps difficiles, remémorons-nous les paroles du Mahatma Gandhi: «Il y a assez de tout dans le monde pour satisfaire aux besoins de l'homme, mais pas assez pour assouvir son avidité.»

Saisissons l'occasion que représentent les grands rendez-vous internationaux de ce mois pour commencer à surmonter les divergences et restaurer la confiance, sur la base de l'égalité des droits et des libertés de chacun des 8 milliards de membres de notre grande famille humaine. ■



FRANÇOIS NORDMANN

La Suisse en Europe: sécurité, stabilité et solidarité

INCIDENCES

La participation de la Suisse au sommet de Prague, qui a lancé la Communauté politique européenne le mois dernier, n'a suscité aucun débat dans le pays, faisait observer M. Pascal Couchepin, ancien président de la Confédération. Il s'exprimait lors du huitième séminaire Suisse-Europe qui avait lieu le 11 novembre dernier à l'Institut de hautes études internationales et du développement à Genève. M. Enrico Letta, ancien président du Conseil des ministres italien et président de l'Institut Jacques Delors, a présenté au cours du même débat les contours de cette nouvelle construction dont il a été le précurseur. On sait que le projet de réunir l'ensemble des Etats du continent a été proposé au Parlement européen par le président Emmanuel Macron le 9 mai dernier. A l'origine, il s'agissait de créer un cercle extérieur à l'UE pour permettre aux neuf pays candidats, et à ceux qui aspirent à le devenir dans les Balkans occidentaux, de dialoguer sur un pied d'égalité avec les Etats membres de l'UE. Le traitement des dossiers de candidature peut prendre des années, voire des décennies: le retour de la guerre en Europe rend nécessaire de démontrer sans attendre l'unité des pays européens membres de l'UE et de leurs futurs partenaires, qui partagent un socle commun de valeurs, face à l'agression russe. M. Letta a tenu à relever qu'il a fallu moins de six mois à l'UE pour réaliser cette idée. Entre-temps, le Conseil européen l'a modifiée: il a renoncé à établir un lien avec l'élargissement de l'Union et à exiger que les partisans se reconnaissent dans les valeurs de l'UE. C'est ainsi que la liste a été ouverte à des pays autoritaires – l'Azerbaïdjan et la Turquie, ainsi que les pays qui n'envisagent pas d'adhérer à l'UE –, aux membres de l'AELE, dont la Suisse, ainsi qu'au Royaume-Uni.

C'est le président Mitterrand qui, le premier, a formulé la notion de Confédération européenne au lendemain de la chute du mur de Berlin, en 1989, mais l'inclusion de l'URSS parmi les participants l'a rendue inacceptable à nombre de pays d'Europe de l'Est. Il n'y a pas eu de controverse cette année sur l'absence de la Russie et de son alliée, la Biélorussie: il allait de soi que l'agresseur ne serait pas invité à Prague où se sont retrouvés 44 pays pour traiter de la sécurité et de la stabilité en Europe, du climat, de l'énergie et de la situation économique. Tous tenaient à manifester leur solidarité avec l'Ukraine. La structure de cette nouvelle formation est on ne peut plus légère: pas de siège, pas de secrétariat, pas de présidence permanente, pas de statut. Il n'y a pas eu de déclaration finale: c'est la photo de famille à la fin de la journée qui envoie le signal de l'unité continentale.

Si le modèle s'inspire de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe d'il y a soixante ans, il comporte une différence de taille avec cette dernière: c'est l'absence non seulement de la Russie, l'agresseur, mais aussi des Etats-Unis et du Canada, jadis piliers de la CSCE. Il y a quelques divergences entre les principaux alliés de part et d'autre de l'Atlantique, sur les conditions dans lesquelles pourraient s'organiser le moment venu des pourparlers de paix entre l'Ukraine et la Russie. Les intérêts des uns et des autres ne sont pas forcément identiques.

Trois nouvelles rencontres sont prévues à intervalles de six mois. La prochaine à Chisinau, en Moldavie, et dans une année en Espagne, puis en 2024 à Londres. La participation du Royaume-Uni – qui voudrait rebaptiser la Communauté en «Forum politique européen» ou «E44» – est un succès diplomatique pour l'UE et témoigne d'un plus grand réalisme parmi les dirigeants britanniques.

La Suisse a bien joué son rôle, se présentant comme un partenaire «actif, fiable et solidaire, désireux de contribuer à la paix, à la stabilité et à la démocratie en Europe». Elle a apprécié cette plateforme de dialogue, propice à des échanges directs et informels avec les autres pays. M. Ignazio Cassis, président de la Confédération, a coprésidé avec le premier ministre grec Kyriakos Mitsotakis une des quatre tables rondes consacrées à l'énergie, au climat et à la situation économique.

Il aurait été impensable que la Suisse s'abstienne de prendre part à cet exercice. ■

Stades climatisés au Qatar ou terrasses chauffées à Genève?

OPINION

Je ne veux pas surfer sur une actualité brûlante, mais en voyant simultanément la polémique sur la climatisation des stades qataris et le retour des chaufferettes sur les terrasses dont le PLR a demandé d'assouplir les conditions d'utilisation (demande retoquée par le Conseil d'Etat), je pense qu'on peut légitimement se demander qui, sur l'échelle de l'irresponsabilité climatique, score le plus haut entre ces deux propositions. Faisons un petit match!

A ma gauche, le stade Khalifa de Doha que Daikin s'est occupé de climatiser en publiant les chiffres. Ils ont donc installé des groupes froids d'une puissance frigorifique totale de 183 MW pour rafraîchir l'ambiance; 183 MW de froid, ça veut dire une consommation d'électricité de l'ordre de 50 à 60 MW. Le stade peut contenir 40 000 personnes; 60 MW pour 40 000 personnes, on est à 1,5 kW par tête.

A ma droite, une chaufferette ou «parasol chauffant» de la place du Bourg-de-Four, c'est 12 à 15 kW pour réchauffer entre six et dix personnes: on est aussi autour de 1,5 kW par tête, c'est le même ordre de grandeur. Alors «1 partout, la balle au centre»? Pas complètement.

Il y a une différence de taille entre les deux situations qu'il faut prendre en compte. L'air chaud monte, quand l'air froid stagne au sol. Donc si votre stade a grosso modo la forme d'un bol géant, une fois qu'il est refroidi, l'air froid reste dedans et on peut baisser drastiquement la climatisation, il n'y a plus grand-chose à compenser. A l'inverse, quand on coupe une chaufferette, son effet s'arrête instantanément, pour le maintenir, il faudrait un plafond et donc être à l'intérieur, ce n'est pas vraiment un scoop. Donc gros avantage au parasol chauffant pour la consommation d'énergie!

Si on analyse en termes de bilan carbone, les choses se corsent. Ici, la loi est claire, le chauffage en extérieur «ne peut être autorisé que si celui-ci se fait à 100% par des éner-

gies renouvelables ou des rejets de chaleur»: c'est donc à peu près neutre en carbone. Au Qatar, la climatisation des stades sera assurée par la production d'électricité solaire de la centrale d'Al-Kharsaah, 1,8 million de panneaux récemment installés par TotalEnergies sur une surface de 10 km². Ça tombe aussi dans le cadre du «100% par des énergies renouvelables». A peu près neutre aussi en carbone.

On a là deux magnifiques exemples de l'effet rebond, les raisonnements sont les mêmes à Genève et au Qatar. Tant que c'est du renouvelable, on peut faire n'importe quoi avec, c'est neutre. Les énergies renouvelables ne servent pas à compenser des énergies fossiles pour moins émettre, elles servent à chauffer ou refroidir l'extérieur. En suivant ce raisonnement, on pour-

rait théoriquement utiliser des vieux chauffages électriques «grille-pain» en extérieur pour peu qu'on présente un certificat d'utilisation d'électricité Vitale Vert. Dans les deux cas, ce n'est effectivement pas une perte, c'est un «manque à gagner climatique». A Genève, le bioéthanol utilisé pour un seul parasol chauffant pourrait remplacer le chauffage au gaz pour 500 m² de logement, au Qatar, l'électricité des panneaux pourrait remplacer celle produite par leurs centrales au gaz et réduire leurs émissions.

Quand on met tout ça dans la balance, les deux reviennent à peu près à égalité dans la course à la plus grosse aberration climatique. Parce que oui, c'est aberrant, c'est choquant, pour le Qatar, ça occupe l'espace médiatique et pourtant, il ne faut pas perdre de vue que 1,5 kW, c'est un centième de ce que peut produire une voiture de 80 chevaux (suivant les modèles c'est plus ou moins 60 kW sur les roues et 90 kW dans le radiateur) qui contient en moyenne 1,18 passager à Genève, qui tourne toute l'année au vrai gros pétrole pas du tout renouvelable, et qui n'est même pas une grosse voiture. On reparle de 30 km/h chez nous ou on continue à pleurer sur ce que font les Qataris? ■

PIERRE-LOUIS SCHMITT
PRÉSIDENT DE LA COMMISSION
ENVIRONNEMENT DU PS GÉNEVOIS

Le Valais offre de la culture tous azimuts

SOUTIEN Pour aider les secteurs de la chaîne du livre, des cinémas et des arts visuels, le canton délègue sa bourse. Jusqu'à Noël, les salles obscures seront gratuites les mardis, mercredis et jeudis. Et pour chaque achat d'un livre, un ouvrage d'un auteur valaisan vous sera offert

GRÉGOIRE BAUR
@GregBaur

Un cinéma gratuit, ça vous dit? Ou peut-être préféreriez-vous un livre d'un auteur valaisan en cadeau? Et pourquoi pas les deux? Pour reconquérir un public qui peine, depuis la pandémie, à retourner vers la culture, et par la même occasion soutenir les domaines impactés par la crise, l'Etat du Valais délègue sa bourse. Il débloque un budget d'environ 1 million de francs pour venir en aide aux secteurs de la chaîne du livre, des cinémas et des arts visuels.

«Il faut redonner le goût de la découverte culturelle», insiste Mathias Reynard, le ministre valaisan de la Culture. Ce lundi, il a convoqué la presse à La Liseuse, une librairie du centre de Sion, pour présenter les aides que le canton proposera dès mardi, et jusqu'à Noël, pour soutenir «certains secteurs qui ont été quelque peu oubliés». «Nous ne voulions pas de subventions cachées, mais bel et bien redonner une habitude au public, qui doit profiter de ces mesures», appuie l'élu socialiste.

De Corinna Bille à Sarah Jollien-Fardel

La première action veut inciter le public à «découvrir ou redécouvrir la littérature valaisanne», détaille Alain Dubois, le chef du Service cantonal de la culture. Concrètement, lors de chaque achat dans une petite librairie indépendante (le canton en a listé dix, de Monthey à Zermatt, en passant par Sion et Brigue), un livre d'un auteur valaisan, publié à compte d'éditeur, vous sera offert. Et c'est l'Etat du Valais qui prendra en charge le coût de cet ouvrage.

«L'objectif est de faire bénéficier l'ensemble de la chaîne du livre, de l'écrivain aux librairies, en passant par les éditeurs», indique



Les arts visuels bénéficieront de l'aide de l'Etat valaisan à travers les artothèques, installées dans les quatre sites de la Médiathèque Valais, à Brigue, Sion, Martigny et Saint-Maurice, et qui proposent à tout un chacun des œuvres à emprunter. Leur budget pour l'année en cours sera doublé. (GABRIEL MONNET/KEYSTONE)

Alain Dubois. La tâche a été donnée aux librairies de choisir les œuvres qui seront proposées aux clients. «La mesure concerne les auteurs vivants, mais elle est aussi possible pour ceux qui sont décédés», précise le chef de service, qui cite Corinna Bille, Jérôme Meizoz, Abigail Seran ou encore Sarah Jollien-Fardel parmi les auteurs retenus pour cette offre.

A la tête de La Liseuse, Fran-

çoise Berclaz se réjouit de cette mesure, «comme tombée du ciel». «Si la pandémie a redonné l'envie de lire aux gens, cette tendance s'est essoufflée et nous vivons désormais une période difficile», témoigne-t-elle. L'action de l'Etat du Valais arrive donc à point nommé pour «redonner un nouvel élan». Et la Sédunoise de se réjouir de pouvoir, par la même occasion, mettre en lumière

«l'immensité et la richesse de la littérature valaisanne».

La deuxième mesure imaginée par le canton concerne les cinémas. «En moyenne, les salles obscures valaisannes ont perdu 35% de fréquentation par rapport à l'avant-covid», annonce Alain Dubois. Pour relancer leur fréquentation, toutes les séances des mardis, mercredis et jeudis seront offertes, dans 14 salles du canton,

jusqu'à Noël. Et là encore, c'est le canton qui délègue sa bourse pour payer ces entrées. «Nous avons ciblé les jours où la fréquentation est moins élevée», souligne Alain Dubois.

Un soutien plus pérenne à l'étude

Le dernier secteur à bénéficier de ces aides de relance est celui des arts visuels. Cela se fera au

travers des artothèques, installées dans les quatre sites de la Médiathèque Valais à Brigue, Sion, Martigny et Saint-Maurice, et qui proposent à tout un chacun des œuvres à emprunter. Leur budget pour l'année en cours sera doublé, atteignant 60 000 francs. «Le choix sera plus vaste pour le public et cela profitera aux artistes et aux galeries avec lesquelles nous avons l'habitude de travailler», se réjouit le chef du Service de la culture. Il précise que, pour renforcer les soutiens aux arts visuels, les montants à disposition du Fonds d'art contemporain seront aussi étendus.

«En moyenne, les cinémas valaisans ont perdu 35% de fréquentation par rapport à l'avant-covid»

ALAIN DUBOIS, CHEF DU SERVICE CANTONAL DE LA CULTURE (VS)

Si ces mesures arrivent en fin d'année, ce n'est pas un hasard. «Nous sommes toujours prudents au début de l'année avec le budget dévolu aux aides covid. Cela permet, s'il reste de l'argent en fin d'année, de proposer une aide supplémentaire. L'année dernière, nous avons offert l'AG culturel à tous les jeunes ayant célébré leurs 18 ans en 2021, cette année nous mettons en place ces trois mesures», indique Mathias Reynard. Et le ministre de préciser que si ces aides sont ponctuelles, son département réfléchit déjà à un soutien pérenne, à moyen et long terme, pour ces secteurs. ■

Un axe Neuchâtel-Abidjan pour lutter contre des escrocs

CRIMINALITÉ Face à la prolifération des cyberarnaques en provenance de Côte d'Ivoire, plusieurs projets de recherche et de collaboration ont été mis en place afin de mieux connaître le phénomène et le prévenir

CATHERINE MORAND
@CatherineMorand

Pendant deux ans, Flore Grandjean a traqué de faux profils d'arnaques sur les sites de rencontre en ligne Tinder et Lovoo. Dans le cadre de son travail de bachelor de la Haute Ecole de gestion Arc, et sur mandat de l'ILCE, l'Institut de lutte contre la criminalité économique, elle s'est livrée à du «scam baiting» – en français, du «croque-escroc» – ce qui lui a permis d'identifier quelque 200 cyberarnaqueurs, aux adresses IP localisées en grande majorité en Côte d'Ivoire. Des brouteurs, comme on les appelle à Abidjan, attirés par les profils de femmes d'âge mûr, à l'aise financièrement, mais seules et en quête d'amour – photos truquées à l'appui.

Arnaques aux sentiments

Des heures de tchat, parfois agressif, jusqu'à l'incontournable demande d'argent à verser sur un compte bancaire, de montants variables, mais pouvant aller jusqu'à plusieurs dizaines de milliers de francs. «Ils m'expliquaient même comment répondre aux questions des banques ou des agences de transfert d'argent pour éviter les soupçons, et aussi comment retirer mon

2e pilier», témoigne Flore Grandjean, sidérée par leur connaissance très pointue des réalités suisses; et par leur prolifération sur Twitter. Résultat de son enquête: l'identification de quelque 350 numéros de comptes bancaires et IBAN frauduleux, de dizaines de numéros de téléphone, d'e-mails, transmis à qui de droit pour faire bloquer comptes et transaction.

«Ils m'expliquaient comment répondre aux questions des banques pour éviter les soupçons»

FLORE GRANDJEAN, AUTEURE D'UN BACHELOR À LA HAUTE ÉCOLE DE GESTION ARC SUR LA CYBERCRIMINALITÉ

«Nous avons fait du broutage de brouteurs», a résumé avec humour le doyen de l'ILCE, Olivier Beaudet-Labrecque, lors de la présentation mercredi des résultats de cette étude à l'UFR de criminologie de l'Université Félix Houphouët-Boigny d'Abidjan. Il s'adressait à un auditoire bondé, parmi lesquels, très certainement, des cyberarnaqueurs, puisque, selon les statistiques officielles, 37% d'entre eux seraient des étudiants.

«Nous avons été en contact avec de nombreux brouteurs, peut-être certains d'entre vous, ce qui nous a per-

mis de récolter beaucoup d'infos», a d'ailleurs ironisé le doyen, qui a aussi tenu à raconter, in situ, comment cela se passe de «l'autre côté», où malgré la prévention, les «arnaques aux sentiments» continuent, plus que jamais, à briser des vies.

La Fondation Interpol ayant encouragé l'ILCE à poursuivre ses recherches, un projet financé par le Sefri, le Secrétariat d'Etat à la formation, à la recherche et à l'innovation, via son programme Leading House Africa a, dans la foulée, démarré il y a quelques mois à Abidjan. En collaborant avec des chercheurs ivoiriens, le but est également d'améliorer l'entraide judiciaire et la coopération entre les deux pays.

Argent facile

«La méconnaissance des systèmes policiers et judiciaires, des deux côtés, fait que la communication, souvent, ne passe pas», constate Olivier Beaudet-Labrecque, qui se réjouit que le travail mené depuis trois ans par l'ILCE – une institution créée fin 2000 par la Haute Ecole de gestion Arc, l'Etat et l'Université de Neuchâtel ainsi que l'Institut suisse de police – contribue à améliorer cette coopération. Et que l'expertise de l'ILCE, basé à Neuchâtel, soit désormais internationalement reconnue.

Dans le cadre de ce second projet, une assistante de recherche de l'institut, Cristina Cretu-Adatte, se trouve à Abidjan depuis quelques semaines, et y mène des entretiens avec des brouteurs.

Elle raconte l'omniprésence, dans tous les quartiers, de ces groupes de jeunes qui se retrouvent entre amis, dans des maquis, ou assis sur des chaises dans la rue, concentrés sur leur smartphone, leur outil de travail, en train de tchatter avec leurs «clients». «

Ils fonctionnent comme des réseaux d'entraide, échangent des stratégies pour mieux ferrer leurs victimes, sans état d'âme: pour eux, il s'agit de récupérer une dette coloniale», raconte-t-elle. Selon elle, ce sont clairement les années de crise politico-militaire qu'a connu la Côte d'Ivoire à partir de 2000 qui ont favorisé l'explosion du «broutage». Dans un contexte où même après des années d'études, trouver un job relève du parcours du combattant, l'argent facile continue à susciter des vocations. Quant aux familles, souvent dans des situations financières difficiles, elles ferment les yeux.

Cette fin de semaine, Flore Grandjean va accompagner Cristina Cretu-Adatte dans ses entretiens avec des brouteurs. Et rencontrer «en vrai» pour la première fois, de jeunes escrocs ivoiriens, comme ceux qu'elle a croisés virtuellement pendant des mois. Elle travaille désormais pour la start-up suisse basée à Zurich Cybera Global, une plateforme fintech qui combat la cybercriminalité et la fraude en ligne.

Ce qui continue à la surprendre, c'est à quel point, aussi bien les sites de rencontres que les banques et les néo-banques en ligne, telle l'allemande N26, manquent complètement à leur devoir de contrôle et de surveillance. ■

EN BREF

La tête du groupe UDC veut un ticket à deux

Deux candidats devraient être présentés pour succéder à Ueli Maurer au Conseil fédéral, estime le comité directeur du groupe UDC aux Chambres. Albert Rösti, Hans-Ueli Vogt, Michèle Blöchliger, Werner Salzmann et Heinz Tännler «sont tous éligibles», selon ce comité. Le groupe parlementaire UDC choisira le ticket définitif vendredi lors d'une séance à Hérémence (VS). Les cinq candidats auront chacun cinq minutes pour se présenter, avant de répondre aux questions des parlementaires. ATS

PUBLICITÉ

2 VENTES AUX ENCHÈRES

90 AUTOMOBILES ET MOTOS DE SPORT ET COLLECTION



Expositions: 18-20 & 25-27 novembre 10-19h à Villeneuve

Enchères publiques: 20 & 27 novembre 14h30

Entrée et parking gratuits

Echute 9% net

Liste détaillée sur: auction-auto.ch
079 417 15 56

10 Suisse

Les Amis de la Constitution sont au bord de l'implosion

TENSIONS Théâtre de luttes intestines, proche de la dissolution, le mouvement citoyen souffre de ses idéologies disparates et de la fin des restrictions Covid-19, qui avaient fédéré ses membres

PHILIPPE BOEGLIN, BERNE
@BoeglinP



«Ce mouvement est clairement né avec le covid, et ce n'est pas vraiment une surprise qu'il soit mort avec la fin des restrictions sanitaires»

NENAD STOJANOVIC, PROFESSEUR DE SCIENCE POLITIQUE À L'UNIVERSITÉ DE GENÈVE

«La grande majorité des organisations apparaissent et finissent par disparaître à un moment donné. Certaines brillent faiblement et longtemps, d'autres fort et brièvement, comme les Amis de la Constitution.» Le communiqué diffusé ce week-end par lesdits Amis de la Constitution transpire la confiance en soi. Il rappelle l'aplomb affiché durant la pandémie de Covid-19 et la lutte contre le certificat vaccinal. Mais sa tonalité presque romanesque ne masque pas la réalité, exposée dans le corps du texte: les graves dissensions entre dirigeants ont mené le groupement citoyen au bord du gouffre. Plusieurs cadres jettent l'éponge. Ses membres se prononceront prochainement sur une dissolution et une répartition des fonds entre cinq associations citoyennes aux buts similaires, «Aktionsbündnis Urkantone», «Lehrernetzwerk», «Aufrecht Schweiz», «Juristenkomitee» et «Aletheia».

«Insultes et menaces»

Dans une lettre d'information destinée aux membres, sept responsables, réunis autour de la coprésidente démissionnaire Prisca Guanter, livrent quelques détails évocateurs. «Après de nombreux événements graves, nous avons décidé, le cœur lourd, de nous retirer. Les méthodes de travail, les conceptions du travail d'équipe, des processus et des engagements sont trop différentes», écrivent-ils.

«Nous ne voulons pas être insultés ou menacés quand nous exprimons un point de vue qui ne plaît pas. Nous ne tolérons pas non plus que les portes claquent ou que les réunions s'interrompent brutalement. Il est intolérable que le serveur de notre association, l'outil de travail de notre secrétariat, soit

mis hors service pour faire une démonstration de force. Trop, c'est trop!»

L'acte de décès des Amis de la Constitution n'est pas encore paraphé. Ses membres en décideront. Mais la fin semble proche, pour différents motifs. «Ce mouvement est clairement né avec le covid, et ce n'est pas vraiment une surprise qu'il soit mort avec la fin des restrictions sanitaires, car c'était sa principale raison d'être», constate Nenad Stojanovic, professeur au Département de science politique et relations internationales à l'Université de Genève et spécialiste des processus de démocratie participative.

Ils ont inquiété les autorités

Difficulté supplémentaire, ses dirigeants répondaient de sensibilités plutôt disparates, classés tantôt à la droite dure, tantôt du côté écologiste. «Les Amis de la Constitution avaient soutenu le référendum contre les mesures policières antiterroristes, puis contre

l'aide aux médias. Cela les a rapprochés de camps politiques opposés, et leurs dirigeants provenaient d'horizons idéologiques différents», relève le politologue. Pas facile de durer sur le long terme.

Très présents dans les débats précédant les deux votations populaires (perdues) contre la loi covid, les Amis de la Constitution ont alors inquiété les autorités. «S'ils disparaissent, ce sera une perte pour le débat public. Ils remplissaient une fonction d'aiguillon et étaient capables de faire aboutir une récolte de signatures pour un référendum (50 000 paraphes)», observe Jean-Luc Addor, conseiller national UDC (VS).

Vers une extinction rapide?

Elu d'un parti ayant aussi combattu la loi covid et le certificat vaccinal, il ne se réjouit pas de l'élimination d'un concurrent potentiel. «Nous avons bien collaboré sur certains sujets et je les voyais plutôt comme une stimulation.» Pour se maintenir, le mouvement a «peut-être manqué d'un chef, de cadres au bénéfice d'une expérience politique. On peut supposer un problème de structuration, même si je n'ai pas de diagnostic péremptoire à poser.»

Cela dit, être un mouvement citoyen ne rime pas forcément avec extinction rapide. Le professeur Nenad Stojanovic soulève l'exemple d'Opération Libero, née pour s'opposer (avec succès) à l'initiative de mise en œuvre de l'UDC sur le renvoi des étrangers criminels, et qui existe encore. «Elle s'est par la suite engagée sur d'autres fronts, avec comme dénominateur commun la lutte contre l'isolement international de la Suisse.» Une préoccupation qui reste d'actualité.

Les Amis de la Constitution se trouvent dans un autre cas, estime leur ancienne figure Werner Boxler. «Peut-être qu'ils étaient avant tout destinés à rappeler les fondements de la Constitution et les droits civiques, dans le contexte des mesures restrictives de la loi covid. Ils sont donc arrivés au bout de leur mission.» ■

Un élu vaudois questionne la présence de son canton sur les réseaux sociaux

INTERNET A la suite des scandales qui secouent les géants Facebook et Twitter, le député des Vert-e-s David Raedler interpelle le Conseil d'Etat sur ses actions relatives à ces plateformes numériques

YAN PAUCHARD
@yanpauchard

La planète internet est aujourd'hui secouée comme rarement depuis le retentissant rachat de Twitter par le milliardaire Elon Musk, qui multiplie les interventions déstabilisatrices. Une acquisition qui pose de nombreuses questions, tout comme les scandales, en matière de protection des données, qui ont récemment entaché l'entreprise Meta (pour Meta Platforms Inc.).

Le géant américain est omniprésent avec ses populaires plateformes que sont Facebook, Messenger, Instagram et WhatsApp. A la lumière de ce contexte, le député écologiste David Raedler estime urgent que le canton de Vaud réfléchisse à sa présence sur ces réseaux sociaux.

Ce mardi, devant le Grand Conseil, il développera un postulat au nom de son groupe des Vert-e-s vaudois-e-s, avec demande de renvoi à une commission.

«L'objectif de mon intervention est d'interpeller le Conseil d'Etat, lui demandant d'établir un rapport lié à la présence du canton de Vaud sur les

applications, réseaux et plateformes numériques, explique David Raedler. Grâce à un tel travail, nous disposerons enfin de chiffres sur les apports de cette communication numérique, qui pourront servir de base à une réflexion plus générale.»

Dans un premier temps, le député avait envisagé une intervention plus contraignante demandant la suppression ou la limitation de certains comptes, avant de nuancer son pro-

«Il ne faut pas oublier que ces réseaux appartiennent à des entreprises privées»

DAVID RAEDLER, DÉPUTÉ ÉCOLOGISTE AU GRAND CONSEIL VAUDOIS

pos. «Je suis conscient de l'utilité de ces réseaux sociaux, admet le député, par exemple pour promouvoir l'image du canton et attirer des touristes ou afin de permettre à la police cantonale de diffuser rapidement des informations.»

Ces apports avérés des réseaux sociaux ne doivent cependant pas, aux yeux de David Raedler, faire oublier l'importance d'une réflexion sur la pratique d'une entité publique comme

le canton de Vaud, qui doit garder un devoir d'exemplarité. Pour l'avocat de profession, «il y a une balance des intérêts à effectuer entre une présence parfois utile sur ces réseaux et le rôle malheureusement actif que l'on joue en communiquant sur ces plateformes, permettant à celles-ci de perfectionner leurs algorithmes et en accroissant ainsi notre dépendance à celles-ci. Car au final, il ne faut pas oublier que ces réseaux appartiennent à des entreprises privées et nous nous retrouvons, comme dans le cas de Twitter, à la merci des aléas de leur rachat.»

Opter pour des réseaux alternatifs?

En parallèle, l'élu lausannois souhaiterait que l'administration évalue l'opportunité d'être davantage active sur les réseaux sociaux dits alternatifs. «Ils sont certes plus petits, mais constituent une alternative réelle, viable et respectueuse de la sphère privée. L'on peut citer en exemple les réseaux Mastodon (alternative à Twitter), Ello (alternative à Facebook), EyeEm ou PixelFed (alternatives à Instagram)», écrit ainsi David Raedler dans le texte de son postulat.

Et de conclure que, finalement, chacun devrait mener cette réflexion pour lui-même. Personnellement, David Raedler s'est retiré de plusieurs réseaux sociaux. ■

Genève cherche procureurs hors canton

JUSTICE L'affaire des écoutes a ravivé les tensions et rappelé au Grand Conseil qu'il devait élire quatre procureurs extraordinaires pour pouvoir mettre en œuvre la nouvelle loi permettant d'externaliser certaines enquêtes très spécifiques

FATI MANSOUR
@fatimansour

Ceux qui pensaient que le climat politico-judiciaire genevois avait retrouvé un semblant de calme peuvent déchanter. La récente affaire des écoutes, impliquant des conversations entre des promoteurs et leurs avocats, a ressuscité toutes les amertumes et ravivé une sorte de méfiance viscérale envers le Ministère public. Cette nouvelle fièvre vient aussi de sortir de sa torpeur le Bureau du Grand Conseil qui, pressé par la défense des prévenus surveillés, annonce ce lundi sa décision d'initier le processus de désignation de quatre procureurs extraordinaires. La loi, prévoyant cette institution encore inconnue du canton, était entrée en vigueur au mois d'août sans susciter le moindre empressement.

Les nouvelles dispositions visent à doter Genève d'un mécanisme déjà éprouvé (avec plus ou moins de bonheur) ailleurs en Suisse et qui consiste à permettre la nomination de procureurs hors canton pour instruire certaines procédures bien spécifiques. A l'origine, les initiateurs du projet, mus par les déboires de Simon Brandt et d'autres élus, voulaient l'étendre très largement aux affaires impliquant des personnalités publiques et surtout politiques. Le périmètre a ensuite été restreint aux cas où un magistrat du Ministère public doit être entendu en qualité de prévenu ou de partie plaignante, et ce, afin d'assurer une apparence d'impartialité. Il s'agit ainsi d'éviter toute suspicion de favoritisme lorsqu'un procureur traite d'une procédure impliquant un collègue.

Pool de quatre

La loi prévoit donc le recours obligatoire à un procureur extraordinaire dans les cas où un magistrat du parquet est une partie à la procédure. La loi offre aussi la possibilité au procureur général ou à un premier procureur, lorsqu'il existe des circonstances extraordinaires qui le justifient, de demander la désignation de ce magistrat extraordinaire. Ces cas de figure bien particuliers, qui ne peuvent être prévus et donc décrits à l'avance dans une loi, sont laissés à l'appréciation du Ministère public.

Enfin, pour éviter certaines mauvaises surprises déjà expérimentées ailleurs, le parlement a opté pour la formule d'une sorte de pool permanent de quatre procureurs extraordinaires. Ces personnes ne doivent pas être d'anciens magistrats mais exercer encore dans un autre canton ou au sein du parquet fédéral, histoire d'être au fait des subtilités du code. Les candidats à cette fonction doivent être élus par le Grand Conseil (c'est la procédure de recrutement initiée ce jour). Ensuite, c'est le président du Conseil supérieur de la magistrature qui désigne l'un d'eux et lui attribue l'enquête.

Flou artistique

Tout ce processus va évidemment prendre du temps. Le communiqué du président du Grand Conseil, Jean-Luc Furni, évoque «dans les meilleurs délais, en conformité avec les délais légaux». Et son application à cette affaire d'écoutes semble encore très incertaine. La demande de récusation des inspecteurs qui ont procédé aux transcriptions controversées doit être traitée par un collègue

Il s'agit d'éviter toute suspicion de favoritisme lorsqu'un procureur traite d'une procédure impliquant un collègue

composé du procureur général et des premiers procureurs. Ce cas de figure ne fait d'ailleurs pas partie des conditions obligatoires de nomination d'un procureur extraordinaire.

Quant à d'éventuelles poursuites pénales, cela reste de la musique d'avenir. La Chambre pénale d'appel, priée par la défense de dénoncer les faits, s'y est refusée et a indiqué qu'il n'y avait, en l'état, pas trace de la commission d'une infraction. Certes, les personnes concernées peuvent toujours porter plainte et ne s'en priveront sans doute pas. Enfin, la Chambre pénale de recours, appelée à trancher la requête de récusation de la procureure chargée de ce dossier explosif, prendra plusieurs mois avant de donner un premier éclairage solide à ce scénario encore bancal. ■

Une pièce de monnaie de 1741 a trouvé un acheteur

NUMISMATIQUE Cet objet rarissime a été vendu aux enchères lundi à Genève pour 854000 francs

ATS

Une pièce de monnaie suisse datant de 1741, dont il n'existe que trois exemplaires connus au monde, a été vendue aux enchères lundi à Genève pour 854000 francs, commission comprise, indique la société Numismatica Genevensis. La pièce est un multiple de 20 ducats.

Il s'agit de la plus importante monnaie suisse jamais frappée, précise la maison spécialisée dans la numismatique. La pièce a été acquise par un enchérisseur qui a tenu à garder l'anonymat. Sur une face, elle présente la ville de Bâle vue depuis le sud-est, montrant le pont sur le Rhin et deux barques. Sur le revers de la pièce est gravé un basilic, le symbole du pouvoir royal. L'animal légendaire, toutes ailes déployées, serre dans sa patte gauche les armoiries de la ville rhénane. ■

Avant la Lune, cap sur les Canaries

ESPACE Pour anticiper leurs prochaines missions d'exploration sur d'autres planètes, les astronautes ont besoin de renforcer leurs savoirs et compétences en géologie. Les paysages uniques de l'île de Lanzarote en font un terrain d'entraînement privilégié

STÉPHANY GARDIER, LANZAROTE

L'archipel des Canaries, situé dans l'Atlantique Nord au large du Sahara occidental, est surtout connu pour ses conditions météorologiques clémentes tout au long de l'année, qui en font une destination prisée de nombreux touristes. Beaucoup seraient surpris d'apprendre qu'alors qu'ils siroient un cocktail les pieds dans l'eau des astronautes se forment à quelques kilomètres de là, pour se préparer à de prochaines missions sur la Lune.

C'est à Lanzarote, l'île la plus au nord de l'archipel, que l'astronaute américaine Stéphanie Wilson et son confrère de l'European Space Agency (ESA) Alexander Gerst sont venus cette semaine pour développer leurs connaissances et leurs compétences en géologie, via le programme Pangaea.

Il semble loin ce jour de juillet 1969 où la terre entière avait les yeux braqués sur trois Américains prêts à inscrire leurs noms au panthéon de la conquête spatiale en foulant pour la première fois le sol lunaire. Et pourtant, plus de cinquante ans plus tard, la Lune est de nouveau un objectif pour les agences spatiales, en premier lieu la NASA dont le programme Artemis est censé ramener des astronautes sur l'astre dans les prochaines années. Prévu pour l'été 2022, le lancement de la première fusée (inhabitée) avait été reprogrammé ce 14 novembre, mais il a dû être de nouveau repoussé. Il ne fait cependant guère de doute que dans un futur proche la Lune sera de nouveau l'objet d'explorations humaines.

Cependant, depuis les dernières missions Apollo, au début des années 1970, les formations des astronautes ont évolué et étaient moins tournées vers le travail scientifique de terrain. «Les astronautes sont habitués à réaliser beaucoup d'expériences scientifiques quand ils séjournent dans la Station spatiale internationale (ISS) mais reproduire en apesanteur des protocoles prévus et répétés sur terre n'a rien à voir avec explorer des terrains inconnus, «avoir l'œil» pour repérer des éléments potentiellement intéressants, reconnaître



Les astronautes européens et américains profitent des paysages arides de l'île de Lanzarote pour développer leurs connaissances et leurs compétences en géologie, notamment en volcanisme. (TINAJO, 10 NOVEMBRE 2022/BORJA SUAREZ/REUTERS)

des signes de vie dans des roches ou choisir un terrain pour poser un véhicule spatial», explique au *Temps* Loredana Bessone, responsable et cofondatrice du programme Pangaea développé avec l'ESA.

Paysages lunaires et bioconservation

Venir aux Canaries pour se préparer à aller sur la Lune? Ceux qui se sont déjà rendus à Lanzarote ne seront pas vraiment surpris. C'est un sentiment qui saisit dès la sortie de l'aéroport d'Arrecife, ville principale de l'île: Lanzarote semble être un morceau de Lune tombé au milieu de l'océan Atlan-

tique! Si des palmiers et des majestueux cactus égaient les zones touristiques de bord de mer, une poignée de kilomètres suffit à entrer dans des paysages arides.

Les éruptions des nombreux volcans de l'île ont formé un sol de basalte dans lequel rares sont les traces de vie. Un environnement atypique, extrême, à quelques heures seulement de l'Europe continentale, qui a séduit les responsables du programme Pangaea, qui ont fait de l'île une des quatre étapes de leur formation. Les autres sessions d'entraînement se déroulent sur des sites en Italie, en Allemagne et en Norvège. «Chaque site per-

met de développer un domaine de la géologie particulier, ici évidemment c'est le volcanisme. L'Islande était une autre destination possible mais Lanzarote a l'avantage d'être accessible toute l'année et de présenter un état de préservation géologique et biologique excellent», justifie Loredana Bessone. «La Norvège, c'est parfait pour simuler la «face blanche» de la Lune, et ici nous sommes complètement dans la «face noire». Je pense que ces paysages auraient évoqué des souvenirs aux astronautes d'Apollo!»

Alexander Gerst, astronaute allemand qui a notamment assuré le commande-

ment de la Station spatiale internationale (ISS) en 2018, ne sait pas s'il aura un jour la chance de fouler à son tour le sol lunaire, mais il se réjouit qu'Artemis «ramène bientôt des humains sur la Lune» et pour lui il ne fait aucun doute que «très bientôt des Européens y travailleront».

Se confronter à la réalité du terrain

Dans l'attente, il en profite pour compléter sa formation scientifique déjà riche. C'est au cœur du Géoparc de Lanzarote, avec le volcan El Cuervo en arrière-plan, qu'il partage lors d'une conférence de presse ce qu'il a ressenti en arrivant à Lanzarote: «Mon cœur s'est mis à battre plus vite quand j'ai découvert ces paysages!» Vulcanologue de formation, l'astronaute qui a parcouru le monde dans le cadre de ses recherches avant de rejoindre l'ESA avoue les yeux pétillants: «J'aime tout simplement les volcans. Etre dans un paysage comme ça, c'est comme revenir à la maison.»

Spécialiste de la géophysique des volcans, l'astronaute a profité de cette session pour explorer des savoirs et savoir-faire en géologie plus éloignés de sa formation initiale. Durant une semaine, il a arpenté les sols basaltiques et les volcans de Lanzarote avec sa consœur Stéphanie Wilson, sous l'œil attentif des scientifiques de Pangaea. «Nous avons fait en sorte d'associer tous les jours des cours théoriques et des sorties pour qu'ils puissent mettre en pratique ces nouvelles connaissances et se confronter à la réalité du terrain», détaille Loredana Bessone. «C'est très important car en géologie on doit voir et toucher pour vraiment apprendre. On espère que grâce à ce training ils deviennent non pas des experts, mais de vrais «petits géologues», capables d'interagir avec les experts restés sur terre.»

Lanzarote, petit bout de Lune sur terre, pourra peut-être bientôt «rencontrer» sa grande sœur: il se murmure que des échantillons des roches de l'île pourraient faire partie du voyage lors de prochaines missions interplanétaires... ■

Les rats, comme les humains, ont le sens du groove

MUSIQUE Lorsqu'ils entendent de la musique dont le rythme est autour de 120 battements par minute, les rats battent la mesure avec leur tête, de la même manière que les humains

AURÉLIE COULON
@AurelieCoulon

La musique est bonne... Le pied tape le rythme sur le sol, la main bat la mesure sur la cuisse et la tête suit le mouvement. Vous êtes pris par le groove du morceau que vous écoutez. En termes savants, vous êtes en synchronisation rythmique. Il est fort probable que cette musique perçue comme entraînante ait un tempo autour de 120 battements par minute (BPM). Car les scientifiques ont démontré il y a plusieurs années que les humains avaient une préférence pour ce tempo-là, induisant naturellement des mouvements répétés et associé à une sorte de «fréquence naturelle» du corps humain.

Ce rythme est d'ailleurs fréquemment utilisé dans les compositions musicales, de la musique classique à la pop. Mais est-ce que l'espèce humaine est la seule à avoir un tempo préféré et à bouger dessus? Un ingénieur japonais et ses collègues se sont posé la question, et ils ont été surpris de voir que des rats en laboratoire avaient eux aussi la même préférence rythmique.

Les rats japonais ont été filmés en train d'écouter trois morceaux de musique différents: la *Sonate pour deux pianos en ré majeur KV*

448 (132 BPM) de Mozart, *Born This Way* de Lady Gaga (124 BPM) et *Another One Bites the Dust* de Queen (110 BPM). «La synchronisation rythmique était plus visible dans une posture bipède, raconte Hirokazu Takahashi, ingénieur et professeur au département de mécano-informatique de l'Université de Tokyo, qui a dirigé l'étude publiée ven-

«Nous avons été surpris de découvrir que la tête des rats bougeait en rythme avec la musique à 132 battements par minute»

HIROKAZU TAKAHASHI, PROFESSEUR À L'UNIVERSITÉ DE TOKYO

dredi dernier dans la revue *Science Advances*. Mais dans la posture normale des rats, c'est-à-dire sur leur quatre pattes, le mouvement synchronisé n'était pas très évident visuellement. C'est pourquoi nous avons décidé de poser un accéléromètre sur la tête des rats pour obtenir des mesures précises de leurs mouvements.»

Préférence pour le tempo original

Dans une première expérience utilisant ces capteurs, les chercheurs japonais ont diffusé des extraits de 60 secondes de la sonate de Mozart à quatre tempos différents: l'original à 132 BPM, la même musique mais ralentie à 99 BPM, et deux extraits accélérés, deux et

quatre fois plus rapides. «Grâce aux mesures des accéléromètres, nous avons été surpris de découvrir que la tête des rats bougeait effectivement en rythme avec la musique à 132 BPM.» Les mouvements chez les rats observés au tempo original – et seulement à ce tempo – sont corrélés de manière significative à ceux des humains.

Dans une deuxième expérience, l'équipe japonaise s'est intéressée aux neurones des rats qui écoutent de la musique, pour tester le lien entre cerveau et mouvements du corps. Les chercheurs ont implanté un microréseau porteur d'une centaine d'électrodes directement dans le cortex auditif des rongeurs pour enregistrer son activité. Puis ils leur ont diffusé encore une fois les quatre extraits de tempos différents de la sonate de Mozart.

«Nous avons calculé ensuite le ratio entre le nombre de décharges électriques qui tombent en rythme et celles qui tombent à côté, explique Hirokazu Takahashi. Et nous avons obtenu la meilleure synchronisation – entre l'activité neuronale et le rythme de la musique

– pour le tempo de 132 BPM.» Ces résultats confirment l'hypothèse émise par les auteurs selon laquelle la synchronisation rythmique a une origine cérébrale.

«Selon nous, les rythmes des neurones activés par la musique sont similaires à travers les espèces, alors que ceux du corps peuvent différer, affirme le chercheur japonais. Les humains présentent une synchronisation des rythmes à grande échelle parce que la musique autour de 120 BPM entraîne à la fois les rythmes du cerveau et du corps. La synchronisation est plus discrète chez les rats parce que leur corps est moins adapté pour bouger de manière synchrone aux battements de 120 BPM, bien que leur cerveau le fasse.»

«Cette étude est intéressante car elle rapproche des résultats obtenus chez deux espèces différentes, l'humain et le rat. Chez ces deux animaux, les mesures des mouvements de la tête sont comparables et les scientifiques font le lien avec l'activité neuronale, commente Sylvie Nozaradan, professeure à l'Institut de neurosciences de l'Université catholique de Louvain n'ayant pas participé à l'étude. Les études précédentes se sont concentrées sur les mouvements de la main, du pied ou de la patte – ce qui semble plus intuitif par rapport à la danse – chez des animaux entraînés à répondre à un rythme. Mais elles sont passées à côté de ces petits mouvements implicites de la tête de ces rongeurs non entraînés, repérés grâce à un système de captation plus fin.»

La chercheuse, spécialiste de l'effet de la musique sur le corps humain, soulève cependant une limite à cette étude. «Les auteurs n'ont pas analysé en détail la musique utilisée. Il se pourrait que le tempo soit marqué et prédominant en termes sonores, comme une batterie qui fait 'boum-tchak', soulève-t-elle. Ce phénomène pourrait générer une activité neuronale liée au niveau sonore plutôt qu'à la perception du tempo. Ce serait intéressant

de faire l'expérience avec des styles de musique où le rythme est plus abstrait et implicite – comme dans le jazz ou la musique afro-cubaine – et qui sont pourtant très dansants pour l'humain.»

L'être humain est capable d'extraire le tempo d'une musique synchrone, moins marquée rythmiquement, et de swinguer dessus, de danser. Reste encore à confirmer si le rat est capable de faire ce décryptage. ■

PUBLICITÉ

INVITATION CONFÉRENCE

Recyclage et construction durable: une formule d'avenir

Mardi 29 novembre 2022
17h00 - 19h15

INSCRIPTION



Fédération des Entreprises Romandes Genève



FONDS DE PLACEMENT

Fournis par: Swiss Fund Data AG en collaboration avec SIX Financial Information AG

PUBLICITE

Ordre des informations de fonds: Nom du fonds, monnaie comptable du fonds, Conditions d'émission / rachat, Particularités, Valeur d'inventaire, prix d'émission ou cours de clôture (valeurs du lundi, 14.11.2022, indication des fluctuations de cours voir particularités), Performance 2022 en %

BONHÖTE BCV

Fonds en obligations	
Bonhôte Asym.-Oblig.(CHF) B (CHF)	CHF 3/1a 86.97 -2.7
Bonhôte Sel.-Obl HR Multi-Fds (CHF)	CHF 4/2a 80.80 -8.6

Fonds en actions	
Bonhôte Sel. Glob Emerg MF (CHF)	CHF 4/2a 106.19 -31.2
Bonhôte Str.-Megatrend ESG I (USD)	USD 1/1a 96.00 -

Fonds d'allocation d'actifs	
Bonhôte Impact Fund I-CHF	CHF 3/2a 96.77 -15.8

Fonds immobiliers	
Bonhôte-Immobilier SICAV - BIM	CHF 2/2 132.50 -18.2

Investissements alternatifs	
B. Alter. Multi-Performance Cl. (CHF)	CHF 4/2a12905.00-10.1
B. Alter. Multi-Performance Cl. (EUR)	EUR 4/2a 9300.00-10.0
B. Alter. Multi-Performance Cl. (USD)	USD 4/2a11752.00 -8.8

Autres fonds	
Bonhôte Asym.-GI (CHF) B (CHF)	CHF 3/1a 94.11 -8.2
Bonhôte Strategies-Monde (CHF)	CHF 4/4a 127.81 -13.9

SYNCHRONY Funds

Fonds en obligations	
Synchrony (LU) World Bonds (CHF) A	CHF 1/1e 90.23 -8.4
Synchrony (LU) World Bonds (EUR) A	EUR 1/1e 94.60 -11.5
Synchrony LPP Bonds B	CHF 1/1e 99.95 -10.3
Synchrony Swiss Government Bonds	CHF 4/3e 89.31 -13.6

Fonds en actions	
Synchrony (LU) HighDiv US Stocks A	USD 1/1e 142.86 -3.4
Synchrony (LU) HighDivEuroP.St. A	EUR 1/1e 100.67 -6.4
Synchrony (LU) Silk Road ZS A	USD 1/1e 98.98 -19.0
Synchrony (LU) Swiss All Caps (CHF) A	CHF 1/1e 143.57 -21.0
Synchrony (LU) Swiss All Caps (CHF) A	EUR 1/1e 138.90 -16.1
Synchrony (LU) SwissSm&MidCaps A	CHF 1/1e 128.86 -23.8
Synchrony (LU) World Equity (EUR) A	EUR 1/1e 182.84 -16.5
Synchrony All Caps CH A	CHF 1/1e 129.17 -19.6
Synchrony Europe Equity A	EUR 4/3f 85.56 -19.1
Synchrony High Div. Swiss Stocks A	CHF 1/1e 122.16 -3.9
Synchrony High Gr. Econ.Equity A	USD 4/3f 87.91 -29.3
Synchrony Small & Mid Caps CH A	CHF 1/1e 135.11 -23.0
Synchrony Swiss Equity A	CHF 4/3e 98.70 -16.2
Synchrony US Equity A	USD 4/3e 148.25 -16.8

Fonds d'allocation d'actifs	
Synchrony (CH) Balanced (CHF)	CHF 2/1f 133.04 -12.4
Synchrony (CH) Balanced (EUR)	EUR 2/1f 134.32 -9.4
Synchrony (CH) Defensive (CHF)	CHF 2/1f 93.20 -9.8
Synchrony (CH) Dynamic (CHF)	CHF 1/1f 117.62 -14.8
Synchrony (CH) Guardian (CHF)	CHF 1/1f 94.40 -10.1
Synchrony (CH) World Equity (CHF)	CHF 1/1f 130.48 -18.7
Synchrony (LU) Balanced (EUR) A	EUR 1/1e 126.53 -11.3
Synchrony (LU) Dynamic (EUR) A	EUR 1/1e 153.46 -13.3
Synchrony LPP 25 B	CHF 1/1f 114.92 -12.9
Synchrony LPP 40 B	CHF 1/1f 118.84 -13.8
Synchrony LPP 40 ESG B	CHF 1/1f 107.79 -16.8
Synchrony LPP 80 B	CHF 1/1f 119.82 -16.3

Fonds immobiliers	
Synchrony Global RE Eco. Sec. Fd. A	CHF 1/1 121.49 -25.6

CIC

Fonds en obligations	
CIC CH - BOND CHF «PRIMUS» AKL B	CHF 3/3f 92.94 -9.0
CIC CH - CONVERT BOND AKLB	EUR 3/3f 1167.01 -19.1
CIC CH - CONVERT BOND AKLC	CHF 3/3f 99.23 -19.3
CIC CH - CORP BD EUR - SWIF AKLB	EUR 3/3f 758.03 -13.4

Fonds en actions	
CIC CH - EQUITY CHF «Primus» AKLB	CHF 3/3f 198.32 -17.6

Fonds d'allocation d'actifs	
CIC CH - STRATEGY (CHF) AKLB	CHF 3/3f 967.41 -15.1

BBGI GROUP Global Investments

Autres fonds	
BBGI - Equit. Sw. Behavior. Value	CHF 1/1e 151.20 -11.4
BBGI - Swiss Phys. Gold Cl CHF	CHF 1/1e 96.80 -1.2
BBGI - Swiss Phys. Gold Cl CHF Hdg.	CHF 1/1e 70.20 -6.8
BBGI - Swiss Phys. Gold Cl EUR	EUR 1/1e 126.80 4.7
BBGI - Swiss Phys. Gold Cl EUR Hdg.	EUR 1/1e 75.60 -6.8
BBGI - Swiss Phys. Gold Cl USD	USD 1/1e 97.40 -4.6
BBGI Commodities (USD) A	USD 1/1e 107.80 17.6
BBGI Natural Resources (USD)	USD 1/1e 180.80 14.5
BBGI Share Alternative Energy (USD)	USD 1/1e 103.90 -5.9
BBGI Tactical Switzerland A	CHF 2/1e 124.00 -3.4

Fonds d'allocation d'actifs	
BCV Actif Balancé (CHF) ESG	CHF 1/1f 93.96 -10.8
BCV Actif Défensif (CHF) ESG	CHF 2/1f 85.85 -9.3
BCV Actif Offensif (CHF) ESG	CHF 2/1f 88.69 -12.9
BCV Actif Sécurité (CHF) ESG	CHF 2/1f 88.09 -7.5
BCV Stratégie Actions Monde ESG	CHF 2/1f 121.26 -14.3
BCV Stratégie Dynamique ESG	CHF 2/1f 99.59 -13.1
BCV Stratégie Equipondéré ESG	CHF 2/1f 150.77 -10.5
BCV Stratégie Equipondéré ESG Imp.	CHF 2/1f 93.36 -13.0
BCV Stratégie Obligation ESG	CHF 2/1f 82.96 -7.8
BCV Stratégie Revenu ESG	CHF 2/1f 106.94 -9.8

Berninvest

Fonds immobiliers	
Good Buildings SREF	CHF 5/5 127.00 -13.6
Immo Helvetic	CHF 5/5 198.90 -18.3

BLACKROCK

Fonds en obligations	
BSF Emie Mkt Sht. Dur Bd D2 USD	USD 1/1e 105.40 -
BSF Sus Fix Inc. Str D2 EUR	EUR 1/1e 125.82 -

Fonds en actions	
BGF Sys Glb Eq High Inc D2 USD	USD 1/1e 18.10 -

Autres fonds	
BSF Glb Real Asset Sec D2 USD	USD 1/1e 111.74 -

bordier 1844

Fonds en obligations	
BO Fd IV-Bordier Eur.ShTerm Bd EUR	EUR 4/4f 97.38 -9.2
BO Fd IV-Bordier USD ShTerm Bd USD	USD 4/4f 104.80 -8.3

Fonds en actions	
BO Fd IV-Bordier Core Hold Eur - EUR	EUR 4/4f 133.18 -21.4
BO Fd IV-Bordier Gbl EmMkt USD	USD 4/4f 156.35 -35.1
BO Fd IV-Bordier Sat Eq Eur - EUR	EUR 4/4f 99.29 -17.1
BO Fd IV-Bordier US Sel Eq I USD	USD 4/4f 1605.10 -17.5
BO Fd IV-Bordier US Sel Eq USD	USD 4/4f 157.57 -18.0

bwm VALUE INVESTING

Représentant pour la Suisse: LLB Swiss Investment AG	
--	--

Fonds en actions	
Classic Global Equity Fund	CHF 3/3a 493.25 -21.4
Classic Value Equity Fund	CHF 3/3e 157.55 -17.4

caceis INVESTOR SERVICES

Fonds en actions	
Swissquote Quant European Eq. A CHF	CHF 1/1e 114.54 -13.7
Swissquote Quant European Eq. A EUR	EUR 1/1e 87.04 -13.9
Swissquote Quant Swiss Eq. (CHF) A	CHF 1/1e 118.93 -16.4

CITE GESTION

Fonds d'allocation d'actifs	
WF Asset Allocation Fund A EUR	EUR 1/1f 981.23 -
WF Asset Allocation Fund A H CHF	CHF 1/1f 948.32 -9.8
WF Asset Allocation Fund A H USD	USD 1/1f 1082.13 -8.3

CREDIT SUISSE

Fonds en instruments du marché monétaire	
CS Money Market Fund CHF B	CHF 2/1f 945.61 -0.8
CS Money Market Fund EUR B	EUR 2/1f 1004.16 -0.7
CS Money Market Fund USD B	USD 2/1f 1084.22 0.5

Fonds en obligations	
CS (CH) Corporate CHF BF A	CHF 2/1f 103.71 -9.9
CS (Lux) Asia Corporate Bond Fund B	USD 2/1f 90.56 -31.4
CS (Lux) Corp ST Duration CHF BF B	CHF 2/1f 108.33 -4.6
CS (Lux) Corp ST Duration EUR BF B	EUR 2/1f 121.18 -7.1
CS (Lux) Corp ST Duration USD BF B	USD 2/1f 145.82 -5.1
CS (Lux) EM Corp IG Bd Fd B	USD 2/2f 127.49 -18.8
CS (Lux) Emerging Mkt Corp Bd Fd B	USD 2/2f 117.51 -26.4
CS (Lux) Inflation Linked CHF BF B	CHF 2/1f 113.77 1.2
CS (Lux) Swiss Franc Bond Fund B	CHF 2/1f 483.09 -7.8
CSIP (Lux) GL Bal Convertible B	USD 2/1f 156.14 -16.1
CSIP (Lux) Global Convertible Bd Fd B	USD 1/1f 140.42 -8.9

Fonds en actions

CS (CH) 130/30 Swiss Equity Fd B	CHF 2/1f 36.59 -7.9
CS (CH) Small Cap Switzerland EF A	CHF 2/4f 383.23 -26.6
CS (CH) Swiss Div Plus Eq Fd A	CHF 3/1f 14.02 -10.8
CS (CH) Swiss Div Plus Eq Fd B	CHF 3/1f 21.06 -8.3
CS (CH) Swisssec EF B	CHF 2/1f 515.46 -10.0
CS (Lux) Digit. Health Eq Fd B USD	USD 2/2f 614.25 -33.4
CS (Lux) Europ Div Plus EQ B	EUR 2/1f 20.36 -5.8
CS (Lux) Europ.Ent.Eq.Fnd B EUR	EUR 2/1f 3687.04 -22.6
CS (Lux) EZ Qual. Grth Eq Fd B	EUR 2/1f 17.91 -16.5
CS (Lux) EZ Qual. Grth Eq Fd UB	EUR 2/1f 13.97 -16.0
CS (Lux) GL Div Plus EQ B	USD 2/1f 20.82 -10.4
CS (Lux) Global Value EF B EUR	EUR 2/1f 13.08 -4.4
CS (Lux) Infrastruct Eq Fd B	USD 2/2f 198.08 -11.9
CS (Lux) Japan Value Equity B JPY	JPY 2/1e 2484.00 5.7
CS (Lux) S&M Cap Germany EF B EUR	EUR 2/1f 2790.90 -28.1
CS (Lux) Security Equity Fd B	USD 2/1f 36.47 -21.6
CS EF (CH) S&M Cap Switz Eq Fd B	CHF 2/1f 1349.11 -22.0

Fonds d'allocation d'actifs

CS (CH) Int. & Div. Focus Bal CHF UB	CHF 2/1f 109.39 -10.2
CS (CH) Int. & Div. Focus Growth CHF UB	CHF 2/1f 122.39 -10.2
CS (CH) Int. & Div. Focus Yld CHF UB	CHF 2/1f 97.13 -10.7
CS (CH) Privilege 20 CHF UB	CHF 1/1f 100.30 -8.7
CS (CH) Privilege 35 CHF UB	CHF 1/1f 102.55 -10.3
CS (CH) Privilege 45 CHF UB	CHF 2/1f 117.31 -11.1
CS (CH) Privilege 75 CHF UB	CHF 1/1f 105.64 -13.6
CS (Lux) Global High Income USD UB	USD 1/1f 172.29 -8.0
CS (Lux) Portfolio Fonds Bal EUR UB	EUR 2/1f 112.95 -12.3
CS (Lux) Portfolio Fund Bal CHF UB	CHF 2/1f 110.78 -14.1
CS (Lux) Portfolio Fund Bal USD UB	USD 2/1f 121.83 -16.7
CS (Lux) Portfolio Fund Growth CHF UB	CHF 2/1f 122.86 -15.6
CS (Lux) Portfolio Fund Growth EUR UB	EUR 2/1f 123.93 -12.4
CS (Lux) Portfolio Fund Growth USD UB	USD 2/1f 131.35 -19.1
CS (Lux) Portfolio Fund Yld CHF UB	CHF 2/1f 101.10 -13.0
CS (Lux) Portfolio Fund Yld EUR UB	EUR 2/1f 103.92 -12.3
CS (Lux) Portfolio Fund Yld USD UB	CHF 2/1f 112.29 -14.6
CS (Lux) Sys Index Fund Bal CHF UB	CHF 2/1f 111.27 -13.1
CS (Lux) Sys Index Fund Growth CHF UB	CHF 2/1f 122.38 -14.6
CS (Lux) Sys Index Fund Yld CHF UB	CHF 2/1f 101.29 -12.2

Fonds immobiliers

Credit Suisse 1a Immo PK	CHF 5/5e 114.05 -21.6
CS Real Estate Fund International	CHF 5/5e 755.00 -28.4
CS Real Estate Fund LogisticsPlus	CHF 5/5e 111.00 -26.0
CS REF Green Property	CHF 5/5e 125.00 -29.4
CS REF Hospitality	CHF 5/5e 60.90 -23.6
CS REF Interswiss	CHF 5/5e 163.90 -15.6
CS REF LivingPlus	CHF 2/1e 132.70 -27.1
CS REF Slat	CHF 5/5e 194.10 -21.9

Investissements alternatifs

CS (Lux) Capital Allocation UB USD	USD 1/1f 105.96 -15.2
CS (Lux) Prima Multi-Strat. B EUR	EUR 2/1a 93.72 -8.8
CS (Lux) S&M Cap Alpha L/S B	EUR 2/1a 154.61 -10.1
CS Comm. Fd Plus (CH) USD BH CHF	CHF 2/1f 136.66 15.3

Autres fonds

CS (CH) Swiss Real Estate Sec Fd A	CHF 2/1f 16.99 -15.3
CS (Lux) Com Idx PI USD Fd B	USD 2/1f 75.48 17.0
CS (Lux) Commodity Allocation B	USD 2/1f 79.94 16.1
CSIPI(Lux) Conv Int Bond Fund A CHF	CHF 2/1f 251.50 -15.0

Fonds en actions

Cadmos - Emg Mkts Enga B	USD 2/1a 171.21 -31.8
Cadmos - Peace Eur Eng B	EUR 2/1e 175.18 -18.7
Cadmos Swiss Engagement B	CHF 4/4e 196.47 -22.2
ENETIA Energy Infrass. Fund A CHF	CHF 2/1f 125.20 1.4
ENETIA Energy Infrass. Fund A EUR	EUR 2/1f 123.28 6.6
ENETIA Energy Infrass. Fund I CHF	CHF 2/1f 17274.65 1.8
ENETIA Energy Infrass. Fund I EUR	EUR 2/1f 16859.97 7.1
ENETIA Energy Transition Fund A EURh	EUR 2/1f 156.30 -10.6
ENETIA Energy Transition Fund I EURh	EUR 2/1f 16323.32 -10.1
White Fleet IV-Ri. St. B (USD)	USD 1/1f 38.49 -56.8
White Fleet IV-Sec.Trds B (CHF hdg)	CHF 1/1f 115.42 -38.4
White Fleet IV-Sec.Trds B (EUR hdg)	EUR 1/1f 115.29 -38.4
White Fleet IV-Sec.Trds B (USD)	USD 1/1f 155.15 -36.2

Fonds d'allocation d'actifs

Cadmos Balanced CHF B-Dist	CHF 4/4e 116.51 -17.7
----------------------------	-----------------------

Edmond de Rothschild Real Estate SICAV

Fonds immobiliers	
ERRES Swiss A-CHF	CHF 4/4 134.40 -19.5

ethos

Fonds en actions	
Vontobel(CH)-EthosEqSwissM&S A	CHF 4/1e 466.50 -18.6

GADD & Cie S.A.

Fonds d'allocation d'actifs	
GADD SMP Fnd CHF	CHF 1/1e 2029.95 -7.0

GLAM Investments

Fonds en actions	
Konwave Gold Equity Fd CHF - B	CHF 2/1e 174.15 -17.8
Konwave Gold Equity Fd EUR - B	EUR 2/1e 173.57 -12.8
Konwave Gold Equity Fd USD - B	USD 2/1e 191.11 -20.8

Fonds d'allocation d'actifs

Allround QUADInvest Fund ESG - B	EUR 2/1e 195.48 -7.6
Allround QUADInvest Fund ESG - C	EUR 4/4e 145.80 -7.4
Allround QUADInvest Fund ESG - D	EUR 4/4e 207.00 -7.3
Allround QUADInvest Fund ESG - I	EUR 2/1e 146.56 -7.3
Allround QUADInvest Fund ESG - Ia	EUR 2/1e 136.67 -9.3
Allround QUADInvest Growth - C	USD 4/4e 242.79 -24.0
Allround QUADInvest Growth - D	USD 4/4e 246.34 -23.8

GENERALI INVESTMENTS

Fonds en obligations	
GENERALI Bond Fund CHF	CHF 2/1e 99.55 -11.6
GENERALI INVEST - Long Term BF	CHF 1/1e 96.70 -12.6
GENERALI Short Term Bond Fund CHF	CHF 1/1e 535.54 -4.5

Fonds en actions

GENERALI Eq Fd Switzerland A	CHF 2/1e 370.65 -14.2
------------------------------	-----------------------

Fonds d'allocation d'actifs

GENERALI Anlagefonds	CHF 2/1e 124.16 -11.1
GENERALI ESG Equity Fund C	CHF 3/1e 83.36 -19.3
GENERALI ESG Multi Asset Fund C	CHF 1/1e 89.85 -14.6
GENERALI Europe Balanced Fund CHF	CHF 2/1e 100.52 -9.5
GENERALI Europe Balanced Fund EUR	EUR 1/1e 140.61 -10.1
GENERALI INVEST - Risk Control 1	CHF 3/1e 90.60 -7.9
GENERALI INVEST - Risk Control 2	CHF 3/1e 90.90 -7.9
GENERALI INVEST - Risk Control 3	CHF 3/1e 91.39 -10.3
GENERALI INVEST - Risk Control 4	CHF 3/1e 87.28 -10.6
GENERALI INVEST - Risk Control 5	CHF 3/1e 91.65 -10.1
GENERALI INVEST - Risk Control 6	CHF 3/1e 93.67 -10.2
GENERALI Multi INDEX 10	CHF 2/1e 96.02 -11.8
GENERALI Multi INDEX 20	CHF 2/1e 105.43 -11.9
GENERALI Multi INDEX 30	CHF 2/1e 114.62 -12.0
GENERALI Multi INDEX 40	CHF 2/1e 125.62 -12.1

FIR FONDS IMMOBILIER ROMAND

Fonds immobiliers	
FIR	CHF 2/2 203.00 -14.9

GUTZWILLER FUNDS

Fonds en obligations	
EG CHF Bond Fund (CHF)	CHF 1/1 91.70 -11.1

Fonds en actions	
EG European Equities (EUR)	EUR 2/1 310.90 -23.1
EG Global Equities (EUR)	EUR 2/1 202.50 -20.4
EG Swiss Equities (CHF)	CHF 2/1 57.40 -29.9
Gutzwiller ONE	USD 2/1e 485.00 -11.3

Investissements alternatifs	
Gutzwiller TWO (USD)	USD 3/1a 165.00 -6.1

IAM Independent Asset Management

Fonds en actions	
IAM European Equity - A	CHF 2/1f 1199.30 -14.1
IAM Global Equity - A	CHF

Economie & Finance

+2%

COOP ACCORDERA EN 2023 UNE HAUSSE GÉNÉRALE DES SALAIRES DE 2% POUR SES EMPLOYÉS TOUCHANT MOINS DE 4500 FRANCS PAR MOIS.
Pour les rémunérations supérieures à ce montant, elles seront ajustées individuellement, a indiqué lundi le détaillant, deuxième employeur privé de Suisse.

JEFF BEZOS
Fondateur d'Amazon
Le quatrième homme le plus riche de la planète – avec 124 milliards de dollars de fortune – a assuré à CNN lundi qu'il projetait de distribuer la majeure partie de sa richesse à des œuvres caritatives au cours de sa vie.



+4,9%

LA PRODUCTION INDUSTRIELLE EN ZONE EURO A PROGRESSÉ DE 4,9% EN SEPTEMBRE SUR UN AN, A INDIQUÉ LUNDI L'OFFICE STATISTIQUE DE L'UNION EUROPÉENNE EUROSTAT.
Sur un mois, l'augmentation a atteint +0,9% dans les 19 pays partageant la monnaie unique.

SMI	10 999,59	-1,15%	Dollar/franc	0,9415	↓
Euro Stoxx 50	3887,51	+0,49%	Euro/franc	0,9741	↓
FTSE 100	7385,17	+0,92%	Euro/dollar	1,0342	↓
			Livre st./franc	1,1052	↓
			Barel Brent/dollar	93,38	↓
			Once d'or/dollar	1771	↑

Le cyclone FTX menace les bourses cryptos

TECHNOLOGIE La magnitude des conséquences de la faillite de la deuxième plateforme mondiale d'échange de cryptomonnaies est incertaine. De nouvelles déconvenues pourraient ébranler l'écosystème

ANNE BARRAT ET SÉBASTIEN RUCHE
@AnneBarrat @sebruch

Quelle sera la prochaine sur la liste des faillites des bourses d'actifs numériques? Le verdict ne se fera pas attendre. Il est en effet probable que FTX ne soit que la première de ces plateformes à tomber faute de respecter quelque réglementation que ce soit en termes de gouvernance, de fonds propres, ou de protection des investisseurs. Pour peu que ceux-ci prennent peur et enclenchent un mouvement grégaire de retrait de leurs actifs, le cas de FTX fera boule de neige.

Les cryptomonnaies présentent toutes les caractéristiques d'un marché en devenir: des protagonistes souvent jeunes, une gouvernance légère et flexible, des risques élevés et des promesses de rendement à l'avenant. FTX en est la parfaite illustration. Elle a été fondée en 2019 par l'américain Samuel Bankman-Fried, alors âgé de 29 ans, diplômé du MIT et fort d'une première expérience chez le courtier new-yorkais

Jane Street Capital. En septembre, après trois ans d'existence, FTX, qui a son siège social aux Bahamas, était valorisée 32 milliards de dollars.

Pas un cas isolé

Deux mois après, le 11 novembre, elle était placée sous la protection du chapitre XI de la loi américaine sur les faillites. Cette nouvelle affaire découle d'une mauvaise gestion du risque et d'un problème de diversification des investissements, résume Olivier Good, analyste gérant chez Synapse, une société genevoise qui investit dans les nouvelles technologies: «Le propriétaire de FTX, Sam Bankman-Fried, possédait également un hedge fund, Alameda Research, qui a massivement emprunté auprès de FTX, environ 8 milliards de dollars, soit près de la moitié des dépôts des clients de la plateforme. Or, ce hedge fund a utilisé une grande partie de ces capitaux pour acheter le jeton émis par FTX, le FTT. La révélation de cette situation a provoqué un mouvement de panique, qui s'est amplifié

lorsque le patron de Binance a annoncé vouloir vendre ses FTT.»

FTX attirait ainsi des investisseurs – de Softbank à Sequoia en passant par le fonds de pension de l'Ontario –, utilisait leur argent sans le leur dire dans le cadre de transactions hautement risquées qu'elle garantissait avec sa propre monnaie. Le tout avec l'absolution d'un conseil d'administration

«Comment un organe de surveillance peut-il approuver qu'une entreprise mette ses propres actions comme actifs collatéraux? C'est choquant»

MATHIAS IMBACH,
DIRECTEUR GÉNÉRAL DE SYGNUM BANK

constitué de trois membres, dont Sam Bankman-Fried, ainsi qu'un avocat des Bahamas et un trader de moins de 30 ans, détaille Mathias Imbach, directeur général de Sygnum Bank: «Comment un organe de surveillance peut-il approuver qu'une entreprise mette ses propres actions comme actifs collatéraux? C'est choquant.»

L'absence de réglementation en question

Laurent Kssis, ex-directeur général de 21shares, concède que «tant qu'il n'y aura pas de ségrégation claire entre les comptes clients et ceux des plateformes de dépôt et de courtage des actifs cryptos, l'industrie verra ce genre de phénomène se reproduire.»

Une contagion serait donc à l'ordre du jour, qui touchera en tout premier lieu les entreprises liées à FTX et à Alameda Research, affectées par l'insolvabilité de ces dernières, relève Mads Eberhardt, analyste chez Saxobank.

L'onde de choc d'une telle faillite se propage habituellement via les autres

sociétés qui ont utilisé le FTT comme garantie pour leurs propres opérations ou investissements, reprend Olivier Good, de Synapse: une autre cryptomonnaie, «le solana, est par exemple lié au FTT, qu'il utilisait pour faire de la finance décentralisée, de la DeFi, ce qui explique que le solana a encore plus baissé que les autres cryptos ces derniers jours [-50%, ndr]». Le FTT servait aussi de collatéral sur la plateforme FTX pour effectuer des investissements sur d'autres cryptos avec effet de levier, à la hausse ou à la baisse: «Ils ont fait tout faux, de A à Z», résume notre interlocuteur.

Le monde crypto évolue de scandale en scandale, observe encore Olivier Good, «avec d'abord la vague des ICO, puis les stablecoins, qui ne se sont pas toujours révélés très stables. Réglementer cet espace serait souhaitable pour ramener de la gestion du risque et du bon sens dans cet univers. Dans la finance traditionnelle, de tels liens entre FTX et ce hedge fund seraient clairement illégaux.»

A Genève, un pétrolier s'offre une villa à 50 millions de francs

NÉGOCE Mike Wainwright règne désormais sur 11 000 mètres carrés à Pregny-Chambésy, avec accès privé au lac. Amateur de bolides, inquiet par la justice au Brésil, le Britannique a fait toute sa carrière au sein de la société genevoise



MIKE WAINWRIGHT
NUMÉRO DEUX
DE TRAFIGURA

MARC GUÉNIAT

Pendant que les chefs d'Etat cherchent des solutions pour décarboner la planète, à Charm el-Cheikh, les affaires des négociants en pétrole carburent à plein régime. Dopés par la crise énergétique, leurs profits se nourrissent de la volatilité des prix qui découle des turbulences actuelles, qu'elles soient militaires, politiques ou inflationnistes. Ces deux dernières années leur ont été particulièrement profitables, générant des bonus et des dividendes mirobolants pour leurs traders, souvent actionnaires de la firme dans laquelle ils évoluent.

C'est ainsi que Mike Wainwright, numéro deux de Trafigura, géant du courtage pétrolier établi à Genève, s'est offert une villa à 49,5 millions de francs à Pregny-Chambésy, commune huppée du canton. La transaction immobilière, l'une des plus importantes réalisées sur la rive droite du Léman, a été conclue le 5 octobre dernier. En 2020, la commune, qui abrite plusieurs somptueuses maisons de maître, avait enregistré une vente à 55 millions.

Un sam'suffit sur le lac

Le prix s'explique aisément: un immense parc qui s'étend sur plus de 11 000 mètres carrés, avec un accès privé au lac sur environ 160 mètres, plusieurs serres, un garage et deux habitations sont disséminés sur un domaine opportunément bap-

titisé Le Rivage. De quoi s'isoler du bruit généré par le trafic sur la route de Lausanne, qui borde la propriété.

Dans l'organigramme de Trafigura, Mike Wainwright se situe juste derrière le grand patron, Jeremy Weir. Exerçant les fonctions de directeur exécutif et de chef des opérations, il chapeaute en particulier l'informatique et

la gestion du risque, dicastère qui comprend le département de la conformité. Un rôle crucial au sein d'une firme qui effectue quotidiennement des transactions pétrolières dans des régions réputées très risquées, avec des gouvernements corrompus, que ce soit en Amérique latine ou en Afrique.

Ce mathématicien de 49 ans rejoint le groupe à l'âge de 23 ans, trois ans après sa fondation par d'anciens disciples du «roi du pétrole», Marc Rich. D'abord comptable au sein de la division pétrole, il a occupé diverses fonctions avant d'être nommé responsable des opérations en 2008. Partie de rien, la firme, qui célébrera son 30e anniversaire l'an prochain, a généré en 2021 un

chiffre d'affaires de 231 milliards de dollars et un bénéfice record de 3,1 milliards.

Dividendes record

De nationalité britannique, Mike Wainwright figure dans le classement des 300 plus riches de Suisse, avec une fortune estimée entre 100 et 200 millions par *Bilan*. Ce qui est probablement sous-évalué. Deux sources, dont un ancien cadre, avancent que Mike Wainwright posséderait entre 6 et 10% du capital de la firme. Sollicité, Trafigura ne confirme pas cette participation, se contentant de préciser que 1200 de ses 9000 employés détiennent des actions. Lesquels ont perçu un dividende record de

1,1 milliard de dollars l'an dernier.

Selon nos informations, le capital de Mike Wainwright, tout comme son rôle dans l'entreprise, a gagné en importance à la suite du décès, en 2015, de son fondateur, Claude Dauphin. Selon Trafigura, ce dernier possédait «moins de 20%» des actions, qui ont ensuite été ventilées entre les membres de sa famille et des employés. Cinq ans plus tard, la firme a racheté l'intégralité des parts des héritiers de Claude Dauphin.

Pots-de-vin

Malgré cette cession, l'épouse de Claude Dauphin ainsi que ses trois enfants sont poursuivis au Brésil «à la hauteur de leur héritage» dans le cadre d'une pro-

cedure civile relative à des pots-de-vin versés à des officiels afin d'obtenir des contrats pétroliers. Plusieurs cadres de la société genevoise sont également dans le collimateur, dont Mike Wainwright. Il lui est notamment reproché d'avoir autorisé le versement de commissions à un intermédiaire par un dirigeant de Trafigura, Mariano Marcondes Ferraz, qui a été condamné au Brésil pour corruption. Dans cette procédure, qui s'inscrit dans l'affaire Petrobras, gigantesque scandale impliquant la compagnie pétrolière du pays lusophone, la Suisse a offert son aide. Une perquisition avait été menée par le Ministère public de la Confédération en novembre 2019 au siège genevois du groupe.

Une porte-parole de Trafigura souligne que la firme nie «vigourement les allégations», précisant que la procédure est actuellement suspendue au Brésil. Elle affirme qu'un cabinet d'avocats international a été mandaté par ses soins pour passer en revue les faits et n'a trouvé «aucune base pour conclure que l'actuelle direction, incluant Mike Wainwright, ait eu connaissance ou ait été impliquée dans de prétendus paiements corruptifs en faveur d'officiels de Petrobras». Cet examen n'a pas empêché le Tribunal fédéral de considérer, en octobre, que les soupçons étaient suffisants pour justifier l'octroi de l'entraide judiciaire au Brésil.

En parallèle à sa vie professionnelle, Mike Wainwright dédie son temps libre à sa passion: la conduite de bolides. Il pilote une Porsche aux 24 Heures du Mans sous la bannière de l'équipe britannique Gulf Racing, selon sa page Wikipédia qui accorde plus d'importance à ce dada qu'à sa carrière au sein du numéro deux mondial du négoce de pétrole. ■

La BCV acquiert deux villas et perd 5 millions

IMMOBILIER La faillite d'un homme haut en couleur pousse la Banque cantonale vaudoise à racheter ses biens situés dans le village huppé de Vésenaz à Genève, qu'elle avait financés. L'histoire nous emmène en Côte d'Azur et en Russie

Pour 17,7 millions de francs, la Banque cantonale vaudoise (BCV) a fait en octobre l'acquisition de deux villas à Vésenaz, village de la commune genevoise de Collonge-Bellerive, situé sur la rive gauche du Léman. Au passage, l'établissement peut inscrire dans ses livres une perte de 5,3 millions de francs, en tant que créancier de l'ancien propriétaire, la société SI Comker SA, déclarée en faillite en septembre 2019. Voisines, les deux demeures, comportant chacune plus de 2600 mètres carrés de terrain, sont dans un état inégal: la première a été habitée et possède une piscine au sous-sol, tandis que la seconde ne dispose que des murs, des vitres et du réseau électrique, ainsi qu'un vaste garage permettant d'entreposer des voitures de collection.

L'année dernière, la BCV espérait sans doute limiter la casse, voire engranger une

plus-value, lorsque les deux propriétés ont été mises en vente au enchères par l'Office cantonal des faillites, qui les proposait à un prix respectif de 15,5 et 13,7 millions de francs. Aucun acheteur potentiel n'a semblé convaincu par cette proposition et c'est donc la banque qui reprend ces actifs. Gageons qu'elle a proscrit au passage son client, le Français Philippe Borghetti, propriétaire de la société détenant les villas. Etant soumise au secret bancaire, la BCV ne commente pas.

Transaction occulte en France

Menant grand train et amateurs de Ferrari, Philippe Borghetti s'est fait connaître en France dans une affaire qui a fait sa fortune, lui a permis d'acquérir ces propriétés à Genève et de s'y installer au forfait fiscal, avant de précipiter sa chute. En 2008, il vend une somptueuse demeure familiale à Cap d'Antibes, sur la Côte d'Azur, la Villa Hier. Prix officiel: 35 millions d'euros. Prix officieux: 127 millions d'euros.

Selon la justice française, qui a enquêté sur ce qu'elle soupçonne être une fraude fiscale, le solde a été ventilé par le truchement de

sociétés offshore au bénéfice de membres de la famille de Philippe Borghetti, qui a empoché à lui seul 61 millions. Présumé innocent, il doit être déféré en jugement.

L'acquéreur de la Villa Hier est tout aussi insaisissable. Il s'agit de la société Swiru Holding AG, une contraction de Switzerland et de Russia. Officiellement, elle appartenait à l'investisseur lucernois Alexander Studhalter. Mais la justice française a longtemps soupçonné de la riche oligarque russe Suleyman Kerimov, placé sous sanction depuis le conflit en Ukraine, en était le véritable ayant droit économique. Tous deux ont été interpellés, mis en examen avant d'être exemptés de tout reproche. Swiru a fini par signer une convention avec les autorités, acceptant une amende et un arriéré d'impôt.

Swiru Holding a fini par revendre la Villa Hier à une autre société suisse, détenue par... la fille de l'oligarque, Gulnara Karimova. C'est un avocat zougois qui est désormais aux manettes, comme le racontait *Le Temps* en septembre. Mais tout cela ne concerne plus Philippe Borghetti, ni la BCV. ■ M. GT


 ANOUCH SEYDTAGHIA
@anouch

Analyse

Faux comptes certifiés sur Twitter, vraies conséquences...

Il n'a suffi que de d'une phrase, de neuf mots. «Nous sommes ravis d'annoncer que l'insuline est désormais gratuite», annonçait jeudi dernier le groupe pharmaceutique américain Eli Lilly sur Twitter. Ou, plus exactement, un compte se faisant passer pour cette multinationale, l'un des leaders mondiaux de production de l'insuline. Des petits malins avaient non seulement réussi à créer sur le réseau social un compte appelé «EliLillyandCo», mais ils étaient en plus parvenus à le faire certifier, selon le nouveau procédé mis en place par Twitter.

Manifestement, le côté humoristique de cette petite phrase n'a pas été compris de grand monde. A commencer par les actionnaires d'Eli Lilly. Dans les minutes qui ont suivi la publication de ce tweet, le titre chutait de 4,5%, faisant ainsi s'évaporer quelque 16 milliards de dollars de capitalisation boursière. Le tout dans un environnement haussier, l'indice Dow Jones s'envolant jeudi de 3,7%.

Tweet resté plusieurs heures en ligne

Un tweet est parvenu à lui seul à causer des dégâts importants chez Eli Lilly, incitant la société à publier, sur son vrai compte Twitter, ses excuses: «Nous nous excusons auprès de ceux qui ont reçu un message trompeur d'un faux compte Lilly. Notre compte Twitter officiel est @LillyPad.» Mais il était déjà trop tard. D'autant que le message parodique est resté plusieurs heures en ligne avant que ce qui reste d'équipes de modération chez Twitter ne le supprime. Cela n'avait pas empêché ce tweet d'obtenir des centaines de republications et des milliers de likes.

Ce chaos illustre à merveille l'importance qu'a acquise Twitter dans le monde économique. Les messages diffusés par les multinationales sont scrutés avec attention, y compris par la communauté financière. Et tout va si vite que les principes élémentaires de vérification des informations par des tiers font souvent défaut. C'est d'autant plus dommageable que ces vérifications n'ont plus cours en interne, depuis le rachat de Twitter par Elon Musk.

Multiple exemples

Vendredi, après une multiplication des comptes usurpés, le réseau social réintroduisait en catastrophe son badge historique de certification. Car la possibilité par tout un chacun de se faire certifier, en payant 7,99 dollars par mois pour obtenir le badge «Twitter Blue», avait causé une importante confusion.

Cette imposture a touché d'autres multinationales que Eli Lilly. On a ainsi vu un faux compte du fabricant d'armement américain Lockheed Martin tweeter ceci: «Nous allons cesser les ventes d'armes à l'Arabie saoudite, Israël et les Etats-Unis jusqu'à ce que des enquêtes sur leurs violations des droits humains soient établies.» Un compte se faisant passer pour celui de SpaceX, la société d'Elon Musk active dans l'aérospatial, publiait ceci: «C'est avec le cœur lourd que nous annonçons que nous cesserons toutes nos missions. Nous prévoyons de verser 240 millions de dollars de subventions gouvernementales excédentaires à des groupes qui se consacrent à l'agriculture durable et à la lutte contre la faim dans le monde.»

Nestlé aussi touché

Nestlé n'a pas été épargné, un compte parodique écrivant «Nous volons votre eau pour ensuite vous la revendre.» Pepsi affirmait que «Coke est meilleur», alors qu'un faux compte se faisant passer pour Apple présentait un concept aussi loufoque qu'incompréhensible: «Apple Air+». Un tout nouveau groupe d'atomes innovant, spécialement conçu pour améliorer votre expérience dans les Apple Stores. Il est désormais obligatoire pour entrer dans les Apple Stores du monde entier. Nous pensons que vous allez l'adorer. 9,99 dollars pour 30 minutes». Et la liste de parodies de ce genre est encore longue.

Rien ne dit que dans les prochains jours, ou les prochaines heures, des parodies de ce type ne fleuriront pas à nouveau, pouvant causer des dégâts considérables. Et cela tant dans le monde économique qu'au niveau politique. On sourit aujourd'hui en voyant un faux compte de Donald Trump apporter son soutien à Joe Biden pour la présidentielle de 2024. Mais lorsque de faux messages concerneront la Chine, l'Ukraine ou encore Taïwan, les conséquences pourraient être dévastatrices.

«Twitter est incroyablement vivant», écrivait ce week-end Elon Musk. C'est vrai. Mais son dirigeant actuel, cause de ce chaos, est aussi actuellement incroyablement irresponsable. Et pour l'heure, il ne doit rendre aucun compte des conséquences de ses actes. ■

FTX: le scandale de trop pour les cryptos?

FTX, deuxième plus grande plateforme d'échange de cryptos au monde – première aux Etats-Unis – était une icône dans le milieu des cryptomonnaies. Son fondateur et «philanthrope» Sam Bankman-Fried (SBF) est devenu multimilliardaire. Et son aura allait bien au-delà des fans inconditionnels du secteur puisqu'il a su lever des capitaux auprès des plus grands noms du capital-risque et de la gestion institutionnelle: Sequoia, Tiger, BlackRock, SoftBank, le fonds souverain de Singapour Temasek ou encore un fonds de pension dans l'Ontario.

Le portefeuille numérique de FTX est utilisé par des millions de personnes dans le monde. La plateforme a également été partenaire de grandes entreprises (Visa, Gamestop, Reddit) et accompagne les projets blockchain de la Corée du Sud. Après une croissance vertigineuse, qui a vu la société passer de 1 à 32 milliards en douze mois, FTX a tout perdu en l'espace de 72 heures. Elle a annoncé vendredi déposer son bilan et cherche désespérément de nouveaux bailleurs de fonds. Comment expliquer une telle catastrophe?

FTX affichait 14,6 milliards de dollars d'actifs contre 8 milliards de dette. Cela dit, un article récent de CoinDesk a mis en évidence un élément particulièrement troublant: près de 40% des actifs détenus au bilan étaient constitués (ou collatéralisés par) de jetons numériques de FTX, les FTT. En quelque sorte, les emprunts contractés par l'entreprise ont servi en partie à nourrir la hausse du cours des FTT, 75%

des jetons en circulation étant d'ailleurs détenus par la société. Un tel effet de levier laisse surtout planer le risque que toute baisse de la valeur des jetons entraîne la société dans sa chute.

Binance, leader mondial des échanges de cryptos et l'un des plus importants investisseurs, dans FTX, a réalisé l'ampleur du danger. En déclarant vouloir se séparer des FTT qu'il détenait, il a déclenché une crise de liquidité qui a sonné le glas de la plateforme. Une chute qui s'explique principalement par un excès de levier garanti par des actifs illiquides et non ségrégués.

L'industrie des cryptos pourrait se relever d'une telle débâcle? Contrairement à la finance traditionnelle, aucune banque centrale ou gouvernement n'est intervenu pour sauver FTX et limiter le plongeon des cryptomonnaies. Jusqu'à alors, ce sont des grands acteurs des cryptos qui ont sauvé certains protocoles en difficulté. Mais force est de constater que le nombre d'acteurs en mesure de jouer les chevaliers blancs est en train de fondre comme neige au soleil. FTX avait d'ailleurs été particulièrement généreux dans le passé en venant en aide à certaines sociétés au bord de la faillite. Elle ne sera plus en mesure de le faire. Quant à Binance, identifié comme un possible repreneur pendant quelques heures, il y a finalement renoncé.

Autre conséquence négative pour l'écosystème des cryptos: un coup dur porté à l'appétence pour les projets d'actifs numériques de la part des investisseurs institution-

OPINION

nels. Par ailleurs, les pressions de la part des régulateurs et des investisseurs se font croissantes pour exister auprès des différentes entités cryptos davantage d'informations, de transparence et de limites de risque. Un niveau de «due diligence» accru qui pourrait précipiter la chute d'autres entités et accélérer encore davantage la purge en cours.

Aucune banque centrale ou gouvernement n'est intervenu pour sauver FTX et limiter le plongeon des cryptomonnaies

La croissance exponentielle et sans garde-fou des cryptomonnaies peut être comparée à celle des dot-coms dans les années 1990. A cette époque, le crash avait débouché sur l'effondrement de milliers d'entreprises internet, gérées par des équipes sans la moindre expérience, avec des modèles d'affaires qui n'étaient pas pérennes et une

situation financière qui ne leur a pas permis de survivre au soudain retrait des liquidités. Les cryptos font actuellement face à une situation similaire; dans un processus typiquement darwinien, des milliers d'entités vont disparaître laissant le champ libre aux protocoles et modèles financiers les plus solides. La comparaison pourrait d'ailleurs ne pas s'arrêter là; en effet, Bitcoin, Ethereum et Binance seront peut-être un jour l'équivalent crypto de ce que les GAFAs sont à la technologie.

Et comme chaque crise crée des opportunités, il faut également rappeler le rôle que pourraient jouer des acteurs financiers traditionnels et régulés: celui d'offrir aux clients privés et institutionnels une solution de dépôt et de négoce de cryptomonnaies avec les mêmes garanties de sécurité et de transparence que sur les principales classes d'actifs.

Enfin, les lignes devraient également bouger du côté des échanges. Binance a proposé la mise en place d'un système de «Proof-of-Reserves», un audit de réserve utilisant la technologie blockchain, afin d'offrir une transparence totale des liquidités détenues par les plateformes. La réglementation des cryptomonnaies centralisées est une urgence pour restaurer la crédibilité de l'industrie. ■

 CHARLES-HENRY MONCHAU
DIRECTEUR DES INVESTISSEMENTS DE LA BANQUE SZY


La BNS, une institution si peu suisse

En août dernier, Thomas Jordan, le président de la Banque nationale suisse (BNS), déclarait devant le gotha des banquiers centraux à Jackson Hole que «résoudre le changement climatique n'est pas [son] job». Fin octobre, il annonçait que, sur les trois premiers trimestres de cette année, la BNS avait réalisé des pertes de plus de 142 milliards de francs. Probablement qu'en le poussant un peu, il nous dirait, conformément à ses déclarations précédentes, que préserver notre épargne collective n'est pas son job non plus.

Comment est-il possible que la personne à la tête de l'institution la plus importante pour l'économie de notre pays, qui gère par ailleurs un portefeuille d'investissements de quasi 1000 milliards de francs suisses – 20 fois la taille du fonds AVS, l'équivalent de la masse sous gestion des quelque 1500 caisses LPP de notre pays –, puisse à ce point, sur ces questions comme sur d'autres, se décharger de ses responsabilités?

Pour le comprendre, il faut retourner au mythe fondateur des banques centrales contemporaines. Celui-ci consiste à croire que la politique monétaire n'est qu'une affaire technocratique, disjointe des autres questions politico-économiques, dont la bonne gestion doit être donnée à des scientifiques «neutres» qu'il convient de préserver des critiques et pressions qui accompagnent généralement l'exercice du pouvoir. Leur seule tâche serait de monter ou descendre le levier de contrôle de la monnaie selon que l'économie surchauffe ou flanche, ni plus ni moins. Et gare à celui qui oserait interférer! C'est bien sûr tout drapé de cette certitude rigoriste que Thomas Jordan écarte d'un revers de la main les questions dérangeantes qu'en démocratie on est en droit de lui poser.

Les décisions de politique monétaire de la BNS ne sont ni inéluctables, ni neutres, ni apolitiques

Or, contrairement à ce qu'il veut nous faire croire, ses décisions en matière de politique monétaire ne sont ni inéluctables, ni neutres, ni apolitiques; tout ce que la BNS décide de faire ou de ne pas faire a un impact à moyen terme sur l'inflation bien sûr, mais aussi sur les risques macroéconomiques à long terme, le pouvoir d'achat des ménages, la santé des entreprises, les finances publiques, l'allocation des ressources, la répartition des richesses, l'évolution du climat et d'autres questions importantes.

Par ailleurs, lorsqu'elle tente de remplir son mandat constitutionnel, la BNS n'est pas confrontée à un simple choix binaire, mais à un très grand nombre d'alternatives, pour lesquelles elle doit peser le pour et le contre en tenant compte non seulement des prévisions d'inflation, mais aussi des risques pour la stabilité financière et de «l'intérêt général du pays».

On le voit, la mission de la BNS est complexe et définie en des termes parfois un peu vagues. C'est bien pour cette raison que nous nom-

mons à sa tête des êtres humains et non des robots. Or ces êtres humains ont tous leurs faiblesses, leurs angles morts, leurs biais politiques. Tout en préservant l'indépendance de notre banque centrale, nous devrions donc en principe veiller à ce qu'il y ait suffisamment de diversité au sommet de l'institution, qu'il y ait suffisamment de transparence quant aux actions qu'elle entreprend et que ses choix puissent être débattus ouvertement – trois principes fondamentaux de bonne gouvernance qui font malheureusement totalement défaut dans le cas de la BNS.

En rupture avec notre tradition helvétique attachée à la gouvernance collégiale et à la confrontation des points de vue, nous avons créé un trône jupitérien pour le président de la BNS. Il est à la tête du premier départe-

ment, celui chargé de fournir les analyses nécessaires à la conduite de la politique monétaire, et son pouvoir est à peine modéré par les deux autres membres de la direction, aux profils par ailleurs très semblables au sien, essentiellement cooptés et peu susceptibles de faire véritablement contrepoids – Martin Schlegel, vice-président, était auparavant le subordonné direct de Thomas Jordan, pas vraiment un gage d'indépendance de point de vue.

Par comparaison, et pour prendre des pays semblables à la Suisse, le comité de politique monétaire de la Banque de Suède est composé de six personnes et celui de la Banque d'Angleterre de neuf, dont quatre externes à l'institution. Si on rajoute à cette concentration du pouvoir une opacité totalement anachronique et le fait que toute remise en question de sa politique est considérée par beaucoup, y compris par la direction de la BNS, comme un crime de lèse-majesté, on peut sans trop exagérer parler d'autocratie.

Et pourtant, on sait bien qu'un groupe diversifié de personnes est bien supérieur à un individu enfermé dans sa tour d'ivoire lorsqu'il s'agit d'évaluer une situation complexe et de prendre des décisions dans un contexte de grande incertitude. Au vu des nombreux défis qui nous attendent, sommes-nous vraiment sûrs que l'avenir de notre économie doit être confié aveuglément à un seul homme n'ayant de compte à rendre à personne et ne bénéficiant pas de l'intelligence collective générée par un riche débat public? Se poser la question, ce n'est pas attaquer la BNS, c'est véritablement se préoccuper de l'une de nos institutions les plus importantes, dans «l'intérêt général du pays». ■

 MICHAEL MALQUARTI
MEMBRE DU COMITÉ DIRECTEUR
DU PARTI VERT LIBÉRAL GENEVOIS




Marc-André Cornu est le président-directeur général du groupe Cornu. Les flûtes contribuent à hauteur de 60% au chiffre d'affaires de l'entreprise, qui compte 400 employés en Europe. (CHAMPAGNE, 1ER NOVEMBRE 2022/THIERRY PORCHET POUR LE TEMPS)

«La Fabrique», de Champagne à l'Everest des Mers

Le Prix SVC Suisse romande récompense tous les deux ans une PME pour son caractère exemplaire. Il est organisé en alternance avec le Prix SVC Genève. Chaque mardi, «Le Temps» vous présente un des six finalistes qui se disputeront la distinction qui sera remise le 15 novembre au SwissTech Convention Center de l'EPFL, à Lausanne.

PRIX SVC SUISSE ROMANDE (6/6)
Contraint de changer de nom pour ses célèbres pièces torsadées, le groupe Cornu, basé à Champagne (VD), n'a pas tardé à rebondir et à imposer sa nouvelle marque en soutenant le jeune skipper Alan Roura

ALINE BASSIN
 @bassineline

A la vue du long bâtiment qui sert d'écrin à La Fabrique, les papilles gustatives frétilent. Les voici soudainement désorientées. Ce n'est pas vers la boutique, ses flûtes, coeurs de France et autres pièces de boulangerie fine que leur propriétaire se hâte, mais dans la partie la plus ancienne de la construction.

Très vite, elles sont rassérénées. L'entretien avec le maître des lieux se fera juste devant l'atelier de production, ce qui assure une vue privilégiée sur le ballet qu'exécutent d'interminables rangées de pâte feuilletée qui serpentent au gré des différents postes d'une fabrication largement automatisée.

«Chaque heure, notre groupe fabrique 300 000 flûtes. Ce chiffre montera à 360 000 au début de l'année prochaine», lâche avec une pointe de retenue toute vaudoise, Marc-André Cornu, précisant que le produit contribue au chiffre d'affaires de sa société, finaliste du prix SVC 2022, à raison de 60%. Le président-directeur général du groupe Cornu garde en revanche jalousement secrètes les informations relatives aux performances financières d'une entreprise qui emploie aujourd'hui environ 400 personnes en Suisse, en France et en Roumanie.

Du pain à la flûte

L'aventure entrepreneuriale démarre en 1934 lorsque André Cornu ouvre une boulangerie dans la petite commune de Champagne, située à une dizaine de kilomètres d'Yverdon-les-Bains, au pied du massif jurassien. Le petit magasin de l'époque n'a

alors pas grand-chose à voir avec l'organisation qui exporte aujourd'hui ses délices dans le monde entier. C'est toutefois bien le créateur du groupe qui pose les premières fondations de son succès en cherchant à se diversifier. «A la fin de la Deuxième Guerre mondiale, les militaires mobilisés ont quitté la région, raconte Marc-André Cornu. Comme il y avait beaucoup de boulangeries dans le village, mon grand-père a pensé à la flûte pour développer son entreprise.» Bingo! L'entreprise commence alors son internationalisation. Etape décisive: un partenariat pour fournir son produit phare à la marque Roland pour le marché allemand.

En conquérant de nouveaux marchés et en industrialisant ses processus de fabrication, le groupe Cornu poursuit sur sa lancée. En 1985, le site sur lequel il se trouve toujours aujourd'hui est inauguré. Juste avant que ne commence un partenariat avec le géant britannique de la distribution Marks & Spencer. «A l'époque, c'était ce qui se faisait de mieux au niveau international, rappelle Marc-André Cornu. Leurs exigences qualitatives et sécuritaires nous ont permis de prendre une avance de quinze ans sur la concurrence.»

«Chaque heure, notre groupe fabrique 300000 flûtes. Ce chiffre montera à 360000 au début de l'année prochaine»

MARC-ANDRÉ CORNU, PRÉSIDENT-DIRECTEUR GÉNÉRAL DU GROUPE CORNU

Tout va donc pour le mieux dans le meilleur des mondes pour la boulangerie fine de Champagne qui, présentant le non à l'Espace économique européen en 1992, a également investi dans un site de production de l'autre côté de la frontière, à deux pas de Besançon. Mais durant ces mêmes années nonantes, un curieux courrier atterrit sur le bureau du fabricant de flûtes. «Je m'en souviens très bien: c'était un cabinet d'avocats saint-gallois qui s'appelait Frick & Frick. Il nous écrivait pour nous dire que nous n'avions plus le droit d'utiliser la marque Champagne.» Le coup d'envoi d'un feuilleton

juridico-économique, qui va tenir la Suisse romande en haleine pendant des années, est lancé.

Un sursis est tout d'abord obtenu, à la faveur d'une intervention de la Confédération. Mais les accords bilatéraux vont relancer l'affaire pour l'entreprise qui a le malheur d'être basée dans une commune viticole portant le même nom que le célèbre mousseux français. Au terme d'une bataille judiciaire «épique», un accord est scellé en 2011: la société perd le droit d'utiliser le nom de sa commune tout seul pour ses produits. Elle doit ou peut y adjoindre l'appellation «Recette de Champagne» pour éviter toute confusion avec les verres allongés qui accueillent la boisson pétillante.

Du lac de Neuchâtel au Vendée Globe

A cette époque, le groupe Cornu vient d'intégrer les marques Roland et les pains bâlois Holle dans son giron. Mais c'est sur une tout autre appellation qu'il va jeter son dévolu pour sa production propre. En 2016, il inaugure une extension de son bâtiment historique. S'y trouvent une boutique, un café, un restaurant, un musée et même un fitness. Des nouveautés qui vont créer un lien unique avec les habitants de la région qui ont toujours désigné l'endroit comme «La Fabrique». Tout naturellement, le nom s'impose comme une marque qui ne va pas tarder à sortir de l'anonymat en Suisse et en France.

«Un jour, mon fils Cyril vient vers moi et me dit qu'un jeune marin cherche du sponsoring pour participer au Vendée Globe, se souvient le narrateur. Nous nous sommes dit que ce serait intéressant de participer.» En se lançant dans celle que les connaisseurs appellent «l'Everest des Mers», Alan Roura, puisque c'est évidemment de lui qu'il s'agit, va rapidement devenir la coqueluche des médias. Le Genevois va disséminer au passage l'appellation «La Fabrique» qui s'affiche en lettres géantes sur son voilier.

Après la première édition de 2016, le partenariat se poursuit en 2020. Il ne sera pas reconduit sous cette forme puisque le navigateur genevois régate désormais dans une catégorie qui nécessite des moyens financiers conséquents. Le flair dont Cyril Cornu a fait preuve est toutefois de bon augure pour l'avenir de l'entreprise qu'il est en train de reprendre avec son cousin Damien Cornu. Au besoin, celui qui a tenu les rênes du groupe pendant une quarantaine d'années se tient à disposition, «s'ils estiment que je peux encore être utile», conclut laconiquement Marc-André Cornu. ■

EN BREF

Confidentialité des données: Google verse 392 millions

Google a passé un accord avec 40 Etats américains, acceptant de leur verser 391,5 millions de dollars (environ 369 millions de francs) pour mettre fin à des investigations sur la manière dont le moteur de recherche collecte les données des utilisateurs. C'est l'accord le plus important jamais conclu avec plusieurs Etats sur la protection des informations personnelles aux Etats-Unis, selon un communiqué de presse du procureur général du New Jersey publié lundi. AFP

Amazon pourrait licencier 10000 employés

Le groupe numéro un mondial de l'e-commerce se prépare à licencier environ 10000 employés d'après le *New York Times*. La plateforme deviendrait ainsi le dernier géant américain de la tech en date à répondre à la crise économique avec un plan social de grande envergure. Cela représenterait un peu moins de 1% de la masse salariale du groupe, qui comptait 1,6 million d'employés dans le monde fin 2021. Selon le *New York Times*, les postes concernés seront situés dans le département Amazon Devices, dans la division de vente au détail ainsi que dans les ressources humaines. S'il est confirmé, il s'agirait du plus grand plan social de son histoire. Contacté par l'AFP, Amazon n'avait pas réagi. AFP

Les milliards attribués à Elon Musk par Tesla en procès

Un procès sur l'attribution à Elon Musk d'un plan de rémunération lui accordant pour plus de 50 milliards de dollars d'actions Tesla en fonction de critères de performance a débuté lundi devant un tribunal du Delaware aux Etats-Unis. Un actionnaire du fabricant de voitures électriques a porté plainte en 2018 estimant que l'entrepreneur et le conseil d'administration n'avaient pas respecté leurs obligations quand ils ont autorisé ce programme. Le procès, sans jury, doit durer cinq jours. Elon Musk est censé témoigner mercredi. Attendu à un événement en marge du G20 en Indonésie, le milliardaire a prévenu qu'il ne pourrait pas y venir en personne en raison de cette obligation judiciaire. AFP

Nouvelle augmentation des loyers en octobre

Les loyers proposés ont poursuivi leur hausse en Suisse au mois d'octobre, même si contrairement à la période précédente, ils ont baissé dans certains endroits. L'indice des loyers élaboré conjointement par la plateforme immobilière Homegate et la Banque cantonale de Zurich s'établit désormais à 119,1 points, soit 0,2 point de plus par rapport au mois de septembre. Sur un an, la hausse des loyers proposés s'est inscrite à 2,3%. AWP

Hausse des prix à la production et à l'importation en Suisse

Les prix à la production et à l'importation (PPI) ont augmenté de 0,2% en septembre par rapport à août. Sur un an, le renchérissement atteint 5,4%, a précisé jeudi l'OFS. Au niveau des prix à la production, l'acier, le lait cru, les produits laitiers ainsi que les légumes et les pommes de terre ont renchéri. Les produits en aluminium et les produits pétroliers sont par contre devenus meilleur marché. Sur le volet des prix à l'importation, des hausses de prix ont été observées en premier lieu pour les hydrocarbures. A l'inverse, les prix des métaux, des produits semi-finis en métaux ou encore des chaussures ont baissé. ATS

MAIS ENCORE

Berlin nationalise la filiale allemande du russe Gazprom

L'Etat allemand a annoncé lundi la nationalisation d'ESEF, la filiale allemande du géant russe Gazprom (ex-Gazprom Germania), afin de sauver de la faillite ce fournisseur de gaz qu'il administre déjà depuis avril et qui est surendetté. (AFP)

Varsovie prend le contrôle du tronçon polonais du gazoduc Yamal

Varsovie a placé sous tutelle la participation de Gazprom dans la société EuRoPol Gaz qui gère le tronçon polonais du gazoduc Yamal, afin «d'assurer la sécurité des infrastructures critiques» du pays, a annoncé lundi le gouvernement. Gazprom contrôlait 48% d'EuRoPol Gaz, contre 52% pour l'Etat polonais. (AFP)

PUBLICITÉ

Accompagnez vos clients vers des solutions de crédit et de financement durables.

Certificat ESG-CA Financement

AZEK
 www.azek.ch

16 Bourses

BOURSE 14.11.2022

↓ SMI 10999.59 -1.15% ↓ SPI 14104.26 -1.07% ↓ SLI 1707.35 -1.05% ↓ SMIM 2606.81 -1.11% ↑ VSMI 15.6565 0.95%

SMI

Titre 14.11.	Div.	Rend. du div.	Cours clôture	Variation % jour d'avant	Plus bas / Plus haut
ABB NA	0.79	2.64	29.80	0.40	23.84 / 34.34
Alcon N	0.20	0.33	60.86	-0.88	55.22 / 81.40
Cr. Suisse NA	0.10	2.33	4.29	0.49	3.52 / 9.64
Geberit NA	12.50	2.60	481.50	-1.81	406.50 / 756.60
Givaudan	66.00	2.00	3300.00	-0.33	2672.00 / 4871.00
Holcim N	2.20	0.00	48.99	0.23	38.76 / 52.80
Logitech NA	0.96	1.65	58.34	-1.32	42.07 / 80.10
Lonza Gr.	3.00	0.59	508.60	-2.68	436.80 / 771.60
Nestlé NA	2.80	2.59	108.08	0.02	103.42 / 129.80
Novartis	3.10	3.93	78.80	-0.27	72.84 / 88.42
Partners Gr.	33.00	3.23	1022.00	-2.53	765.40 / 1664.50
Richemont	3.25	2.78	116.95	-1.14	90.28 / 147.60
Roche Hld.GS	9.30	2.97	312.65	-3.98	298.30 / 404.20
Sika N	2.90	1.14	253.70	-4.41	190.10 / 385.70
Sonova	4.40	1.78	247.70	-1.43	208.90 / 392.10
Swiss Life	25.00	4.99	501.20	0.95	416.30 / 630.80
Swiss Re NA	5.90	7.31	80.66	0.62	68.16 / 102.20
Swisscom	22.00	4.45	494.40	1.29	443.40 / 590.40
UBS Group N	0.47	2.69	17.34	-0.69	13.10 / 19.90
Zurich Ins. Gr.	22.00	5.16	426.60	0.66	376.00 / 461.70

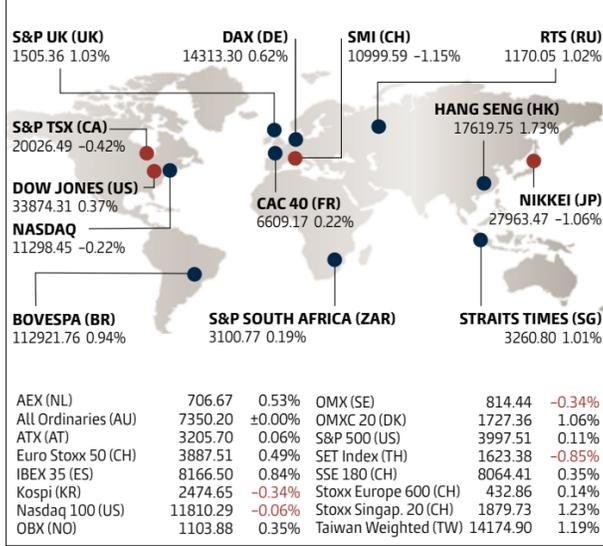
GAGNANTS

Titre	Cours du SPI du 14.11.2022	Var. %
Achiko Ltd	0.061	+13.70%
Accelleron	18.90	+7.42%
Asmallworld	2.25	+7.14%
V-ZUG	81.70	+6.10%
Talenthouse	0.035	+6.06%

PERDANTS

Titre	Cours du SPI du 14.11.2022	Var. %
VAT Group N	279.00	-6.25%
Roche I	373.80	-4.93%
SFS Group	97.20	-4.52%
Straumann	111.60	-4.41%
Sika N	253.70	-4.41%

INDICES BOURSIERS



CHANGES



La Banque 14.11.	Devises	Billets	avec 100 fr. on achète	
1 Euro	0.9763	0.9765	0.95 / 1.01	99.11
1 Dollar US	0.9486	0.9488	0.91 / 0.99	101.27
1 Dollar canadien	0.7119	0.7149	0.68 / 0.75	132.89
1 Dollar australien	0.6330	0.6332	0.59 / 0.67	148.70
100 Dollar hongkong	12.1017	12.1046	11.50 / 13.30	751.88
100 Yens	0.6746	0.6747	0.64 / 0.73	13793.10
1 Livre sterling	1.1152	1.1156	1.04 / 1.19	84.03
100 Couronnes suédoises	9.0877	9.0939	8.40 / 9.90	1010.10
100 Couronnes norvég.	9.4640	9.4707	8.80 / 10.40	961.54
100 Couronnes danoises	13.1222	13.1259	12.30 / 14.05	711.74

1 Bitcoin USD 16543.32 (14.11.) 16406.13 (13.11.)

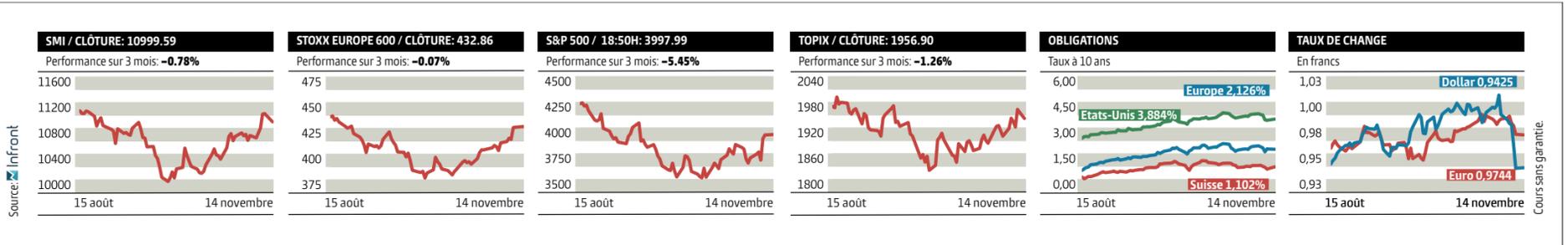
Monnaies

14.11.	CHF	USD	EUR	GBP	JPY	CAD	RUB
Franc suisse	-	1.0610	1.0263	0.9025	148.8652	1.4112	63.7938
Dollar US	0.9422	-	0.9672	0.8506	140.2790	1.3300	60.1250
Euro	0.9743	1.0339	-	0.8793	145.0505	1.3751	62.1590
Livre sterling	1.1079	1.1757	1.1371	-	164.9372	1.5636	70.6812
Yen	0.6717	0.0071	0.0069	0.0061	-	0.0095	0.4285
Dollar canad.	0.7085	1.3300	0.7272	0.6395	105.4806	-	45.2020
Rouble	0.0152	60.1250	0.0156	0.0137	2.2584	0.0214	-

SWISS PERFORMANCE-INDEX (SPI sans SMI)

Cours 14.11.	Var. %	52 semaines	Cosmo Pharma.	60.50	1.00	74.7	42.3		
Accelleron	18.90	7.42	24.8	14.2	CPh	72.60	±0.00	76.6	56.2
Achiko Ltd	0.061	13.70	0.19	0.01	Crealogix	41.80	1.95	126	36.0
Addex Therap.	0.14	2.27	1.27	0.12	Datwyler	181.40	-0.11	410	150
Addeco Gr. NA	34.55	-1.14	50.9	26.4	DKSH Hold.	69.75	-0.21	84.7	68.1
Adval.Tech	132.00	-	175	119	dormakaba	345.00	0.58	736	301
Aevis Vict. NA	18.30	-1.61	22.0	13.5	Dottikon	266.00	0.38	320	186
Airesis SA	0.53	±0.00	0.75	0.53	Dufry	39.53	0.79	53.3	28.0
Altreal NA	147.20	-0.54	209	126	Edison Pow.	114.50	1.78	132	108
Alfo Holding	166.00	-1.43	308	13.7	EFUN Int.	8.35	-0.36	8.74	5.65
Aluflexpack	17.60	3.29	27.7	13.7	Elma Electronic	1000.00	-	1090	680
ams-OSRAM	8.56	3.71	19.2	5.26	Emmi NA	807.00	-0.37	1155	726
APG SGA NA	154.00	-1.91	205	151	Emis-Chemie	697.00	-0.78	1046	592
Arbonia NA	14.28	-0.42	22.9	10.5	Epic Suisse	61.50	1.65	72.0	55.0
Arundel NA	0.54	-	2.58	0.13	Evolva Hold.	0.08	0.50	0.16	0.07
Aryzta NA	1.07	0.66	1.25	0.77	Feintool Int.	20.90	±0.00	49.1	18.0
Ascom NA	7.28	2.25	14.4	5.51	Flugh. Zürich	160.70	-0.31	181	138
Asmallworld	2.25	7.14	3.28	2.00	Forbo Hold. NA	1326.00	0.76	1922	1034
Autoneum H. NA	114.00	-1.04	202	78.0	Fund. Real	15.90	-0.31	20.3	14.9
Bachem H. NA	85.60	-1.33	157	49.9	Galenica NA	68.10	0.67	79.0	60.6
Baloise NA	140.20	0.57	177	123	GAM NA	0.77	-1.16	1.56	0.69
Barry Callebaut	1902.00	-2.21	2342	1763	Geavazzi	270.00	-1.82	306	251
Baselland. KB	920.00	0.22	928	880	Georg Fischer	60.80	-1.30	74.5	45.9
Basilea Pharm.	46.80	1.96	47.5	29.6	Glarner KB N	25.00	0.40	29.0	24.0
Basler KB PS	60.00	-0.66	67.0	57.4	Grp. Minoterie	298.00	-0.67	432	274
BB Biotech	59.20	0.85	81.4	51.0	Gurit Hold.	99.10	-0.90	167	70.0
Belimo	451.00	-0.88	580	317	Helvetia	102.00	0.89	132	90.6
Bell Food	245.00	0.62	310	211	HIAG Immo.	83.60	1.21	107	78.0
Bellvue Gr.	36.55	-0.54	44.0	28.5	Highlight	22.40	-	29.0	22.0
Bergb. Engelb.	41.50	1.22	50.0	40.5	Hochdorf	24.10	0.84	43.9	21.9
Berner KB	222.50	-0.22	227	198	Huber+Suhner	87.70	-0.79	95.6	71.5
BKW	114.40	-2.47	130	96.7	Hypo Lenzburg	4100.00	-0.49	4360	4000
Bossard	212.00	-1.40	358	158	Idorsia	14.88	1.22	22.2	10.8
Bq. Cant. de G.	178.00	-1.11	182	159	Implenia	40.00	0.88	40.6	17.8
Bq. Cant. de J.	52.00	-	56.5	43.8	In Invest	19.40	±0.00	20.4	18.1
Bq. Cant. Vaud.	84.70	-1.45	98.8	67.3	Infincon	888.00	-1.99	1370	633
Bucher Ind.	375.60	-0.16	484	297	Interoll	2320.00	-3.53	4690	1744
Bündner KB	1690.00	0.60	1730	1510	Intershops	617.00	-1.28	687	566
Burckhardt	494.00	1.54	542	355	Investis	104.00	±0.00	115	84.8
Burkhalter	78.20	0.77	87.4	51.5	IVF Hartmann	116.00	2.20	132	101
BVZ	750.00	±0.00	810	65.0	Julius Bar NA	53.70	-0.15	67.0	41.0
Bystronic	670.00	2.92	1342	495	Jungfraubahn	114.00	-0.52	148	107
Calida Holding	46.15	1.32	59.0	39.0	Kardex	176.40	-1.78	312	126
Cembra Money	72.30	-1.16	78.1	52.7	Kinarius Ther.	0.01	-2.00	0.10	0.01
Ci	2.26	-	3.40	1.73	Klingelb.	13.25	1.92	19.5	11.4
Cicor Technol.	42.30	0.77	59.0	40.5	Komax	242.00	-1.43	299	200
Clariant	16.71	-0.71	20.4	13.9	Kudelski	2.71	1.19	3.70	2.41
Coltene	77.00	-0.66	117	74.3	Kuehne + Nagel	236.10	-1.30	299	197
Comet	196.00	-1.51	380	136	Kuros Bios.	1.69	-1.17	2.19	1.45
Comp. Fin.Tr.	105.00	-0.47	114	99.5	Lalique Group	31.60	-3.07	41.0	26.0
					Landis+Gyr	64.75	0.86	67.1	48.7
					lastminute	21.40	-3.17	48.0	15.8

Leclanché NA	0.55	-2.48	0.69	0.39	SIG Group	21.76	-0.37	27.4	18.5
Lem	1972.00	3.57	2690	1364	SKAN Group	66.90	2.14	95.2	49.0
Leonteq	46.80	1.63	77.9	35.4	SoftwareONE	12.61	-1.64	21.5	9.83
Licht. LB	53.30	-0.93	59.3	48.7	Spexis	0.46	-1.09	2.20	0.41
Lindt & Spr.	9880.00	0.61	123800	92300	St. Galler KB	465.00	-0.85	480	420
Lindt & Spr. PS	10000.00	0.40	12770	8910	Stadler Rail	34.36	5.46	45.0	25.8
Luzerner KB	411.00	-0.24	439	396	Starrag Gr.	46.40	-	53.0	37.6
MCH Group N	4.90	1.45	11.8	4.70	Straumann	111.60	-4.41	208	85.2
Medacta Gr.	102.20	0.59	158	76.7	Sulzer NA	72.50	-0.62	98.5	54.2
Medartis	87.90	-3.09	148	60.4	Swatch Group I	259.10	0.47	310	216
Medmix	18.94	-0.32	48.4	16.2	Swatch N Gr.	47.82	0.04	59.0	40.4
Meier Tobl.	33.80	1.50	34.9	14.7	Swiss Pr. Site	81.30	-0.97	101	73.4
Metall Zug	1915.00	0.52	2190	1755	Swiss Steel H.	0.24	±0.00	0.38	0.20
Meyer Burger	0.44	-2.62	0.54	0.22	Swissquote	133.30	-2.91	209	90.8
Mikron	8.90	0.23	9.20	6.20	Talenthouse	0.035	6.06	1.42	0.03
Mobilezone	16.12	-0.62	17.5	12.2	Tecan	386.60	-0.97	594	265
Mobimo	235.00	-0.21	323	195	Temenos NA	62.34	-1.14	142	49.8
Molecular Partn.	6.64	4.08	28.9	5.27	Thurgau. KB PS	116.00	-0.85	121	104
Montana A.	12.72	-2.15	36.8	9.87					



Plombé par Roche

BOURSE Le SMI a ouvert la première séance de la semaine en repli de 0,10% à 11116,31 points. Aux Etats-Unis, Goldman Sachs prévoit, pour l'année prochaine, une baisse «significative» de l'inflation grâce à l'allègement des tensions dans les chaînes d'approvisionnement, au ralentissement de la croissance des salaires et à un pic dans les prix de l'immobilier. Le SMI a clôturé en recul de 1,15% à 10999,59 points et le SPI de 1,03% à 14109,81 points. **Roche** a lourdement pesé sur l'indice avec un important recul de 3,98% à 312,65 francs. Le groupe pharmaceutique a annoncé que deux essais cliniques sur le traitement de la maladie d'Alzheimer n'avaient pas atteint leurs objectifs. Pour sa part, **Novartis** a cédé 0,27% à 78,80 francs. Le groupe bâlois a vendu un site de

production à Singapour à la société allemande Biontech, qui en fera son siège régional. Cette opération intervient dans le cadre de la décision prise en 2020 d'arrêter progressivement les activités dans les petites molécules d'ici à fin 2023. De son côté, **Nestlé** a grignoté 0,02% à 108,08 francs. Aux bancaires, **UBS** a reculé de 0,69% à 17,34 francs, alors que **Credit Suisse** engrangeait 0,49% à 4,29 francs. Les assurances ont tiré leur épingle du jeu, puisque **Swiss Life** a progressé de 0,95% à 501,20 francs, **Zurich**

Insurance de 0,66% à 426,60 francs et **Swiss Re** de 0,62% à 80,66 francs. La meilleure performance du jour a été enregistrée par **Swisscom** qui s'est apprécié de 1,29% à 494,40 francs. ■ BCGE, SALLE DES MARCHÉS

PROPOSÉ PAR BCGE

LE TITRE VEDETTE



Source: SIX

MAIS ENCORE

Bobst va demander sa décotation

Le constructeur vaudois de machines d'emballage Bobst a confirmé lundi son intention de retirer son action de la bourse suisse. La décision du conseil d'administration fait suite à la demande de son actionnaire majoritaire JBF Finance, détenteur de 85,29% du capital-actions suite à l'exécution de son offre publique d'achat le 4 novembre. (ATS)

Un appel pour «une véritable Union des marchés de capitaux» en Europe

TRIBUNE Le gouverneur de la Banque de France et le président de la Deutsche Bundesbank ont rappelé l'urgence de coopérer «au cœur de la crise»

AFP

«L'Europe est au cœur de la crise: celle de la guerre russe en Ukraine, de l'énergie, de l'inflation», écrivent François Villeroy de Galhau, gouverneur de la Banque de France et Joachim Nagel, président de la Bundesbank dans cette tribune publiée sur les sites internet des *Echos* et de la *Handelsblatt*.

«Notre unité en devient plus difficile, mais encore plus indispensable. Et ce qui vaut pour toute l'Europe vaut d'abord et surtout pour le couple franco-allemand: nous diviser, ce serait nous condamner», estiment-ils alors que les relations entre

Paris et Berlin se sont tendues ces dernières semaines.

«Le temps est venu d'une véritable Union des marchés de capitaux», selon eux. L'Union des marchés de capitaux (UMC), serpent de mer depuis 2014, est un projet de marché unique européen des capitaux destiné à favoriser leur circulation entre les pays membres pour financer plus largement les entreprises et tout particulièrement les start-up et les PME.

«Renforcer notre attractivité»

«Les événements tels que le Brexit, la pandémie ou, plus récemment, la guerre menée par la Russie en Ukraine ont hélas retardé les efforts déployés dans ce domaine», souligne François Villeroy de Galhau et Joachim Nagel. «Nous devons au contraire, plus que jamais, accé-

lérer la transition énergétique et nous avons par conséquent besoin des ressources financières fournies par une Union des marchés de capitaux verte»

Atout

«L'Union des marchés de capitaux peut constituer un atout dans une stratégie conjointe européenne visant à concurrencer les autres régions du monde», ajoutent-ils, estimant que «pour stimuler la croissance, tout en assurant les transformations verte et numérique, nous devons renforcer notre attractivité pour les investisseurs tant domestiques qu'étrangers.»

«En conséquence, nous soutenons l'établissement d'un point d'accès unique européen (European Single Access Point, ESAP) comme plateforme d'information pour les investisseurs internationaux», écrivent-ils. ■

CHARTÉ ÉDITORIALE WWW.LETEMPS.CH/PARTENARIATS

PUBLICITÉ

Payer moins,
négocier davantage.
C'est tout à fait normal.

Jusqu'à 40% de réduction sur les frais de courtage pour une sélection de produits.
postfinance.ch/trading-sponsorise

PostFinance

Publicité

18 Carnet du jour

DEUIL

Ses fils:

Pietro SANSONETTI et son épouse Alessandra
Riccardo SANSONETTI et son épouse Alexandra

Ses petits-enfants:

Giulia & Michaël, Luigi, Alberto,
Lauren Emma

Sa sœur:

Dorothee (Doris) SCHOCH née FREY, ses enfants et petits-enfants

ainsi que les familles parentes, alliées et amies en Suisse, en Italie et au Costa Rica ont la grande tristesse de faire part du décès de

MADAME ADELHEID (HEIDY) SANSONETTI

NÉE FREY

enlevée à leur tendre affection le 12 novembre 2022 dans sa 93e année.

La défunte repose en la chapelle de la Cluse (Murith), 89, boulevard de la Cluse à Genève.

La cérémonie religieuse aura lieu le vendredi 18 novembre 2022 à 15h au temple de Carouge.

Les proches tiennent à exprimer leur sincère reconnaissance à la doctoresse Florence Emery Montant pour son soutien et son accompagnement chaleureux et sans faille ainsi qu'à l'équipe infirmière de l'unité de médecine de la clinique Générale-Beaulieu pour sa gentillesse et la qualité de ses soins.

En lieu et place de fleurs, il est possible de faire un don à l'Aide suisse à la montagne (Schweizer Berghilfe, www.aidemontagne.ch) IBAN: CH44 0900 0000 8003 2442 2

Cet avis tient lieu de faire-part.

MURITH

LES ASSOCIÉS, LES COLLABORATEURS ET L'ENSEMBLE DU PERSONNEL DE L'ÉTUDE SCHELLENBERG WITTMER

ont la tristesse de faire part du décès de

MADAME ADELHEID (HEIDY) SANSONETTI

MÈRE DE LEUR ASSOCIÉ ET COLLÈGUE

MAÎTRE

PIETRO SANSONETTI.

Ils lui expriment, ainsi qu'à sa famille et à ses proches, leurs plus sincères condoléances.

« Tu resteras à jamais dans nos cœurs »

Ses parents, le Docteur et Madame †Paul Van den Neucker

Son époux, Philippe Beckers

Son fils, Pierre Beckers

Les familles Van den Neucker-Beckers et apparentées,
disent tendrement adieu à

NICOLE VAN DEN NEUCKER

EPOUSE DE PHILIPPE BECKERS

Née à Bakwanga le 26 septembre 1956
et décédée le 13 novembre 2022 à Aubonne
entourée de l'affection des siens.

Nicole repose à la Chapelle de Beausobre, avenue de Vertou 8, à Morges.

La cérémonie d'adieu aura lieu à la Chapelle de Beausobre,

le vendredi 18 novembre, à 16 heures.

En lieu et place de fleurs, un don peut être adressé à l'EHC - Hôpital de Morges, IBAN CH84 0900 0000 1001 0913 3, mention soutien aux Unités de Soins Palliatifs en souvenir de Nicole Beckers.

CONVOIS FUNÈBRES

LAUSANNE

11 h: **M. Jean-Pierre Maître**; église du Sacré-Coeur.

13 h 30: **M. Francis Rajakumar**; centre funéraire de Montoie, chapelle B.

VAUD

Bavois – 13 h 30: **M^{me} Nadine Jatou-Jean-Maret**; temple.

Blonay – 14 h 30: **M. René Vez**; chapelle catholique Sainte-Croix.

Montricher – 14 h: **M. Marc Nicod**; temple.

Olion – 14 h: **M. Maurice Cottier**; temple.

Rennaz – 14 h: **M^{me} Marlyse Reymond-Collenberg**; chapelle funéraire Riviera-Chablais.

Savigny – 14 h 30: **M^{me} Jacqueline Décombaz**; temple.

Ste-Croix – 14 h: **M. Michel Bühler-Crété**; temple.

St-Légier – 14 h: **M. Flavien Gonard**; temple-de-la-Chiésaz.

Vallorbe – 14 h: **M^{me} Martine Nicoulaz-Tissot**; église Saint-Romain.

NEUCHÂTEL

Le Landeron – 14 h: **M. José Schmitz**; chapelle du cimetière.

JURA

Delémont – 14 h: **M^{me} Anne-Marie Chételat-Segginger**; église Saint-Marcel.

JURA BERNOIS

Sorvillier – 13 h 45: **M. Paul Niederhäuser**; salle de paroisse.

VALAIS

Martigny-Bourg – 10 h: **M. Jean-Martin Chatriand**; église.

Evolène – 15 h: **M. Dominique Gaspoz**; église.

Miège – 16 h 30: **M^{me} Alice Clavien**; église.

Riddes – 16 h 30: **M^{me} Jeanne Monnet**; église.

St-Maurice – 10 h: **M^{me} Thérèse Gex**; église St-Sigismond.

Sion – 10 h 30: **M^{me} Catherine Moix**; église du Sacré-Coeur.

GENÈVE

Genève – 11 h 15: **M^{me} Françoise Gounel Deshusses**; centre funéraire de Saint-Georges.

Genève – 13 h 30: **M. René Peter Küng**; centre funéraire de Saint-Georges, chapelle A.

Genève – 15 h 15: **M. Giovanni Carletti**; chapelle des Rois.

Versoix – 14 h 30: **M^{me} Ollga Widmer-de Bay**; temple.

TÉLÉPHONES UTILES

NUMÉROS D'URGENCE

Urgences santé/Ambulances: Tél. 144
Police Secours: Tél. 117
Sauvetage du lac: Tél. 117
Pompier: Tél. 118
Secours routier: Tél. 140
La Main tendue: Tél. 143
Centre d'information toxicologique: Tél. 145
Aide pour enfants Pro Juventute: Tél. 147
REGA: Tél. 1414
Air Glaciers: Tél. 1415

HÔPITAUX ET CLINIQUES

GENÈVE

HUG: Tél. 022 372 33 11
HUG Urgences adultes:
Tél. 022 372 81 20
HUG Urgences de gynécologie et d'obstétrique: Tél. 022 372 42 36
HUG Urgences ophtalmologiques:
Tél. 022 372 84 00
HUG Urgences pédiatriques:
Tél. 022 372 45 55
HUG Urgences psychiatriques:
Tél. 022 372 38 62
HUG Prévention suicide:
Tél. 022 372 42 42
HUG Ophtalmologie: Tél. 022 382 84 00
Hôpital de La Tour: Tél. 022 719 61 11
Centre médico-chirurgical Grand-Pré:
Tél. 022 734 51 50
Centre Médical Eaux-Vives:
022 737 47 47
Clinique de Carouge: Tél. 022 309 45 45
Clinique La Colline, urgences:
Tél. 022 702 21 44
Clinique Générale-Beaulieu:
Tél. 022 839 54 15
Clinique des Grangettes:
Tél. 022 305 01 11
Urgences adultes: Tél. 022 305 07 77

Urgences enfants: Tél. 022 305 05 55
Clinique et permanence d'Onex:
Tél. 022 709 00 00
Clinique dentaire de Genève:
Tél. 022 735 73 35
Garde pédiatrique de Lancy:
Tél. 022 879 57 00 (Jour)
Tél. 0844 022 022 (Soir sur RDV)
SOS médecins à domicile:
Tél. 022 748 49 50
SOS Infirmières: Tél. 022 420 24 64

VAUD

CHUV: Tél. 021 314 11 11
Hôpital de l'enfance, Lausanne:
Tél. 021 314 84 84
Hôpital ophtalmique, Lausanne:
Tél. 021 626 81 11
Centrale téléphonique des médecins de garde du canton de Vaud:
Tél. 0848 133 133
Centre de la main: Tél. 021 314 25 50
Clinique Cecil, Lausanne:
Tél. 021 310 50 00
Clinique de Montchoisi, Lausanne:
Tél. 021 619 39 39
Clinique Bois-Cerf, Lausanne:
Tél. 021 619 69 69
Clinique de La Source, Lausanne:
Tél. 021 641 33 33
Clinique de Genolier: Tél. 022 366 90 99
Centre hospitalier Yverdon:
Tél. 024 424 44 44
Hôpital Saint-Loup: Tél. 021 866 51 11
Hôpital Orbe: Tél. 024 442 61 11
Hôpital La Vallée, le Sentier:
Tél. 021 845 18 18
Hôpital Riviera-Chablais, site de Rennaz: 058 773 21 12
Centre hospitalier de La Côte, Morges:
Tél. 021 804 22 11

Hôpital de Rolle: Tél. 021 822 11 11
Hôpital de Gilly: Tél. 021 822 47 00
Clinique La Lignière, Gland:
Tél. 022 999 64 64
Hôpital de Nyon: Tél. 022 994 61 61
Hôpital du Pays-d'Enhaut, Château-d'Œx: Tél. 026 923 43 43
Centre universitaire de médecine générale et santé publique, Unisanté:
Tél. 021 314 60 60
Permanence Unisanté-Flon:
Tél. 021 314 90 90
Hôpital intercantonal de la Broye, Payerne: Tél. 026 662 80 11

FRIBOURG

Hôpital cantonal:
Tél. 026 306 00 00

NEUCHÂTEL

Hôpital Pourtalès: Tél. 032 713 30 00
Hôpital La Chaux-de-Fonds:
Tél. 032 967 21 11
Hôpital de la Providence, Urgences médicales et chirurgicales:
Tél. 032 720 30 46
Clinique de la Tour, La Chaux-de-Fonds: Tél. 032 930 30 00
Clinique Monbrillant, La Chaux-de-Fonds: Tél. 032 910 04 00

VALAIS

Hôpital de Sion: Tél. 027 603 40 00
Hôpital de Sierre: Tél. 027 603 70 00
Hôpital Martigny: Tél. 027 603 90 00
Hôpital Riviera-Chablais, site de Rennaz: 058 773 21 12
Permanence médicale du Chablais:
Route de Morgins 54, Monthey, 058 773 11 46, ouverte du lundi au vendredi de 9h à 18h, avec ou sans rendez-vous.

JURA

Hôpital de Delémont: Tél. 032 421 21 21
Hôpital de Porrentruy: Tél. 032 465 65 65

ADRESSES DE POMPES FUNÈBRES EN SUISSE ROMANDE

GENÈVE

Pompes Funèbres Officielles Ville de Genève: Tél. 022 418 60 00
Pompes Funèbres Générales Genève SA:
Tél. 022 342 30 60
A. Murith SA: Tél. 022 809 56 00,

VAUD

Pompes funèbres officielles de la Ville de Lausanne:
Tél. 021 315 45 45
Blanchet & Wiesmann SA:
Renens, Tél. 021 636 13 13
Cossonay-Ville: Tél. 021 861 13 13
Nyon: Tél. 022 362 33 33
Cassar Pompes Funèbres SA:
Lausanne: rue du Tunnel 7, Tél. 021 329 08 10.
Aigle: tél. 024 466 46 56
Chexbres: Tél. 021 808 62 88
Bex: tél. 024 463 35 79
Carrouge: Tél. 021 903 26 24
Corcelles-le-Jorat: Tél. 021 903 18 69
Château-d'Œx: Tél. 026 924 40 00
Chexbres: Tél. 021 946 24 01
Echallens: Tél. 021 882 23 35
Froideville: Tél. 021 881 15 20
Goumoens-la-Ville: Tél. 021 881 56 94
La Tour-de-Peilz: Tél. 021 944 00 54
Le Mont-sur-Lausanne:
Tél. 021 653 06 12
Mézières: Tél. 021 903 23 38
Montreux: Tél. 021 964 46 46
Morges: Tél. 021 801 06 08
Morrens: Tél. 021 731 16 55

Moudon: Tél. 021 905 28 28
Nyon: Tél. 022 361 80 10
Orbe: Tél. 024 441 15 55
Oron-la-Ville: Tél. 079 398 80 15
Rolle: Tél. 021 825 50 60
Villeneuve: Tél. 021 960 30 20
Villbroye: Tél. 021 907 79 18
Yverdon-les-Bains: Tél. 024 425 27 27
Eggs F. & Fils: Territet, av. de Chillon 74, Tél. 021 963 44 24
Fischer Manfred Sär: Chavornay, le Verneret 27A, Tél. 024 441 13 38
Florideuil: Lausanne, av. William-Fraisse 1, Tél. 021 616 05 97
Funesta: Aigle, rue de Jérusalem 2, Tél. 024 471 91 91
François Schneiter et fils, Yverdon-les-Bains et environs:
rue du Buron 2, Tél. 024 425 73 43.
Gaillard et Pittet SA pompes Funèbres:
Morges, av. de Vertou 8, Tél. 021 801 23 43
Bière: Tél. 021 809 51 60
Nyon: Tél. 022 361 05 05
Perroy: Tél. 021 825 30 40
Gavillet SA Pompes funèbres:
Montreux, avenue des Alpes 90bis, Tél. 021 963 27 32
Vevey: Tél. 021 922 89 11
Générales SA:
Montreux, avenue des Alpes 90bis, Tél. 021 963 10 43
Vevey, boulevard Paderewski 12, Tél. 021 922 89 13
Le Sépey, route de Leysin 35, Tél. 024 491 18 51
Echallens, Grand-Rue 7, Tél. 021 882 20 22
Lucens, avenue de la Vignette 25, Tél. 021 906 60 44
Lausanne, rue du Maupas 6, Tél. 021 342 20 20

Pérusset SA: Orbe, rue Sainte-Claire 8, Tél. 024 441 32 78
Pompes Funèbres de la Riviera: Vevey, avenue Mayor-Vautier 22, Tél. 021 922 69 00
Clarens, Tél. 021 961 11 12
La Tour-de-Peilz, Tél. 021 944 50 80
St-Légier-La Chiésaz, Tél. 021 943 53 00
Pompes Funèbres de Saint-Laurent SA: Moudon, rue du Temple 6, Tél. 021 905 12 00

NEUCHÂTEL

Wasserfallen Pompes Funèbres:
Faubourg du Lac 11, Tél. 032 725 40 30.
Flühmann-Evard:
Rue de la Maladière 16,
Tél. 032 725 36 04
Pompes Funèbres Flühmann-Evard, Couvet:
Tél. 032 863 23 42.
Accompagnement Guntert J.-F. pompes funèbres SA, La Chaux-de-Fonds:
rue de Chasseral 79, Tél. 032 968 38 33
Pompes funèbres Yan Dubois, Couvet:
Clos-Pury 7, Tél. 032 861 12 64
Emery Pompes funèbres, Hauterive:
Rouges-Terres 1B, Tél. 032 841 18 00
Pompes Funèbres Horizon, Colombier:
rue du Creux-du-Sable 20,
Tél. 032 842 18 42

JURA

ARC-Jura Voisard SA:
www.arc-jura-voisard.ch
Bassecourant: Tél. 032 426 88 88
Delémont: rue de Fer 7, Tél. 032 422 25 25
Porrentruy: Pompes Funèbres d'Ajoie SA, rue Pierre-Péguignat 46, Tél. 032 466 38 38
Saignelégier: Pompes Funèbres Chaignat SA, rue de la Gruère 25, Tél. 032 951 24 51.

LE TEMPS IMPRESSUM

Editeur/Rédaction
Le Temps SA – Avenue du Bouchet 2
CH – 1209 Genève
Tél + 41 22 575 80 50

Conseil d'Administration
Présidence: Eric Hoesli
Administrateur-délégué:
Tibère Adler

Direction
Tibère Adler,
administrateur-délégué
Madeleine von Holzen,
rédacrice en chef
Zeynep Ersan Berdoz, directrice
Stratégie et Développements
Oliver Schwarz, finances
Nicole Pomezny, ressources humaines

Rédacrice en chef
Madeleine von Holzen

Adjoints: Paul Ackermann
Serge Michel
Grégoire Nappay
Éléonore Sulser
Assistante et office manager:
Monique Graber Sangiorgio

Chefs d'édition

Florian Delafoi (numérique)
Nicolas Dufour (numérique)
Florian Fischbacher (numérique)
Elise Kerchenbaum
Olivier Perrin
Julien Pralong (numérique)
Philippe Simon

Chefs de rubrique
International: Aline Jacquotte
Suisse: Vincent Bourquin
Economie: Aline Bassin

Opinions & Débats:

Catherine Frammery
Culture & Le Temps Week-end:
Stéphane Gobbo
Epoque & Société:
Célia Héron
Sport: Laurent Favre
Sciences: Sylvie Logean

Iconographie
images@letemps.ch

Rédactrice en chef T Magazine
Rinny Gremaud

La liste complète de tous les services et collaborateurs du Temps SA sur www.letemps.ch/contact/annuaire

Rédaction de Berne
Bundesgasse 8
CH – 3003 Berne
Tél. + 41 22 575 80 50

Rédaction de Lausanne
Rue de la Madeleine 18
CH – 1003 Lausanne
Tél: +41 22 575 80 50

Rédaction de Neuchâtel
Case postale 2645
CH - 2000 Neuchâtel
Tél: +41 22 575 80 50

Rédaction de Sion
Rue des Creusets 16
CH – 1950 Sion
Tél. +41 22 575 80 50

Relation clients
Ringier SA
Pont Bessières 3
CP 7289 - 1002 Lausanne

Lundi-vendredi
8h00 à 11h30 - 13h30 à 16h30
Tél. 0848 48 48 05
E-mail: relationclients@letemps.ch
Tarifs: découvrez nos offres sur www.letemps.ch/abos

Régie publicitaire
Ringier Advertising
Pont-Bessières 3
1002 Lausanne
Tél. +41 58 909 98 23
E-mail: lt_publicite@ringier.ch
Prix et conditions générales:
www.ringier-advertising.ch
Managing Director:
Thomas Passen

Head of sales romandie:
Anne-Sandrine Backes-Klein

Impression
CIL, Centre d'Impression Lausanne SA

Tirage diffusé
35 370 exemplaires
(source: tirage contrôlé REMP 2021)

Audience REMP MACH Basic
2022-2 : 84 000 lecteurs
La rédaction décline toute responsabilité envers les manuscrits et les photos non commandés ou non sollicités. Tous droits réservés. En vertu des dispositions relatives au droit d'auteur ainsi qu'à la Loi contre la concurrence déloyale et sous réserve de l'approbation préalable écrite de l'éditeur

(tél.+41 22 575 80 50;
e-mail: info@letemps.ch) sont notamment interdites toute réimpression, reproduction, copie de texte rédactionnel ou d'annonce ainsi que toute utilisation sur des supports optiques, électroniques ou tout autre support, qu'elles soient totales ou partielles, combinées ou non avec d'autres œuvres ou prestations. L'exploitation intégrale ou partielle des annonces par des tiers non autorisés, notamment sur des services en ligne, est expressément interdite.
ISSN 1423-3967
No CPPAP: 0413 N 05139
Notre papier journal est produit de manière écologique avec une forte proportion de papier recyclé



A l'Opéra de Florence, Marie Lys a été acclamée pour sa prestation dans «Alcina», de Händel. La Vaudoise a endossé son rôle en un temps record. (JEAN-BAPTISTE MILLOT)

Marie Lys, un songe d'automne éveillé

CHANT LYRIQUE Alors qu'elle incarne Cunégonde dans «Candide» de Leonard Bernstein, à l'Opéra de Lausanne, la jeune soprano vaudoise évoque son incroyable remplacement au pied levé de la mezzo-soprano Cecilia Bartoli, il y a moins d'un mois

JULIETTE DE BANES GARDONNE
@JuliettedBg

Cela sonne comme une consécration. Remplacer la déesse du chant lyrique qui vocalise plus vite que son ombre, Cecilia Bartoli, n'est pas donné à n'importe qui. C'est Marie Lys que le Teatro del Maggio Musicale Fiorentino – l'Opéra de Florence – a choisie alors que Bartoli, malade, ne pouvait plus assurer le rôle principal d'Alcina dans l'opéra éponyme d'Händel. Marie, elle, a vécu cette expérience comme une sorte de songe éveillé.

Parachutée à Florence

A 34 ans, la chanteuse originaire de Goumoens-le-Jux, dans le canton de Vaud, a réussi l'un des paris les plus risqués pour une chanteuse lyrique: le *jumping*, ce remplacement de dernière minute qui peut s'avérer être autant un tremplin qu'une guillotine et qui demande d'avoir le cœur bien accroché. «Je pensais que c'était une blague lorsque mon agent m'a appelée, j'imaginai qu'il y avait

50 sopranos sur le coup. Je n'avais pas compris que l'Opéra de Florence avait contacté uniquement mon agent pour m'avoir.»

Il y a de quoi être impressionné: à la barre de cette super-production d'Alcina, l'un des chefs les plus renommés de la musique baroque, Gianluca Capuano, dirigeant l'orchestre du prince de Monaco – fondé par Cecilia Bartoli elle-même en 2016, en partenariat avec l'Opéra de Monte-Carlo. Voici donc Marie Lys parachutée dans la ville des Médicis. «C'était un énorme challenge, poursuit-elle, car je ne connaissais pas le rôle d'Alcina en entier. J'avais l'opéra dans les oreilles car je venais d'incarner Morgana dans le même opéra (une production de l'Opéra de Lausanne en février dernier), mais il me manquait un air et tous les récitifs du rôle titre.»

Marie Lys ne se dégonfle pas: elle apprend par cœur les parties manquantes du rôle en 48 heures top chrono, mise en scène en sus. «Je craignais d'avoir un trou de mémoire dans les récitifs», avoue-t-elle. Mais sur scène, c'est un miracle qui se produit et Marie transcende le rôle. La presse internationale venue pour voir la performance de Bartoli est dithyrambique: la soprano suisse est plus que remarquée, elle est acclamée. «Le yoga m'a beaucoup aidée, tempère la musicienne, dès que

je sentais la panique monter dans la tête, je respirais profondément et revenais dans mon corps. Une fois sur scène, j'étais d'un calme incroyable. Tout au long de cette expérience, j'avais l'impression de rêver, je me disais que j'allais me réveiller. Je m'étais toujours dit en voyant mes collègues qui faisaient ce genre de *jump* que j'en serais proprement incapable. Je n'arrive toujours pas à croire que je l'ai fait.» Elle a cette force tran-

«Je pensais que c'était une blague lorsque mon agent m'a appelée»

quille, Marie, et le calme des têtes bien faites qui permet d'affronter les vicissitudes du métier.

Sous un soleil d'automne scintillant, en terrasse du Café du Théâtre à quelques mètres de l'Opéra de Lausanne, le décompte avant la première de *Candide* – cet opéra aux accents jazzy et pétillants signé Leonard Bernstein – a commencé. Au milieu de ce marathon qui précède le début des représentations, Marie Lys, infusion de camomille à la main, plaisante: «Avec ma tisane à 14h, je suis le cliché

absolu de la chanteuse d'opéra.» Mais les chanteuses sont des sortes d'athlètes qui bichonnent leur hygiène de vie au millimètre près avant d'entrer sur le ring. Cette acharnée de travail qui aime peaufiner ses rôles croque dans celui de Cunégonde à pleine voix.

La véritable félicité

«Il y a chez ce personnage en quête de bonheur un conflit important qui fait réfléchir à ce qui nous rend véritablement heureux: le personnage pense pouvoir trouver la félicité dans la richesse et le luxe et n'hésite pas à vendre son corps pour y parvenir.» On ne saurait oublier que *Candide* est une satire mordante de l'Amérique du Nord des années 1950, selon le vœu de sa première librettiste: Lillian Hellman, dramaturge engagée et ciblée par la chasse aux sorcières macarthyste.

Marie Lys retrouvera le baroque en fin d'année aux côtés du contre-ténor superstar Franco Fagioli. Il y aura ensuite la sortie de son disque récitation, avec l'ensemble Abchordis – dont elle est la cofondatrice avec le claveciniste Andrea Buccarella –, consacré à la figure d'Anna Maria Strada, l'une des cantatrices favorites d'Händel. ■

Candide, Opéra de Lausanne, du 13 au 20 novembre. opera-lausanne.ch

«Candide», un cœur tendre à l'Opéra de Lausanne

CRITIQUE Très rarement donnée, l'œuvre de Leonard Bernstein, sous la direction leste et claire de Gavriel Heine, réjouit l'œil et les sens

JULIAN SYKES

Candide, à l'Opéra de Lausanne, se termine sur une scène qui semble évoquer un asile psychiatrique, comme si tous les protagonistes avaient perdu la tête et le sens des réalités. Avouons qu'on rêverait d'un tableau plus suggestif du carnaval de Venise à la fin, mais n'est-ce pas une façon d'exprimer la morale du conte philosophique de Voltaire? A savoir: cultiver son jardin sans nourrir un optimisme aveugle. Les chanteurs forment une troupe bien soudée, sous la direction leste et claire de Gavriel Heine, dans une mise en scène poétique, teintée de surréalisme de Vincent Boussard, et des costumes magnifiques de Christian Lacroix.

En près de deux heures quarante, le public aura vécu les péripéties loufoques de Candide et de ses compagnons d'infortune. Il aura

voyagé de l'Europe en Amérique du Sud, ayant gobé l'humour carnassier et le cynisme de Voltaire. L'opérette de Bernstein est un métissage de styles, entre comédie musicale, envolées colorature, gospel, valse et «jewish tango». C'est surtout un patchwork de saynètes qui s'enchaînent en une joyeuse discontinuité, brocardant les religieux de tout bord.

Un «bâtard» délicieusement ingénu

Vincent Boussard nous fait vivre ici une sorte de laboratoire de l'humanité sous les yeux d'un chœur placé en surplomb, sur le pourtour de la scène, à la manière d'un chœur antique. Aussi *Candide* est-il ce «bâtard» délicieusement ingénu qui verra ses illusions tomber au fil d'un récit d'initiation cruel. Quelques accessoires, au symbolisme surréaliste (une baignoire suspendue dans les airs), parfois kitsch, servent de repères. La robe rouge carmin de Cunégonde, des vidéos subtiles et des éclairages raffinés participent à la magie du spectacle qui n'en-

fonce pas le clou pour faire passer la satire.

Pour nouer la gerbe entre les innombrables épisodes, un narrateur tient le rôle de bonimenteur. Sitôt après l'«Ouverture», le Gallois Mike Winter s'adresse au public en anglais (sous-titres français à l'appui), évoque l'arrière-fond satirique de l'histoire, truffe son speech de réflexions liées à l'actualité, évoquant une épidémie et une guerre dans les pays de l'Est... *Candide*, splendidement incarné par Miles Mykkanen au timbre éloquent et nuancé, tient un livre rose à la main qui n'est autre que le conte philosophique de Voltaire – récit dans le récit.

La Lausannoise Marie Lys (Cunégonde) nous offre un éblouissement vocal. Anna Steiger est parfaite dans son rôle de «Old Lady» boulotte, suivie par le Pangloss à la voix plus terne et monochrome de Franco Pomponi et des innombrables seconds rôles. Les choristes de l'Opéra de Lausanne sont vaillants de précision et l'orchestre sonne avec une légèreté feinte qui n'exclut pas la profondeur. ■

L'héritage d'André Corboz rayonne à Mendrisio

HOMMAGE Le Tessin est le théâtre de la première exposition offrant une vue d'ensemble de l'œuvre de l'urbaniste, architecte et historien genevois. un intellectuel en avance sur son temps

ANDRÉE-MARIE DUSSAULT, LOCARNO

Juriste, traducteur, poète, journaliste, urbaniste, architecte, historien... Au Tessin, le Théâtre de l'architecture de Mendrisio rend hommage au Genevois André Corboz (1928-2012) avec une exposition promue par l'Académie d'architecture, l'Institut d'histoire et de théorie de l'art et de l'architecture (ISA), de l'Université de la Suisse italienne (USI), et avec le soutien de la Bibliothèque de l'Académie d'architecture.

«Pour Corboz, le territoire n'est jamais une page blanche; il est l'objet d'inscriptions successives, se superposant comme des écritures dans un texte,» explique André Bideau, co-commissaire de l'exposition et chargé de cours à l'ISA. D'où le titre de l'exposition, *Le territoire comme palimpseste: l'héritage d'André Corboz*, repris d'un essai fameux que le Genevois a publié en 1983 dans la revue internationale de sciences humaines *Diogenes*. Le palimpseste étant un parchemin dont on a effacé la première écriture afin d'en apposer une autre.

Comprendre l'humain

Coordinateur de direction de l'Académie d'architecture et responsable des expositions, Marco Della Torre souligne qu'André Corboz, une personnalité polyédrique, de stature internationale, n'a pas joué de son vivant de la reconnaissance qu'il méritait. «Cette exposition veut lui rendre justice.»

Largement autodidacte, André Corboz était un scientifique et un intellectuel qui tentait de comprendre l'humain à travers le langage et le visuel, a soutenu Sonja Hildebrand, co-commissaire de l'exposition et professeure à l'ISA. De culture francophone méditerranéenne, il était un grand voyageur, passionné d'Italie, fasciné par les Etats-Unis et Montréal où il a enseigné l'architecture dès 1967.

L'exposition est divisée en deux sections thématiques, occupant

chacune un étage: «Comment lire le territoire» et «Une historiographie». On y découvre: des planifications territoriales, des cartes géologiques, topographiques, des esquisses, des articles de presse, des maquettes, des poésies, des photos, des diapositives, des cartes postales, des peintures, des films, de la correspondance et des livres anciens, collectés ou produits par Corboz au fil des décennies. Celui-ci n'a rien jeté, «pas même un mémo»: son fonds, conservé à la Bibliothèque de l'Académie d'architecture de l'USI, correspondant à soixante mètres de documents d'archives.

156 carnets de voyage

L'accrochage montre comment le Genevois, avant-gardiste, à la fois rousseauiste, voltairien, républicain et humaniste, a procédé à une auto-observation minutieuse pendant soixante ans. Il écrivait tous les jours, annotant avec soin ses activités, recherches, observations, lectures, et temps de lecture... Ses 156 carnets de voyage, d'idées et de projets remplis entre 1951 et 2012 sont exposés.

À la Bibliothèque de l'Académie d'architecture, ses archives ont été systématiquement exactement comme elles l'étaient chez lui, dans son cinq-pièces genevois. Directeur de l'ISA, Christoph Frank a visité l'appartement d'André Corboz à Thônex, après sa mort, et négocié l'acquisition du fonds avec son épouse, Yvette Corboz. «Corboz était une bête de travail qui doutait sans cesse, il dormait très peu et possédait une énergie hors norme.»

Faisant une apparition surprise à la conférence de presse, la star tessinoise de l'architecture Mario Botta est intervenue en considérant qu'André Corboz aurait été heureux de savoir son fonds au Théâtre d'architecture, inauguré il y a quatre ans. «Il est venu plusieurs fois à Mendrisio dans les années 1990, avant même que l'école soit fondée. Il croyait en notre projet et il avait promis d'y léguer son héritage, même s'il enseignait l'architecture à Zurich.» ■

Le territoire comme palimpseste: l'héritage d'André Corboz, Théâtre d'architecture de Mendrisio, jusqu'au 5 février 2023. www.tam.usi.ch

PUBLICITÉ



«Vous vous débrouillez pour que ce soit propre par terre, que les trains arrivent à l'heure. J'admire les pays qui fonctionnent. La Suisse, c'est objectivement très bien»



«Lausanne, c'est pas ze place to be.» Lancer cette pique au public du Théâtre Boulimie, deux minutes après le lever de rideau? Cavalier. Mais les réactions sont plus hilares qu'indignées. Il faut dire que le titre du spectacle, *Authentique*, augurait une franchise implacable, et que son auteur a pour habitude de chamber les Suisses – qui adorent ça. Depuis deux ans, dans l'émission *52 minutes* de la RTS, David Castello-Lopes décortique les us et bizarreries du pays (ses montres chères, son hymne national, son emmental) sur un mode frénétique et musical.

Des capsules vidéo au jingle irrésistible et aux millions de vues sur YouTube, de quoi faire du journaliste-humoriste le plus populaires des touristes français sous pavillon suisse. Qui sort à présent des écrans pour investir les planches, à Lausanne cet automne avant Genève et une tournée en France. Il y est question d'orgueil, de pubs, de cérémonie de rasage et de miroirs Louis-Philippe. Et de cette question existentielle: est-on jamais vraiment, totalement soi-même?

L'art de l'«infotainment»

Monter son premier seul en scène sur sol romand, c'est «une façon de remercier les Suisses, car c'est en partie grâce au succès rencontré ici que j'ai pu faire beaucoup de choses», sourit l'artiste, chemise classe et cheveux en bataille dans le hall du théâtre. Il a pourtant découvert les charmes helvétiques sur le tard.

C'est à Paris que naît, il y a 41 ans, David Castello-Lopes (avec un «s» et non un «z», il vous en saura gré) de parents franco-portugais, et là qu'il développera son sens de l'image. D'abord auprès de son père, photographe reconnu pour avoir immortalisé l'oppression sous l'ère Salazar. Une carrière à laquelle rêve le jeune David, s'agitant jusque tard dans la nuit dans

sa chambre noire. «Mais je n'ai pas eu le courage. Je crois que j'avais trop peur d'échouer.»

Pas un hasard s'il opte pour des études d'histoire: cet esprit curieux est «complètement obsédé par le temps qui passe». Une dégainée de dandy du XVIIIe aussi, jusqu'au catogan qu'il arbore sur scène avec Marquis Concept, son groupe à l'univers anachronique mêlant clavecin et guitare électrique. «Et je me demandais pourquoi je n'avais pas de chance avec les filles...»

David Castello-Lopes vogue entre les siècles, comme les boulots. Après un saut chez Flammation Art de vivre (éditeur de «gros livres chers sur les tapisseries norvégiennes»), l'ébullition d'un stage en radio le pousse finalement vers le monde des médias, choix réaffirmé lors d'une année d'études à l'École de journalisme de l'université de Berkeley, en Californie. «Ça a tout changé. J'ai découvert

Suisse, ou presque

DAVID CASTELLO-LOPES

S'il l'a souvent taquinée dans «52 minutes», le journaliste-humoriste parisien a choisi Lausanne pour créer son premier seul en scène, à découvrir cet automne

VIRGINIE NUSSBAUM
@Virginie_nb

le journalisme américain, à la fois plus créatif et à cheval sur les faits, qui sait que l'attention du lecteur ne lui est pas due: il doit la gagner.»

L'infotainment en bandoulière, David Castello-Lopes s'essaie au reportage, au webdocumentaire, passe par Le Gorafi ou *Le Monde*, devient le spécialiste des séries vidéo synthétiques, drôles et didactiques: *Le Chiffroscope*, diffusé dès 2012 sur Canal+, qui décrypte l'actualité en chiffres et en dessins animés; puis *Depuis quand*, capsule décalée et musicale sur l'origine des choses – le café gourmand, l'auto-tune, les tics de langage... Avec son binôme Adrien Marchais, David Castello-Lopes traque des inventeurs oubliés, comme le père de l'épilateur électrique, monsieur aux airs de pirate borgne retrouvé dans la banlieue de Tel-Aviv. Questions naïves, anecdotiques? Une façon de «voir la vie avec plus de pixels», pour David Castello-Lopes.

PROFIL

1981 Naissance à Paris.

2008 Obtient un master en journalisme.

2016 Lancement de la série de vidéos «Depuis quand» sur Canal+.

2020 Débuts à la RTS avec sa rubrique «Suisse?», pour «52 minutes».

2022 Création du spectacle «Authentique».

Malice mais rigueur: l'approche séduit Vincent Veillon, qui contacte le reporter blagueur en plein confinement pour lui proposer une chronique 100% rouge et blanc. David Castello-Lopes, qui n'avait mis les pieds qu'une fois ou deux chez ses voisins, accepte le défi. «Je ne connaissais rien à la Suisse mais il y avait quelque chose d'apaisant dans sa simple évocation.»

Le boom des thunes

Lancé en 2020, le format et son second degré taquin font vite mouche. En particulier un délicieux refrain aux beats électros, tiré de l'épiscopie sur l'horlogerie de luxe: «Je possède des thunes / Je suis à l'aise financièrement / Je ne me plains pas / Les affaires marchent en ce moment.» Repris sur TikTok à la fin de 2020, l'extrait est écouté 100 millions de fois. «J'ai été contacté par quatre maisons de disques, Dove Attia est même venu chez moi pour composer une version longue...»

Une déflagration joyeuse, des rues de Genève aux trottoirs de Paris, où l'on se met à l'arrêter pour lui lancer, interloqué: «J'adore ce que vous faites, mais pourquoi vous êtes obsédé par la Suisse?!» L'intéressé en rigole, d'autant qu'il avoue évoluer principalement «entre deux pâtés de maison» lors de ses séjours lausannois. Mais si David Castello-Lopes ne quittera pas la frénésie de Paris, il confesse une affection certaine pour son pays d'accueil. «J'ai été soufflé par la Suisse. Vous vous débrouillez collectivement pour que ce soit propre par terre, que les trains arrivent à l'heure. J'admire les pays qui fonctionnent. La Suisse, c'est objectivement très bien.» Objectif, on ne sait pas, authentique, sans aucun doute. ■

Authentique, Théâtre Boulimie, Lausanne, du 22 au 26 novembre (complet), puis les 10 et 11 mai 2023 au Théâtre de la Madeleine, à Genève.

Un jour, une idée

Nippon, le flair vintage de Miss Mitsuko



FRANCESCA SERRA

«Partir loin, découvrir le monde, mais surtout l'Asie», lâche David Bénichou, l'air rêveur. Enfant déjà, il découpait des images de magazines de voyages pour faire des collages. A 18 ans, il commence à parcourir le monde: Inde, Sri Lanka, Thaïlande, mais aussi les Maldives. «Le survol de ce paradis turquoise, avec ses îlots perdus au milieu de l'océan Indien, m'a ému aux larmes. J'étais si jeune, mais avide de découvrir.» Parmi ces instants magiques, il y a aussi le sublime spectacle de la vallée aux mille pagodes de Bagan, en Birmanie, avec les temples se dessinant dans la lueur de l'aube.

Pour assouvir sa soif de voyages, David commence à alterner voyages et ventes de pièces

qu'il ramène de ses périples. Il s'agit avant tout de pulls tricotés à la main au Népal, qui lui permettent de tenir des stands au marché de Noël et de pouvoir vagabonder le reste de l'année. En 2008, il inaugure la boutique Soda à Lausanne, où il met en avant, pendant une dizaine d'années, des éditions limitées de petits créateurs dénichés en Asie. Depuis la fermeture du magasin, il poursuit sa vie nomade, en alternant voyages et marchés en Suisse, autant en fin d'année que lors de festivals d'été comme le Montreux Jazz.

Depuis 2014, il collectionne des chemises vintage qu'il chine à Tokyo dans des grands circuits de seconde main. De motifs variés et de petites tailles, ces chemisiers fins en polyester sont regroupés sous le label Miss Mitsuko. Ils s'inscrivent dans la garde-robe qui fait sa signature,

sortant de l'ordinaire sans être trop extravagants. Déjà distribués dans des boutiques à Genève (Les Baladeuses, Viva Frida et BLK & YLW) et à Lausanne (Tokyo Story et Basil), ces pièces délicates seront exposées avec une ribambelle d'autres sélectionnées par David au marché de Noël de Genève qui débute ce jeudi au Jardin anglais. Pour l'occasion, les chemises Miss Mitsuko seront accompagnées de vestes kimono *haori* ainsi que de longs cardigans en mohair et de fausses fourrures aux couleurs flashy pour femmes. Pour la gent masculine, un assortiment de manteaux en laine mettra à l'honneur les coupes classiques, allant des duffle-coats anglais aux cabans. ■

Miss Mitsuko. Noël au Jardin (anglais), du 17 nov. au 23 déc., dès la mi-journée; www.missmitsuko.com, Instagram: @missmitsukovintage, www.noel-au-jardin.ch